

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/006921]

**18 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 13 septembre 2018 portant création du service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection et diverses dispositions relatives au pilotage dans le code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1 — *Dispositions modifiant le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médicaux-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs,

1° au point 7°, les mots « tels que visés à l'article 1.3.1-1, 23°, du Code » sont insérés après les mots « les établissements d'enseignement » ;

2° au point 13°, la première lettre de l'article « La » est remplacé par la même lettre minuscule « l ».

**Art. 2.** A l'article 3, § 2, du même décret,

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la virgule avant les mots « du Code » est supprimée ;

2° à l'alinéa 2, le mot « maximum » est inséré après le mot « zone » et après « objectifs » ;

3° à l'alinéa 6, les mots « ?, après évaluation du fonctionnement du Service,?» sont remplacés par les mots « ?évalue le fonctionnement du Service tous les six ans. Après évaluation, il?» ;

4° au même alinéa, le mot « 2025 » est remplacé par « 2026 ».

**Art. 3.** L'intitulé du titre II « Titre II. - De la formation initiale et de la certification donnant accès aux fonctions de directeur de zone et de délégué au contrat d'objectifs » du même décret est modifié comme suit : « Titre II. - De l'accès aux fonctions de directeur de zone et de délégué au contrat d'objectifs ».

**Art. 4.** A l'article 7, § 3, du même décret, le mot « autorisés » est remplacé par le mot « mobilisés ».

**Art. 5.** L'intitulé du Chapitre I<sup>er</sup> du Titre II « Chapitre I<sup>er</sup>. - De la formation initiale » est modifié comme suit : « Chapitre I<sup>er</sup>. - Des conditions d'accès ».

**Art. 6.** A l'article 10 du même décret,

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

- les mots « une formation initiale et » sont supprimés ;

- les mots « de certification, » sont remplacés par les mots « d'admission au stage » ;

- le mot « visées » est remplacé par le mot « visée » ;

2° à l'alinéa 2,

- les mots « de la formation initiale et de » et « de certification » sont supprimés ;

- le mot « visées » est remplacé par le mot « visée ».

**Art. 7.** Les articles 11 à 20 et l'intitulé du chapitre II du même décret sont abrogés et remplacés par les articles et intitulé suivants.

« Article 11. - *Sur proposition du Délégué coordonnateur, le Gouvernement fixe le nombre de postes à pourvoir et décline ceux-ci par zone et groupement de zones.*

**Article 12.** - *Les postes de directeur de zone sont prioritairement pourvus par l'admission au stage des délégués au contrat d'objectifs nommés qui remplissent les conditions visées à l'article 14, § 1<sup>er</sup> ou § 2, à la date de l'introduction de leur demande de participation à l'épreuve d'admission au stage et jusqu'au jour de la nomination et qui se sont portés candidats lors d'un appel interne, moyennant la réussite d'une épreuve spécifique, un stage d'une durée d'un an et une épreuve de nomination spécifique.*

*Un appel public n'est lancé pour ces postes qu'en l'absence de candidat disponible selon cette procédure ou dans la réserve.*

*Le cas échéant, une réserve par groupement de zone est constituée pour une durée de cinq ans. Cette réserve est prioritaire sur celle constituée au terme d'un appel public.*

*Lorsqu'un emploi est ouvert et qu'il n'y a pas ou plus de lauréats dans un groupement de zones, mais qu'il y a des lauréats en réserve dans les autres zones, l'emploi est proposé à ces derniers dans l'ordre du classement général.*

**Article 13.** - *Le Gouvernement lance un appel public par lequel il invite les membres du personnel ou toute autre personne à introduire leur candidature à l'épreuve d'admission au stage dans ces emplois en indiquant un ou plusieurs groupements de zones pour lesquels ils se portent candidats et à classer ceux-ci, le cas échéant, par ordre de préférence.*

*Aucun appel à candidature ne peut être lancé et aucun dépôt de candidature ne peut avoir lieu pendant la période des vacances scolaires d'été.*

*Les quatre groupements de zones sont les suivants :*

a) *Brabant wallon et Bruxelles ;*

b) *Hainaut centre et Wallonie picarde ;*

c) *Hainaut sud, Luxembourg et Namur ;*

d) *Huy-Waremme, Verviers et Liège.*

**Article 14.** - § 1<sup>er</sup>. Nul n'est admis à s'inscrire aux épreuves donnant à la fonction de directeur de zone et/ou de délégué au contrat d'objectifs si, à la date de l'introduction de sa demande de participation à l'épreuve d'admission au stage et jusqu'au jour de la nomination, il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un Etat faisant partie de l'Espace économique européen ou de la Suisse ou disposer d'un titre de séjour et d'un permis de travail valides ;

2° être de conduite irréprochable ;

3° jouir des droits civils et politiques ;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice ;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique ;

6° être a minima titulaire d'un grade académique de bachelier au sens du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

7° être titulaire d'une fonction dans l'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française ;

8° compter une ancienneté de service de sept ans au moins ;

9° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes ;

10° ne pas avoir été démis de ses fonctions en application des articles 65, § 1<sup>er</sup>, 75, § 1<sup>er</sup>, 90, § 1<sup>er</sup>, ou 96 ;

11° faire preuve des expériences professionnelles suivantes :

a) pour l'accès à la fonction de directeur de zone :

- une expérience de deux ans au moins dans le domaine de la gestion ou de la coordination d'équipe d'adultes ;

- une expérience significative dans un des domaines visés par les missions de directeur de zone, soit en matière d'audit, d'analyse systémique, d'analyse de variables/indicateurs, de formation ou d'accompagnement d'adultes ;

b) pour l'accès à la fonction de délégué au contrat d'objectifs :

- une expérience significative dans un des domaines visés par les missions de délégué au contrat d'objectifs, soit en matière d'audit, d'analyse systémique, d'analyse de variables/indicateurs, de formation ou d'accompagnement d'adultes.

Peut également s'inscrire le membre du personnel exerçant une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole, qui répond aux conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et qui a acquis l'ancienneté de service visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, dans l'enseignement fondamental, maternel, primaire, secondaire, de promotion sociale ou artistique organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 2. Toute personne ne répondant pas aux conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 7° et 8° ou à l'une d'entre elles, peut également s'inscrire pour autant qu'elle remplisse, dès la date de l'introduction de sa demande de participation, les conditions prévues au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 10°.

En outre, le candidat devra faire preuve d'une expérience professionnelle utile de sept ans au moins dont trois ans au moins en matière d'audit, d'analyse systémique, d'analyse de variables/indicateurs, de formation ou d'accompagnement d'adultes et deux ans au moins dans le domaine de la coordination d'équipe d'adultes s'il souhaite s'inscrire à l'épreuve de certification visée à l'article 10 donnant accès à la fonction de directeur de zone.

Dans sa demande de participation, le candidat détaille son expérience professionnelle antérieure et expose les raisons pour lesquelles elle est utile pour l'exercice d'une fonction de directeur de zone ou de délégué au contrat d'objectifs. L'utilité de l'expérience professionnelle du candidat est évaluée par le jury visé à l'article 20.

Lorsque le candidat est membre du personnel de l'enseignement ou membre d'autres personnels sous statut soumis à un régime disciplinaire, il doit, en outre, remplir la condition prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, 9°.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités de forme et de délai selon lesquelles la candidature visée aux paragraphes 1 et 2 doit être introduite.

§ 4. Nul n'est autorisé à poursuivre les épreuves ou le stage dès lors qu'il ne remplit plus l'ensemble des conditions visées, selon le cas, au paragraphe 1<sup>er</sup> ou au paragraphe 2.

§ 5. Le(s) jury(s) visé(s) à l'article 20 vérifie(nt) que les conditions sont remplies au moment de l'introduction de la demande de participation. Il peut procéder à des vérifications en cours de procédure et chaque candidat est tenu de lui signaler sans délai tout changement survenu. La perte d'une condition emporte l'exclusion.

Le jury visé aux articles 66, § 3, et 82, § 3, vérifie que les conditions sont remplies au moment de l'introduction de la demande de participation et au moment de la nomination.

**Article 15.** - § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en qualité de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et du personnel du Service général de l'Inspection.

§ 2. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8° :

1° les services effectifs, rendus en qualité de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances d'hiver et du printemps ainsi que les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle accordées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, ce nombre de jours étant multiplié par 1,2 ;

2° les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois de calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés ;

3° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné ou engagé pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire ;

4° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes ;

5° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié ;

6° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes pendant la même période ;

7° trente jours forment un mois ;

8° la durée des services admissibles que compte le candidat ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

## **Chapitre II. - De l'épreuve d'admission au stage.**

**Article 16.** - L'épreuve d'admission au stage comprend une partie écrite et une partie orale.

Le Gouvernement fixe les compétences spécifiques, techniques et génériques et comportementales attendues dès l'entrée en stage du directeur de zone et du délégué au contrat d'objectifs, parmi celles reprises dans chaque catégorie de compétences des profils de fonction fixés par le Gouvernement sur base des articles 5 et 7. Les critères d'évaluation doivent inclure entre une et trois compétences par catégorie de compétences visées ci-dessus. L'épreuve d'admission au stage pour la fonction de directeur de zone comprend obligatoirement une compétence relative à la gestion des collaborateurs.

Il fixe également les modalités de chacune des parties de l'épreuve d'admission au stage et les critères d'évaluation de chacune d'elles sur la base des compétences visées à l'alinéa précèdent.

La partie écrite de l'épreuve se présente sous la forme d'un questionnaire à choix multiples comportant des questions théoriques.

Cette partie de l'épreuve porte sur des connaissances et des compétences spécifiques et techniques visées à l'alinéa 2.

La partie orale de l'épreuve consiste en un entretien devant un des jurys visés à l'article 20.

Cette partie de l'épreuve porte sur la capacité à répondre à des questions de jugement situationnel sur la compétence technique de communication orale et sur les compétences génériques et comportementales visées à l'alinéa 2.

**Article 17.** - A l'issue de la partie écrite de l'épreuve, les candidats sont classés selon les résultats obtenus.

Sont admis à la partie orale de l'épreuve devant le jury les candidats les mieux classés à concurrence d'un nombre correspondant au nombre de postes à pourvoir multiplié par trois pour ce qui concerne l'épreuve d'admission au stage dans la fonction de délégué au contrat d'objectifs et multiplié par quatre pour l'épreuve d'admission au stage dans la fonction de directeur de zone.

A l'issue de la partie orale de l'épreuve, les candidats sont classés selon les résultats obtenus. Deux classements sont établis : un classement général de tous les candidats et un classement par groupement de zone choisi.

**Article 18.** - La partie écrite de l'épreuve est évaluée sur 50 points de même que la partie orale.

Pour être pris en considération dans le classement général, un candidat doit obtenir un minimum de 60 points sur le total de 100 points de l'épreuve.

Le classement général est ensuite décliné en classements par groupement de zones en fonction du ou des groupements de zones choisis par le candidat.

Le classement ainsi établi correspond à une réserve par groupement de zones d'une durée de validité de cinq ans à dater de la date à laquelle le classement a été établi pour le groupement de zones concerné.

**Article 18/1.** - L'épreuve spécifique visée à l'article 12 consiste en la présentation orale, devant le jury visé à l'article 20, d'une production écrite portant sur :

- a. la manière dont le candidat va s'intégrer dans l'organisation dans toutes ses composantes ;
- b. la vision de la fonction de directeur de zone eu égard à ses missions spécifiques.

Le jury fonde son appréciation sur le critère d'évaluation relatif à la compétence générique et comportementale « établir des relations ».

L'épreuve spécifique visée à l'article 12 est évaluée sur 100 points et pour être pris en considération dans le classement spécifique, un candidat doit obtenir un minimum de 60 points.

A l'issue de l'épreuve de l'épreuve spécifique visée à l'article 12, les candidats sont classés selon les résultats obtenus. Deux classements sont établis : un classement général de tous les candidats et un classement par groupement de zone choisi.

Le classement général est ensuite décliné en classements par groupement de zones en fonction du ou des groupements de zones pour lequel ou lesquels le membre du personnel se porte candidat.

**Article 19.** - Sous réserve de l'article 12 et des articles 62 et 77, le Gouvernement procède à l'admission au stage des candidats les mieux classés par groupement de zones.

Lorsque plusieurs emplois sont disponibles dans un même groupement de zones, le choix de la zone d'affectation est offert aux candidats dans l'ordre du classement pour ce groupement.

Les lauréats qui ne sont pas classés en ordre utile intègrent une réserve pour une durée de cinq ans.

Lorsqu'un emploi est ouvert et qu'il n'y a pas ou plus de lauréats dans un groupement de zones, mais qu'il y a des lauréats en réserve dans les autres zones, l'emploi est proposé à ces derniers dans l'ordre du classement général.

**Article 20.** - Il est institué un ou plusieurs jury(s) d'admission au stage composé(s) de la manière suivante :

1° le Délégué coordonnateur ou un fonctionnaire général de rang 15 au moins désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux, qui préside ;

2° deux représentants de l'Administration générale de l'Enseignement dont l'un au moins est un membre du personnel définitif du Service général de Pilotage des Ecoles ;

3° de minimum un et maximum deux experts externes ayant une compétence spécifique en lien avec une des missions de la fonction visée par le recrutement et désigné par le Gouvernement.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve d'admission, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Le mandat des membres du jury est gratuit. Toutefois, une compensation financière peut être accordée au membre expert visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce ou de ces jurys en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury d'admission au stage.

Les services d'un prestataire de services externe pour l'organisation de tout ou partie de l'épreuve d'admission au stage peuvent être adjoints au jury.

*Lorsque plusieurs jurys sont constitués, les présidents de chaque jury, réunis en collège, se concertent et organisent la coordination des jurys pour assurer une appréciation sur des bases communes. ».*

**Art. 8.** A l'article 23 du même décret, le nombre « 20 » est remplacé par le nombre « 15 ».

**Art. 9.** A l'article 44, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du même décret, le mot « minimum » est remplacé par le mot « maximum ».

**Art. 10.** A l'article 46, § 2, du même décret, les mots « avis prévus » sont remplacés par les mots « présentation et proposition prévues ».

**Art. 11.** A l'article 49 du même décret,

1<sup>o</sup> la mention « § 1<sup>er</sup>. » est supprimée ;

2<sup>o</sup> le mot « général » est remplacé par le mot « coordonnateur ».

**Art. 12.** A l'article 58, alinéa 2, du même décret, le nombre « 109 » est remplacé par le nombre « 110 ».

**Art. 13.** L'article 63 du même décret est abrogé.

**Art. 14.** Un sous-titre intitulé « Sous-section 1. De l'entrée en stage » est inséré entre l'article 62 et l'article 64 du même décret.

**Art. 15.** L'article 64 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

*« Article 63. - En cas de vacance d'un emploi de la fonction de promotion de directeur de zone à conférer et sans préjudice de l'application de l'article 62, le Gouvernement ou son délégué applique le classement de la réserve de recrutement visée à l'article 12, alinéa 3, d'abord, et le classement de la réserve de recrutement visée à l'article 18, alinéa 4, ensuite.*

*Le ministre compétent invite le candidat le mieux classé à entrer en stage. A défaut pour le candidat concerné de répondre favorablement à cette invitation dans un délai de huit jours ouvrables à dater de la réception, le ministre compétent invite le candidat qui est classé ensuite à entrer en stage et ainsi de suite.*

*Le candidat qui décline une première fois l'invitation à entrer en stage dans le groupement de zone pour lequel il s'est présenté ne perd pas le bénéfice de son classement en cas de vacance d'un autre emploi de la fonction de promotion de directeur de zone à conférer.*

*Il sera radié de la liste de réserve pour le groupement de zone concerné après un deuxième refus mais conservera sa place dans le classement général. ».*

**Art. 16.** Entre l'article 64 et l'article 65 du même décret, un sous-titre est inséré, intitulé comme suit :

« Sous-section 2. De la durée du stage ».

**Art. 17.** L'article 65 du même décret devient l'article 64 et dans cet article :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes « un an dans le cas visé à l'article 12, » sont insérés après « une durée de deux ans, » ;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « auprès de son pouvoir organisateur d'origine » sont supprimés ;

- alinéa 2, le 2<sup>o</sup> est supprimé, le 3<sup>o</sup> devient 2<sup>o</sup> et le 4<sup>o</sup> devient 3<sup>o</sup> ;

3<sup>o</sup> au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse » sont remplacés par les mots « d'accueil en vue de l'adoption, de la tutelle officieuse et du placement dans une famille d'accueil ».

**Art. 18.** Entre l'article 65 et l'article 66, un sous-titre est inséré comme suit : « Sous-section 3. De l'évaluation ».

**Art. 19.** L'article 66 du même décret devient l'article 65 et dans cet article :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>,

- alinéa 1,

\* les mots « en fin de première année de stage » sont remplacés par les mots « le huitième mois de stage » ;

\* et les mots « selon les modalités fixées par le Gouvernement » sont insérés à la fin de la première phrase ;

- alinéa 2,

\* les termes « d'insertion » sont supprimés ;

\* le nombre « 67 » est remplacé par le nombre « 66 » ;

- alinéa 3, les mots « En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à » sont remplacés par les termes « L'évaluation consiste en » ;

- alinéa 4, le terme « défavorable » est remplacé par le terme « réservée » ;

- l'alinéa 5 est remplacé par les deux alinéas suivants :

« En cas de mention « favorable », le membre du personnel peut être à nouveau évalué à tout moment au cours de la seconde année de stage. Cette évaluation aboutit à l'attribution de la mention « favorable », « réservée » ou « défavorable ». L'évaluation, en fin de stage, peut uniquement donner lieu à l'attribution de la mention « favorable » ou « défavorable ».

En cas de mention « réservée », il est procédé à une deuxième évaluation au plus tôt douze mois et au plus tard le quatorzième mois de stage. Cette évaluation aboutit à l'attribution de la mention « favorable », « réservée » ou « défavorable ». Une troisième évaluation, en fin de stage, peut uniquement donner lieu à l'attribution de la mention « favorable » ou « défavorable ». » ;

- alinéa 6 devenant alinéa 7,

\* première phrase,

- le mot « Il » est remplacé par les mots « Dans tous les cas, il » ;

- les termes « la deuxième ou troisième » sont insérés entre les mots « à l'issue de » et « l'évaluation » et l'article « l' » des mots « l'évaluation » est supprimé ;



\* deuxième phrase, les mots « le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, » sont insérés entre les mots « Dans ce cas, » et « le membre du personnel » ;

\* une troisième phrase est insérée libellée comme suit : « A défaut, ce délai est porté à six semaines. » ;

- un alinéa 8 est inséré, libellé comme suit : « La mention obtenue par le stagiaire est portée à la connaissance de ce dernier soit par envoi recommandé, soit par la remise d'une lettre de la main à la main, soit par courriel à l'adresse renseignée, dans tous les cas avec accusé de réception. » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé ;

3° le paragraphe 3 devient le paragraphe 2 et dans son alinéa 2, première phrase, les mots « d'un » sont remplacés par les mots « de deux » ;

4° un nouveau paragraphe 3 est inséré, libellé comme suit : « Dans le cas visé à l'article 12, une seule évaluation a lieu au plus tard six mois après l'entrée en fonction, selon les modalités fixées par le Gouvernement. L'évaluation aboutit à l'attribution de la mention « favorable » ou « réservée ».

Une deuxième évaluation, en fin de stage, peut uniquement donner lieu à l'attribution de la mention « favorable » ou « défavorable ».

Le stagiaire qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa réception, auprès de la chambre de recours visée à l'article 121.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis. » ;

5° un nouveau paragraphe 4 est inséré, libellé comme suit : « § 4. Lorsque le Gouvernement attribue la mention « défavorable » suite au recours du stagiaire, il est mis fin d'office au stage du membre du personnel dans les mêmes conditions que celles visées à l'alinéa 8 du paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 20.** Un nouveau titre est inséré avant l'article 67 du même décret, libellé comme suit « Sous-section 4. De la formation professionnelle et l'épreuve donnant accès à la nomination ».

**Art. 21.** L'article 67 du même décret devient l'article 66 et dans cet article :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup>. *Durant le stage, la formation professionnelle de directeur de zone compte minimum 234 heures et comporte cinq volets.*

*Les quatre premiers volets de la formation initiale sont communs aux fonctions de directeur de zone et de délégué au contrat d'objectifs.*

*La formation professionnelle des Délégués au Contrat d'Objectifs nommés qui sont admis au stage en vue d'une nomination à la fonction de Directeur de Zone compte minimum 30 heures et comporte 1 volet visé au point 5°.*

1° *Le premier volet de la formation professionnelle, dont la durée s'élève à un minimum de 48 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :*

a) *se questionner, prendre de la distance et développer une analyse réflexive au départ de problématiques et politiques éducatives ;*

b) *s'adapter à la diversité des contextes institutionnels et scolaires ;*

c) *évaluer sa propre action favorisant une aptitude à la réflexivité et au développement professionnel dans le cadre de sa future fonction et de ses missions et permettant d'identifier des besoins en termes de formation ou de régulation ;*

d) *construire un portfolio attestant le développement de compétences spécifiques à l'exercice de sa future fonction et de ses missions.*

2° *Le deuxième volet de la formation professionnelle, dont la durée s'élève à un minimum de 33 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :*

a) *retracer l'évolution du système éducatif pour comprendre l'organisation actuelle de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles ;*

b) *appréhender différents modèles de pilotage d'un système éducatif et de gouvernance des écoles et des établissements d'enseignement et dégager les opportunités et les effets de chacun de ceux-ci ;*

c) *identifier les valeurs, les enjeux, l'approche systémique du pilotage du système éducatif et le modèle de gouvernance des établissements d'enseignement promus, notamment, par le Pacte pour un Enseignement d'Excellence ;*

d) *identifier la place, le rôle et la complémentarité des différents services de l'Administration Générale de l'Enseignement.*

3° *Le troisième volet de la formation professionnelle, dont la durée s'élève à un minimum de 75 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :*

a) *maîtriser à livre ouvert les bases légales et réglementaires liées à la fonction de délégué au contrat d'objectifs et de directeur de zone ;*

b) *lire, comprendre et interpréter des données et des indicateurs quantitatifs et qualitatifs ;*

c) *mettre en place les procédures de contractualisation et d'évaluation des contrats d'objectifs ;*

d) *rédiger de rapports et des avis qui témoignent d'une bonne organisation de l'information, d'une communication claire, efficace et adaptée, d'une argumentation au départ de l'analyse des données à disposition et de l'utilisation des prescrits légaux et réglementaires ;*

e) *mettre en place les procédures de contractualisation et d'évaluation des protocoles de collaboration ;*

f) *s'approprier la déontologie propre à sa fonction (y compris l'adoption d'une posture adéquate et le respect de la confidentialité) ;*

g) *gérer et réguler son fonctionnement personnel.*

4° *Le quatrième volet de la formation professionnelle, dont la durée s'élève à un minimum de 48 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :*

a) *prendre la parole en public et animer des groupes ;*

b) *travailler en équipe ;*

c) *gérer des conflits ;*  
 d) *questionner les différentes parties prenantes afin de collecter les informations pertinentes et de comprendre leurs points de vue, attitudes et choix ;*

e) *réagir adéquatement face à la résistance au changement, à argumenter et à provoquer la réflexion.*

5° *Le cinquième volet de la formation professionnelle, spécifique aux candidats à la fonction de directeur de zone et dont la durée s'élève à minimum 30 heures, vise à développer chez ceux-ci des compétences d'encadrement et de leadership et notamment l'aptitude à :*

a) *appréhender les missions spécifiques des directeurs de zone ;*

b) *mettre en place les procédures propres à accomplir les missions spécifiques des directeurs de zone ;*

c) *gérer et souder une équipe, notamment en soutenant, motivant des collaborateurs, en stimulant leur développement personnel, professionnel et d'équipe dans une perspective d'organisation apprenante ;*

d) *développer un management favorisant la gestion d'équipe et des conflits, la coordination des tâches et la gestion de projet ;*

e) *évaluer un agent ;*

f) *mettre en place les procédures disciplinaires. » ;*

2° au paragraphe 2,

- alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3, les mots « d'insertion » sont supprimés ;

- un nouvel alinéa est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, libellé comme suit : « Dans l'hypothèse où le stagiaire a déjà suivi une formation dont les contenus sont identiques à ceux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, il peut solliciter une dispense de tout ou partie du programme prévu par le plan de formation, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement. » ;

- alinéa 3 devenant alinéa 4, les mots « , des Services du Gouvernement, notamment l'Administration générale de l'Enseignement, du Service général de l'Inspection ou du Service général du Pilotage des écoles » remplacent les mots « de l'Administration générale de l'Enseignement » ;

- un nouvel alinéa 5 est inséré après l'alinéa 4, libellé comme suit : « Le Gouvernement prend les dispositions nécessaires pour permettre l'indemnisation des formateurs qui ne seraient pas visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2017 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'École d'administration publique et des services en charge de la formation. » ;

- alinéa 4 devenant alinéa 5, le mot « une » est remplacé par les mots « tout ou » ;

3° au paragraphe 3,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « , à travers l'analyse réflexive de deux cas en lien avec les missions du directeur de zone, dont l'un des deux porte sur la gestion des collaborateurs » sont insérés à la fin de la phrase ;

- alinéa 2,

\* point 1°, les termes « du Délégué coordinateur qui préside ou » sont insérés en début de phrase, avant les mots « d'un président désigné » ;

\* le point 2° est remplacé comme suit : « 2° de deux membres représentant l'Administration générale de l'Enseignement, désignés par le Gouvernement, dont l'un au moins est un membre du personnel définitif du Service général du Pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux » ;

\* point 3°,

- les mots « de deux experts externes » sont remplacés par les mots « de minimum un et de maximum deux experts externes » ;

- le mot « initiale » est remplacé par le mot « professionnelle » ;

- un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 4 et 5, libellé comme suit : « Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce ou ces jurys en tant qu'observateurs. » ;

- alinéa 6 devenant alinéa 7,

\* les mots « de certification » sont remplacés par les mots « donnant accès à la nomination » ;

\* au 1°, le mot « de chacun des » entre les mots « cadre » et « volets » sont remplacés par les mots « des trois premiers et du cinquième » et le mot « initiale » est remplacé par les mots « professionnelle visée au paragraphe 1<sup>er</sup> » ;

- alinéa 7 devenant alinéa 8, les mots « la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'eux ne dépasse 40 %, ainsi que » sont supprimés ;

- un alinéa 8 devenant alinéa 9 est inséré, libellé comme suit : « Sur la base de sa prestation et en tenant compte des évaluations de stage, le stagiaire est déclaré apte ou inapte à la fonction. Il peut être déclaré inapte notamment si sa prestation révèle un élément majeur incompatible avec l'exercice de la fonction. Sera considérée comme un élément majeur incompatible avec l'exercice de la fonction la posture du stagiaire qui s'inscrit uniquement dans une mission de contrôle, enfreint la liberté pédagogique des écoles, adopte dans sa pratique des positions non conformes aux objectifs d'amélioration du système éducatif fixés par le législateur ou des missions prioritaires telles que définies aux articles 1.4.1-1 et 1.4.1-2 du Code.» ;

4° au paragraphe 4,

- alinéa 1<sup>er</sup>,

\* première phrase,

- les mots « et sans préavis » sont supprimés ;

- les mots « d'insertion » sont supprimés ;

- le nombre « 67 » est remplacé par le nombre « 66 » ;

\* deuxième phrase,

- les mots « le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, » sont insérés entre les mots « Dans ce cas, » et « le membre du personnel » ;

- \* une troisième phrase est insérée, libellée comme suit : « A défaut, ce délai est porté à six semaines. » ;
- alinéa 4,
- \* les mots « de deux mois » sont insérés entre les mots « dans un délai maximum » et les mots « à partir de » ;
- \* les mots « et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire » sont supprimés ;
- \* une troisième phrase est insérée, libellée comme suit : « Il est mis fin au stage lorsque le Gouvernement confirme l'échec. ».

**Art. 22.** L'article 68 du même décret devient l'article 67 et dans cet article :

- 1° à la première phrase, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « six semaines » ;
- 2° à la deuxième phrase, les mots « le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction » sont remplacés par les mots « le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif réintègre sa fonction » ;
- 3° une troisième phrase est insérée, libellée comme suit : « Le préavis peut être réduit de commun accord. ».

**Art. 23.** L'article 69 du même décret devient l'article 68 et dans cet article :

- 1° au paragraphe 1<sup>er</sup>,
- alinéa 1<sup>er</sup>,
- \* le chiffre « 67 » est remplacé par le chiffre « 66 » ;
- \* les mots « à l'issue de la formation d'insertion professionnelle visée à l'article 67, §§ 1<sup>er</sup> et 2, » sont supprimés ;
- \* le chiffre « 66 » est remplacé par le chiffre « 65 » ;
- alinéa 2,
- \* le chiffre « 66 » est remplacé par le chiffre « 65 » ;
- \* trois nouvelles phrases sont insérées, libellées comme suit : « Il est mis fin au stage lorsque le Gouvernement confirme l'échec. Le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, le membre du personnel réintègre sa fonction et son affectation d'origine dans lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif. A défaut, ce délai est porté à six semaines. » ;
- 2° au paragraphe 2,
- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dont le modèle est fixé par le Gouvernement » sont supprimés ;
- alinéa 2,
- \* les mots « fonctionnaire général » sont remplacés par les mots « directeur général » ;
- \* les mots « soit par courriel à l'adresse renseignée ou » sont insérés entre les mots « lettre recommandée à la poste, » et les mots « par la remise » ;
- un nouvel alinéa 4 est inséré après l'alinéa 3, libellé comme suit « A défaut de réponse dans les 10 jours par courriel avec accusé de réception, et sauf cas de force majeure, la renonciation est présumée et le stage prend fin de plein droit » ;
- alinéa 4, devenant alinéa 5, les mots « nommé ou engagé à titre définitif » sont insérés entre les mots « personnel » et « réintègre ».

**Art. 24.** Un nouvel article 69 est inséré entre l'article 68 et l'article 70 du même décret, libellé comme suit :

« Article 69. – Dans le cas visé à l'article 12, le stagiaire suit exclusivement le volet de la formation professionnelle visée à l'article 66, § 1<sup>er</sup>, 5°.

A l'issue du stage, le stagiaire est évalué par le jury visé à l'article 66, § 3, sur ce volet exclusivement.

Le stagiaire présente et défend un portfolio, lequel consiste dans la présentation de deux cas liés aux compétences managériales du directeur de zone, dont l'un des deux est lié à la gestion des collaborateurs.

Le jury fonde son appréciation sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre du volet consacré aux directeurs de zone de la formation professionnelle visée à l'article 66, § 1<sup>er</sup>, 5° ;
- 2° la capacité à communiquer par écrit ;
- 3° la capacité à communiquer oralement.

Sur la base de sa prestation et en tenant compte des évaluations de service durant le stage, le stagiaire est déclaré apte ou inapte à la fonction. Il peut être déclaré inapte notamment si sa prestation révèle un élément majeur incompatible avec l'exercice de la fonction. Sera considérée comme un élément majeur incompatible avec l'exercice de la fonction la posture du stagiaire qui s'inscrit uniquement dans une mission de contrôle, enfreint la liberté pédagogique des écoles, adopte dans sa pratique des positions non conformes aux objectifs d'amélioration du système éducatif fixés par le législateur ou des missions prioritaires telles que définies aux articles 1.4.1-1 et 1.4.1-2 du Code. ».

**Art. 25.** Un nouveau titre est inséré entre le nouvel article 69 et l'article 70 du même décret, libellé comme suit : « Section III.- De la nomination à la fonction de promotion de directeur de zone ».

**Art. 26.** A l'article 70 du même décret,

- 1° au point 1°,
- le chiffre 19 est remplacé par le chiffre 14 ;
- le mot « et » est remplacé par le mot « ou » ;
- 2° au point 2°, le chiffre « 69 » est remplacé par le chiffre « 68 » ;
- 3° au point 3°, le chiffre « 96 » est remplacé par le chiffre « 95 ».

**Art. 27.** A l'article 73, § 2, du même décret,

- 1° à l'alinéa 2, 1°, le chiffre 19 est remplacé par le chiffre 14 ;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « de certification » sont remplacés par les mots « donnant accès à la nomination » ;

3° à l'alinéa 3,

- les termes « 16, § 4 », sont remplacés par les termes « 18, alinéa 4 » ;
- les mots « 64, alinéas 2 et 3 » sont remplacés par le chiffre 63.

**Art. 28.** A l'article 74, alinéa 4, du même décret, le chiffre « 65 » est remplacé par le chiffre « 64 ».

**Art. 29.** A l'article 75, § 2, du même décret, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « six semaines ».

**Art. 30.** L'article 78 du même décret est abrogé.

**Art. 31.** Entre les articles 78 et 79 du même décret, un sous-titre est inséré : « Sous-section 1. De l'entrée en stage ».

**Art. 32.** A l'article 79 du même décret,

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

- les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Gouvernement » et « applique » ;
- les mots « 16, § 4 » sont remplacés par les mots « 18, alinéa 4 » ;

2° à l'alinéa 2,

- le mot « Il » est remplacé par les mots « Le ministre compétent » en début de phrase ;
- les mots « membre du personnel » sont remplacés par le mot « candidat » ;
- les mots « dix jours de calendrier » sont remplacés par les mots « huit jours ouvrables » ;
- le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « ministre compétent » ;
- le mot « suivant » est remplacé par le mot « ensuite » ;

3° à l'alinéa 3,

- les mots « membre du personnel » sont remplacés par le mot « candidat » ;
- les mots « une première fois » sont insérés entre le mot « décline » et le mot « l'invitation » ;
- les mots « dans le groupement de zone pour lequel il s'est présenté » sont insérés entre les mots « à entrer en stage » et les mots « ne perd pas » ;

4° un nouvel alinéa 4 est inséré, libellé comme suit : « Un second refus emporte la radiation de la réserve. ».

**Art. 33.** Entre les articles 79 et 80 du même décret, un sous-titre est inséré, libellé comme suit : « Sous-section 2. De la durée du stage ».

**Art. 34.** A l'article 80 du même décret,

1° au paragraphe 2,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « auprès de son pouvoir organisateur d'origine » sont supprimés ;
- alinéa 3,

\* Le 3° devient le 2° ;

\* Le 4° devient le 3°.

2° au paragraphe 3, alinéa 2,

- les mots « d'accueil » sont insérés entre les mots « congés » et « en vue de » ;
- le mot « et » est remplacé par « , » ;
- les mots « et du placement dans une famille d'accueil » sont insérés entre les mots « officieuse » et « et les congés ».

**Art. 35.** Entre les articles 80 et 81 du même décret, un sous-titre est inséré, libellé comme suit : « Sous-section 3. De l'évaluation ».

**Art. 36.** Dans l'article 81 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>,

- alinéa 1<sup>er</sup>,

\* les mots « en fin de première année de stage » sont remplacés par les mots « le huitième mois de stage » ;

\* les mots « selon les modalités fixées par le Gouvernement » sont insérés en fin de phrase ;

- alinéa 2, les mots « d'insertion » sont supprimés ;

- alinéa 4, les termes : « En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à » sont remplacés par les termes « L'évaluation consiste en » ;

- alinéa 5, le terme « défavorable » est remplacé par le terme « réservée » ;

- l'alinéa 6 est remplacé par les deux alinéas libellés comme suit : « En cas de mention « favorable », le membre du personnel peut être à nouveau évalué à tout moment au cours de la seconde année de stage. Cette évaluation aboutit à l'attribution de la mention « favorable », « réservée » ou « défavorable ». L'évaluation, en fin de stage, peut uniquement donner lieu à l'attribution de la mention « favorable » ou « défavorable ».

En cas de mention « réservée », il est procédé à une deuxième évaluation au plus tôt douze mois et au plus tard le quatorzième mois de stage. Cette évaluation aboutit à l'attribution de la mention « favorable », « réservée » ou « défavorable ». Une troisième évaluation, en fin de stage, peut uniquement donner lieu à l'attribution de la mention « favorable » ou « défavorable ».

- alinéa 6,

\* le mot « Il » est remplacé par les mots « Dans tous les cas, il » ;

\* les mots « la deuxième ou troisième » sont insérés entre « à l'issue de » et « évaluation » ;

\* l'article « l' » précédant le mot évaluation » est supprimé ;



\* les mots « le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, » sont insérés entre les mots « Dans ce cas, » et « le membre du personnel » ;

\* une troisième phrase est insérée, libellée comme suit : « A défaut, ce délai est porté à six semaines. » ;

- un dernier alinéa est inséré, libellé comme suit : « La mention obtenue par le stagiaire est portée à la connaissance de ce dernier soit par envoi recommandé, soit par la remise d'une lettre de la main à la main, soit par courriel à l'adresse renseignée, dans tous les cas avec accusé de réception. »

2° le paragraphe 2 est supprimé ;

3° le paragraphe 3 devient le paragraphe 2, et dans son alinéa 2, les mots « d'un » sont remplacés par les mots « de deux » ;

4° un paragraphe est inséré, libellé comme suit : « § 3. Lorsque le Gouvernement attribue la mention « défavorable », il est mis fin d'office au stage du membre du personnel dans les mêmes conditions que celles visées à l'alinéa 7 du paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 37.** Entre les articles 81 et 82 du même décret, un sous-titre est inséré, libellé comme suit : « Sous-section 4. De la formation professionnelle et de l'épreuve donnant accès à la nomination ».

**Art. 38.** A l'article 82 du même décret,

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante, libellée comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. *Durant le stage, la formation professionnelle de délégué au contrat d'objectifs compte minimum 204 heures et comporte quatre volets.*

*Les quatre volets de la formation sont communs aux fonctions de directeur de zone et de délégué au contrat d'objectifs.*

1° *Le premier volet de la formation professionnelle, dont la durée s'élève à un minimum de 48 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :*

a) *se questionner, prendre de la distance et développer une analyse réflexive au départ de problématiques et politiques éducatives ;*

b) *s'adapter à la diversité des contextes institutionnels et scolaires ;*

c) *évaluer sa propre action favorisant une aptitude à la réflexivité et au développement professionnel dans le cadre de sa future fonction et de ses missions et permettant d'identifier des besoins en termes de formation ou de régulation ;*

d) *construire un portfolio attestant le développement de compétences spécifiques à l'exercice de sa future fonction et de ses missions.*

2° *Le deuxième volet de la formation professionnelle, dont la durée s'élève à un minimum de 33 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :*

a) *retracer l'évolution du système éducatif pour comprendre l'organisation actuelle de l'enseignement en Communauté française ;*

b) *appréhender différents modèles de pilotage d'un système éducatif et de gouvernance des écoles et des établissements d'enseignement et dégager les opportunités et les effets de chacun de ceux-ci ;*

c) *identifier les valeurs, les enjeux, l'approche systémique du pilotage du système éducatif et le modèle de gouvernance des établissements d'enseignement promus, notamment, par le Pacte pour un Enseignement d'Excellence ;*

d) *identifier la place, le rôle et la complémentarité des différents services de l'Administration générale de l'Enseignement.*

3° *Le troisième volet de la formation professionnelle, dont la durée s'élève à un minimum de 75 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :*

a) *maîtriser à livre ouvert les bases légales et réglementaires liées à la fonction de délégué au contrat d'objectifs et de directeur de zone ;*

b) *lire, comprendre et interpréter des données et des indicateurs quantitatifs et qualitatifs ;*

c) *mettre en place les procédures de contractualisation et d'évaluation des contrats d'objectifs ;*

d) *rédiger de rapports et des avis qui témoignent d'une bonne organisation de l'information, d'une communication claire, efficace et adaptée, d'une argumentation au départ de l'analyse des données à disposition et de l'utilisation des prescrits légaux et réglementaires ;*

e) *mettre en place les procédures de contractualisation et d'évaluation des protocoles de collaboration ;*

f) *s'approprier la déontologie propre à sa fonction (y compris l'adoption d'une posture adéquate et le respect de la confidentialité) ;*

g) *gérer et réguler son fonctionnement personnel.*

4° *Le quatrième volet de la formation professionnelle, dont la durée s'élève à un minimum de 48 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :*

a) *prendre la parole en public et animer des groupes ;*

b) *travailler en équipe ;*

c) *gérer des conflits ;*

d) *questionner les différentes parties prenantes afin de collecter les informations pertinentes et de comprendre leurs points de vue, attitudes et choix ;*

e) *réagir adéquatement face à la résistance au changement, à argumenter et à provoquer la réflexion. » ;*

2° au paragraphe 2,

- alinéas 1 et 2, les mots « d'insertion » sont supprimés ;

- un nouvel alinéa est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 devenant l'alinéa 3, libellé comme suit : « Dans l'hypothèse où le stagiaire a déjà suivi une formation dont les contenus sont identiques à ceux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, il peut solliciter une dispense de tout ou partie du programme prévu par le plan de formation, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement. » ;

- alinéa 3, devenant alinéa 4,

\* les mots « d'insertion » sont supprimés ;

\* les mots « , des Services du Gouvernement, notamment l'Administration générale de l'Enseignement, du Service général de l'Inspection ou du Service général du Pilotage des écoles » remplacent les mots « ou de l'Administration générale de l'Enseignement » ;

- un nouvel alinéa 5 est inséré entre l'alinéa 4 et l'ancien alinéa 4 devenant l'alinéa 6 , libellé comme suit : « Le Gouvernement prend les dispositions nécessaires pour permettre l'indemnisation des formateurs qui ne seraient pas visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2017 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'Ecole d'administration publique et des services en charge de la formation. » ;

- alinéa 6, le mot « une » est remplacé par les mots « tout ou » ;

3° au paragraphe 3,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à travers l'analyse réflexive de deux cas en lien avec les missions du délégué au contrat d'objectifs, dont l'un au moins porte sur une dimension travaillée dans le troisième volet de la formation professionnelle visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3° » sont insérés à la fin de la phrase ;

- alinéa 2,

\* 1°, les termes « du Délégué coordinateur qui préside ou » sont insérés en début de phrase, avant les mots « d'un président désigné » ;

\* le 2° est remplacé comme suit : « 2° de deux membres représentant l'Administration générale de l'Enseignement, désignés par le Gouvernement, dont l'un au moins est un membre du personnel définitif du Service général du Pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux » ;

\* 3°,

\* les mots « de deux experts externes » sont remplacés par les mots « de minimum un et de maximum deux experts externes » ;

\* le mot « initiale » est remplacé par le mot « professionnelle » ;

- un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 4 et 5 devenant alinéa 6, libellé comme suit : « Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce ou ces jurys en tant qu'observateurs. » ;

- alinéa 6 devenant alinéa 7,

\* les mots « de certification » sont remplacés par les mots « donnant accès à la nomination » ;

\* 1°, le mot « de chacun des » entre les mots « cadre » et « volets » sont remplacés par les mots « des trois premiers » et le mot « initiale » est remplacé par les mots « professionnelle visés à l'article 82, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3° » ;

- alinéa 7 devenant alinéa 8, les mots « la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'eux ne dépasse 40 %, ainsi que » sont supprimés ;

- un alinéa 9 est inséré, libellé comme suit : « Sur la base de sa prestation et en tenant compte des évaluations de stage, le stagiaire est déclaré apte ou inapte à la fonction. Il peut être déclaré inapte notamment si sa prestation révèle un élément majeur incompatible avec l'exercice de la fonction. . Sera considérée comme un élément majeur incompatible avec l'exercice de la fonction la posture du stagiaire qui s'inscrit uniquement dans une mission de contrôle, enfreint la liberté pédagogique des écoles, adopte dans sa pratique des positions non conforme aux objectifs d'amélioration du système éducatif fixés par le législateur ou des missions prioritaires telles que définies aux articles 1.4.1-1 et 1.4.1-2 du Code. » ;

4° au paragraphe 4,

- alinéa 1<sup>er</sup>,

\* première phrase,

\* les mots « et sans préavis » sont supprimés ;

\* les mots « d'insertion » sont supprimés ;

\* les mots « à l'article 82 » sont remplacés par les mots « au paragraphe 1<sup>er</sup> » ;

\* deuxième phrase, les mots « le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, » sont insérés entre les mots « Dans ce cas, » et « le membre du personnel » ;

\* une troisième phrase est insérée, libellée comme suit : « A défaut, ce délai est porté à six semaines. » ;

- alinéa 4,

\* les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « de deux mois » ;

\* les mots « et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire » sont supprimés ;

\* une troisième phrase est insérée, libellée comme suit : « Il est mis fin au stage lorsque le Gouvernement confirme l'échec. »

**Art. 39.** A l'article 83 du même décret,

1° à la première phrase, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « six semaines » ;

2° à la deuxième phrase,

- les mots « à titre définitif » sont supprimés ;

- les mots « nommé ou engagé à titre définitif » sont insérés entre les mots « personnel » et « réintègre » ;

3° une troisième phrase est insérée, libellée comme suit : « Le préavis peut être réduit de commun accord. ».

**Art. 40.** A l'article 84 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'insertion » sont supprimés ;

- alinéa 2,

\* le chiffre « 3 » est remplacé par le chiffre « 2 » ;

\* trois phrases sont insérées après la première phrase, libellées comme suit : « Ce recours est suspensif. Il est mis fin au stage lorsque le Gouvernement confirme l'échec. Le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et le membre du personnel réintègre sa fonction et son affectation d'origine dans lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif. A défaut, ce délai est porté à six semaines. » ;

2° au paragraphe 2,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dont le modèle est fixé par le Gouvernement » sont supprimés ;

- alinéa 2, les mots « soit par courriel à l'adresse renseignée ou » sont insérés après « recommandée à la poste, » ;

- un nouvel alinéa 4 est inséré après l'alinéa 3, libellé comme suit : « A défaut de réponse dans les 10 jours par courriel avec accusé de réception, et sauf cas de force majeure la renonciation est présumée et le stage prend fin de plein droit. » ;

- dernier alinéa, les mots « nommé ou engagé à titre définitif » sont ajoutés entre le mot « personnel » et le mot « réintègre ».

**Art. 41.** A l'article 85 du même décret,

1° au point 1°, le chiffre 19 est remplacé par le chiffre « 14 » ;

2° le point en fin de 2° est remplacé par « ; » ;

3° un 3° est inséré, libellé comme suit : « 3° ne pas avoir été démis de ses fonctions en application de l'article 76 ou de l'article 95. ».

**Art. 42.** Dans l'article 88, § 2, du même décret

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

- une virgule est ajoutée après les termes « 3° » ;

- 1°, le chiffre « 19 » est remplacé par le chiffre « 14 » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « la formation initiale certifiée » sont remplacés par les mots « de l'épreuve donnant accès à la nomination » ;

3° à l'alinéa 3,

- les termes « 16, § 4 » sont remplacés par les termes « 18, alinéa 4 » ;

- les termes « , alinéas 2 et 3 » sont supprimés.

**Art. 43.** Dans l'article 89, alinéa 3, du même décret, les mots « directeur de zone » sont remplacés par les mots « délégué au contrat d'objectifs ».

**Art. 44.** A l'article 90, § 2, du même décret, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « six semaines ».

**Art. 45.** A l'article 92 du même décret,

1° le chiffre « 66 » est remplacé par le chiffre « 65 » ;

2° le chiffre « 69 » est remplacé par le chiffre « 68 ».

**Art. 46.** A l'article 95, alinéa 2, les termes « d'un » sont remplacés par les termes « de deux ».

**Art. 47.** A l'article 96, les mots « après l'écoulement d'un délai de six semaines » sont insérés en fin de phrase.

**Art. 48.** A l'article 97 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « initiale visée à l'article 10 et de la formation d'insertion professionnelle visée aux articles 67 et 82 » sont remplacés par les mots « professionnelle suivie, le cas échéant, par le personnel nommé en 2021 ou 2022 » ;

2° au paragraphe 2,

- alinéa 2,

\* le mot « prioritairement » est supprimé ;

\* les mots « , du Service général du pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux » sont insérés entre les mots « continue » et « ou de l'Administration » ;

\* les mots « reconnu et validé par l'Institut interréseaux de la formation professionnelle continue » sont supprimés ;

3° un nouvel alinéa est inséré après l'alinéa 2, libellé comme suit : « Le Gouvernement prend les dispositions nécessaires pour permettre l'indemnisation des formateurs qui ne seraient pas visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2017 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'École d'administration publique et des services en charge de la formation. ».

**Art. 49.** A l'article 98 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa libellé comme suit « La formation en cours de carrière est suivie par les membres du personnel nommés et les membres du personnel désignés à titre provisoire. » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 6, les mots sont « l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue et le service de pilotage » sont remplacés par les mots « celui-ci et le Service général de Pilotage des écoles » ;

3° au paragraphe 3,

- alinéa 2,

\* le mot « général » est inséré entre le mot « Service » et les mots « de pilotage » ;

\* le mot « pilotage » est remplacé par le terme « Pilotage » ;

- alinéa 3,

\* les mots « service » est remplacé par les mots « Service général » ;

\* le mot « pilotage » est remplacé par le terme « Pilotage » ;

4° au paragraphe 4, les mots « L'Institut de la formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « En concertation avec le Délégué coordonnateur, l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue ».

**Art. 50.** A l'article 141, alinéa 1<sup>er</sup>, le point 2° est remplacé par les termes suivants : « 2° le membre du personnel ne répond plus à la condition de l'article 142, 2°, b) ou il est fait application de l'article 142, 5° ; ».

**Art. 51.** A l'article 142, § 1<sup>er</sup>, 2°, le littéra a) est remplacé par un nouveau littéra libellé comme suit : « a) être Belge ou ressortissant d'un Etat faisant partie de l'Espace économique européen ou de la Suisse ou disposer d'un titre de séjour et d'un permis de travail valides ; ».

**Art. 52.** L'article 143 du même décret est abrogé.

**Art. 53.** L'article 144 du même décret est abrogé.

#### CHAPITRE 2 — *Dispositions modifiant le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection*

**Art. 54.** Dans l'intitulé du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection, les mots « service général de l'inspection » sont remplacés par les mots « Service général de l'Inspection ».

**Art. 55.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du même décret,

1° un point 2°/1 est inséré entre les points 2° et 3°, libellé comme suit : « 2°/1 « Code » : « le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire » ;

2° au point 3°, la définition est remplacée par les mots suivants : « l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et le degré inférieur de l'enseignement secondaire, organisés en un tronc commun tel que visé à l'article 1.2.1-5 du Code » ;

3° au point 5°, la définition est remplacée par les mots suivants : « le degré supérieur de l'enseignement secondaire organisé en une section de qualification et de transition tel que visé à l'article 1.2.1-6 du Code » ;

4° au point 7°,

- les lettres « CPMS » sont remplacées par les mots et lettres « Centre PMS » ;

- la définition est remplacée par les mots suivants : « le centre psycho-médico-social visé par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux » ;

5° au point 8°,

- les mots « du personnel » sont insérés entre le mot « membre » et les mots « du Service » ;

- les mots suivants sont supprimés : « qui est notamment en charge, pour une zone déterminée, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs visés à l'article 67 du même décret missions, de l'adoption et du suivi des dispositifs d'ajustement visés à l'article 68 du même décret ainsi que de la coordination des délégués au contrat d'objectifs » ;

6° au point 9°,

- les mots « du personnel » sont insérés entre le mot « membre » et les mots « du Service » ;

- les mots suivants sont supprimés : « qui est, notamment, en charge, sous l'autorité du directeur de zone, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs ainsi que de la procédure de contractualisation des dispositifs d'ajustement, du suivi et de l'évaluation de leur degré de réalisation et de l'évaluation de la mise en œuvre des protocoles de collaboration » ;

7° au point 10°, la définition est remplacée par la formulation suivante : « 10° « Cellule intermédiaire de coordination » : la Cellule intermédiaire de coordination visée à l'article 1.6.1 2 du Code » ;

8° au point 11°, les mots « 67, § 6, du même décret missions » sont remplacés par les mots « 1.5.2-2 du Code » ;

9° au point 12°, les mots « 67, § 2, du même décret missions » sont remplacés par les mots « 1.5.2-1 du Code » ;

10° au point 13°, les mots « 68, § 7, du même décret missions » sont remplacés par les mots « 1.5.2-16 du Code » ;

11° au point 14°, les mots « 68, § 7, du même décret missions » sont remplacés par les mots « 1.5.2-17, § 2, du Code » ;

12° au point 15°, le point final est remplacé par un point-virgule ;

13° un point 16° est inséré, libellé comme suit : « « Equipe éducative » : l'équipe éducative visée à l'article 1.3.1-1, 32°, du Code ; » ;

14° un point 17° est inséré, libellé comme suit : « « Equipe pluridisciplinaire du Centre PMS » : l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 1.3.1-1, 33°/1, du Code ; » ;

15° un point 18° est inséré, libellé comme suit : « « Equipe pluridisciplinaire du pôle territorial » : l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 1.3.1-1, 33°/2 du Code ; » ;

16° un point 19° est inséré, libellé comme suit : « « Etude de cas » : étude approfondie d'un fait, d'un sujet, d'un phénomène, d'une institution ou d'un groupe de personnes judicieusement choisis en fonction des objectifs de l'évaluation. Le but de l'étude de cas est d'apporter des informations qualitatives et analytiques, répondant aux questions du comment et du pourquoi, à travers une étude spécifique d'un cas déterminé. ».

**Art. 56.** A l'article 3 du même décret,

1° à l'alinéa 3,

- aux points 3°, 4° et 5°, le mot « inspection » est remplacé par le mot « Inspection » ;

- au point 4°, le mot « artistique » est remplacé par le mot « Artistique » ;

2° à l'alinéa 4,

- les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Direction » ;
- le mot « Educatif » est remplacé par le mot « éducatif ».

**Art. 57.** A l'article 4 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>,

- point 1°, les termes « 67, § 9, du décret missions » sont remplacés par les termes « 1.5.2-9 du Code » ;
- point 2°, les termes « 68, § 1<sup>er</sup>, du décret missions » sont remplacés par les termes « 1.5.2-13 du Code » ;

2° au paragraphe 3,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou à l'article 7/1 » sont insérés entre les mots « paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 » et les mots « ou à la demande » ;

- alinéa 2,

\* point 1°, les termes « 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 » sont remplacés par les termes « 1.4.1-1, 1.4.1-2, 1.4.1-4, 1.4.2-1, 1.4.2-2, 1.4.2-4, 1.4.3-2, 1.5.1-8 et 2.3.1-1 du Code et 24 et 34 » ;

\* point 3°, les mots « aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret missions » sont remplacés par les termes « à l'article 1.5.1-4 du Code » ;

- alinéa 3,

\* les mots « l'article 1.7.3-1, § 2, du Code et à » sont insérés entre les mots « prévu à » et les mots « l'article 24 » ;

\* les mots « § 2, alinéa 2, 2°, » sont supprimés ;

3° au paragraphe 4,

- alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « /ou » est ajouté entre les mots « des référentiels et » et « des programmes » ;

- au même alinéa, les mots « et des profils de fonction et lettres de mission concernées, le cas échéant » sont ajoutés en fin de phrase ;

- alinéa 6,

\* les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « visé à l'alinéa 5 » et « dans le mois » ;

\* les mots « , via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif » sont supprimés ;

4° au paragraphe 5,

- point 3°, les mots « 19, 29, 38 et 52 du décret missions. » sont remplacés par les mots « 1.4.4-4 et 1.4.4-5 du Code ; » ;

- un nouveau point 4° est inséré, libellé comme suit : « 4° la conception de ressources éducatives visées à l'article 5 du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire. » ;

5° au paragraphe 6, 1°, les mots « aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret missions » sont remplacés par les mots « à l'article 1.5.1-4 du Code » ;

6° au paragraphe 7,

- alinéa 1, les mots « mission d'investigation, une » sont insérés entre les mots « en même temps qu'une » et les mots « mission d'évaluation » ;

- alinéa 3, les mots « en interrogeant les élèves sur les attendus des référentiels et des programmes, » sont insérés après les mots « activités, » et les mots « en examinant ».

**Art. 58.** A l'article 5 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>,

- à l'alinéa 3, une phrase complémentaire est insérée, libellée comme suit : « Dans le cadre de l'article 3, 3°, du même décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, la Cellule intermédiaire de coordination peut transmettre le rapport d'audit à la cellule exécutive de l'Agence dans le respect de la confidentialité des audits dans le cadre d'un protocole de coopération entre le Service général de l'Inspection et l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur. » ;

- un alinéa 5 est inséré, libellé comme suit : « Les modalités de suivi de l'audit sont arrêtées par le Gouvernement. » ;

2° au paragraphe 2,

- l'alinéa 2 est supprimé ;

- un dernier alinéa est inséré, libellé comme suit : « Dans le cadre de l'article 3, 3°, du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, le Gouvernement peut, sur proposition de la Cellule intermédiaire de coordination, transmettre le rapport d'évaluation à la cellule exécutive de l'Agence, laquelle est tenue de respecter leur confidentialité. » ;

3° au paragraphe 3,

- alinéa 5,

\* le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente » ;

\* le mot « à » est remplacé par les mots « au Gouvernement via » entre les mots « destiné » et « la Cellule intermédiaire de coordination » ;

4° au paragraphe 4,

- alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « ou à l'article 7/1 » sont insérés entre les mots « paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 » et « ou signalés » ;

- alinéa 3, les mots « 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement » sont remplacés par les mots « 1.7.3-1, § 2 du Code et à l'article 24, § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement » ;



- alinéa 8,
  - \* les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « l'alinéa 8 » et les mots « , dans le mois » ;
  - \* les mots « , via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif » sont supprimés ;
  - \* le chiffre « 8 » est remplacé par le chiffre « 7 » ;
  - 5° au paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>,
  - point 1°, les mots « 20, 31 » sont remplacés par les mots « 1.4.2-4 et 1.4.3-3 du Code » ;
  - point 2°, les mots « ou à l'article 7/1 » sont insérés entre les mots « paragraphe 3 » et « ou à la demande ».
  - 6° au paragraphe 6,
  - alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou du profil de fonction le cas échéant » sont insérés en fin de phrase ;
  - alinéa 6,
  - \* les mots « ou son délégué » sont insérés après les mots « l'alinéa 5 » ;
  - \* les mots « , via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif » sont supprimés ;
  - 7° au paragraphe 7,
  - alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou du profil de fonction le cas échéant » sont insérés en fin de phrase ;
  - alinéa 7,
  - \* les mots « ou son délégué » sont insérés après les mots « l'alinéa 5 » ;
  - \* les mots « via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif » sont supprimés ;
  - 8° au paragraphe 8, 2°, du même décret,
  - les mots « l'e-learning » sont remplacés par les mots « l'enseignement hybride » ;
  - la lettre T du mot « Technologies » est modifiée en minuscules.
  - 9° au paragraphe 10,
  - alinéa 2, les mots « mission d'investigation, une » sont insérés entre les mots « qu'une » et les mots « mission d'audit » ;
  - alinéa 4,
  - \* les mots « et 8 » sont remplacés par les mots « , 8 et à l'article 7/1 » ;
  - \* les mots « , en interrogeant les étudiants » sont insérés entre les mots « aux évaluations » et « et en analysant ».
- Art. 59.** A l'article 6 du même décret,
- 1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 6, le mot « à » entre les mots « destiné » et « la Cellule intermédiaire de coordination » est remplacé par les mots « au Gouvernement via » ;
  - 2° au paragraphe 2,
  - alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même décret, les mots « ou à l'article 7/1 » sont insérés entre les mots « paragraphe 1<sup>er</sup> » et « ou à la demande » ;
  - alinéa 2,
  - \* point 1°,
  - \* les termes « 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 » sont remplacés par les mots « 4.1-1, 1.4.1-2, 1.4.1-4, 1.4.2-1, 1.4.2-2, 1.4.2-4, 1.4.3-2, 1.5.1-8 et 2.3.1-1 du Code, des articles 24 et 34 » ;
  - \* les termes « 3 et 4 » sont remplacés par les termes « 3, 4, 8 à 15, 20, 21 et 22 » ;
  - \* point 2°, les mots « aux articles 27, 68 et 70 du décret missions » sont remplacés par les mots « aux articles 1.5.1-4 et 1.5.1-5 à 1.5.1-7 du Code » et les mots « des articles 4, 20, 21 et 22 » par les mots « à l'article 4 » ;
  - alinéa 3,
  - \* le mot « aux » entre les mots « visée » et « à » est supprimé ;
  - \* les mots « tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement » sont remplacés par les mots « tel que prévu à l'article 1.7.3-1, § 2 du Code et à l'article 24, § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement » ;
  - un alinéa 8 est inséré, libellé comme suit : « Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 7 ou son délégué, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport. » ;
  - 3° au paragraphe 3,
  - alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de l'aptitude pédagogique d'un enseignant » sont remplacés par les mots « des aptitudes pédagogique et professionnelle d'un membre de l'équipe pédagogique et de l'aptitude professionnelle d'un membre auxiliaire d'éducation dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et des aptitudes pédagogique et professionnelle d'un membre de l'équipe éducative dans l'enseignement secondaire artistique de plein exercice » ;
  - Alinéa 6,
  - les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « l'alinéa 5 » et les mots « dans le mois » ;
  - les mots « , via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif » sont supprimés ;

4° au paragraphe 4, 1°, les mots « à horaire réduit » sont supprimés ;

5° au paragraphe 5, le point 1° est remplacé par les mots « 1° d'analyser les programmes des cours artistiques visés aux articles 1.5.1-4 et 1.5.1-5 à 1.5.1-7 du Code et 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 2 juin 1998 ainsi que de rédiger les avis de conformité à remettre Gouvernement ; » ;

6° au paragraphe 6, alinéa 3,

- les mots « et à l'article 7/1 » sont insérés entre les mots « paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 » et « , les membres » ;

- les mots « , en interrogeant les élèves/étudiants » sont insérés entre les mots « non certificatives » et « et en analysant ».

**Art. 60.** A l'article 7 du même décret,

1° au paragraphe 2, alinéa 5, première phrase, , le mot « à » est remplacé par les mots « au Gouvernement via » entre les mots « destiné » et « la Cellule intermédiaire de coordination » ;

2° au paragraphe 3,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou à l'article 7/1 » sont insérés entre les mots « paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 » et « ou à la demande » ;

- alinéa 3,

\* ? les mots « l'article 1.7.3-1, § 2, du Code, » sont insérés après les mots « tel que prévu à » ;

\* les mots « § 2, alinéa 2, 2°, et » sont supprimés ;

\* les mots « et aux articles 13, 21 à 53 de l'arrêté royal organique des centres psycho-médico-sociaux du 13 août 1962 » sont insérés en fin de phrase ;

- alinéa 8,

\* les mots « ou son délégué » sont insérés après les mots « l'alinéa 7 » ;

\* les mots « , via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif » sont supprimés ;

3° au paragraphe 4,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'un membre du personnel technique » sont remplacés par les mots « de l'équipe pluridisciplinaire du Centre PMS » ;

- alinéa 6,

\* les mots « ou son délégué » sont insérés après les mots « l'alinéa 5 » ;

\* les mots « , via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif » sont supprimés ;

4° au paragraphe 7,

- alinéa 2, les mots « mission d'investigation, une » sont insérés entre les mots « qu'une » et les mots « mission d'audit » ;

- alinéa 3,

\* les mots « et à l'article 7/1 » sont insérés entre les mots « paragraphes 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 » et les mots « , les membres » ;

\* les mots « , en interrogeant les membres du personnel des Centres PMS » sont insérés entre les mots « en examinant des dossiers » et les mots « et en analysant les données précitées ».

**Art. 61.** A l'article 9 du même décret,

1° à l'alinéa 2,

- les mots « d'inspecteurs » sont remplacés par les mots « de maximum 201 inspecteurs » ;

- les termes « dont le nombre est fixé par le Gouvernement » sont supprimés ;

2° un troisième alinéa est inséré, libellé comme suit : « Le Gouvernement évalue le fonctionnement du Service tous les six ans. Après évaluation, il peut réévaluer le nombre d'inspecteurs. Cette réévaluation ne peut porter d'effets qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au plus tôt. ».

**Art. 62.** A l'article 11 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, le chiffre « 7 » est remplacé par le chiffre « 7/1 » ;

2° au paragraphe § 2,

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le 5 juillet de chaque année » sont remplacés par les mots « la fin de chaque année scolaire » et les mots « , et soumis à l'approbation du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement » sont supprimés ;

- à l'alinéa 2,

\* le mot « septembre » est remplacé par le mot « octobre » ;

\* les mots « d'audit, des missions d'évaluation » sont remplacés par les mots « dont il a la responsabilité » ;

- à l'alinéa 3,

\* le mot « octobre » est remplacé par le mot « décembre » ;

\* dans le 1°, les mots « , accompagnés des bilans établis en vertu de l'alinéa 2 » sont supprimés.

**Art. 63.** L'intitulé du titre II du même décret est modifié comme suit : « De l'accès aux fonctions d'inspecteur ».

**Art. 64.** L'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> est modifié comme suit : « Des conditions d'accès ».

**Art. 65.** A l'article 12,

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à une formation initiale et à la certification donnant accès à une ou plusieurs fonctions d'inspecteur visées » sont remplacés par les mots « au stage donnant accès à une fonction d'inspecteur visée » ;

2° un quatrième alinéa est inséré, libellé comme suit : « Aucun appel à candidature ne peut être lancé et aucun dépôt de candidature ne peut avoir lieu pendant la période des vacances scolaires d'été. ».

**Art. 66.** A l'article 13 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>,

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

\* les mots « permettant l'accès à la formation initiale » sont remplacés par les mots « au stage » ;

\* le 1° est remplacé par la disposition suivante : « 1° être belge ou ressortissant d'un Etat faisant partie de l'Espace économique européen ou de la Suisse ou disposer d'un titre de séjour et d'un permis de travail valides » ;

\* le 6° est remplacé par la disposition suivante : « 6° être titulaire d'une fonction dans l'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française » ;

\* le 7° est remplacé par la disposition suivante : « 7° être détenteur des titres requis pour une des fonctions reprises au tableau de l'annexe I<sup>re</sup> du présent même décret au regard de la fonction d'inspection à conférer » ;

\* au 8°, le mot « dix » est remplacé par le mot « sept » et les mots « une ancienneté de fonction de six ans au moins » sont remplacés par les mots « avoir exercé durant six ans au moins une des fonctions reprises au tableau de l'annexe I<sup>re</sup> du présent décret au regard de la fonction d'inspection à conférer » ;

\* au 11°, deuxième tiret : les mots « ou toute autre formation portant sur la neutralité organisée par les universités ou les hautes écoles subventionnées ou organisées par la Communauté française » sont insérés après le mot « sociale » ;

- à l'alinéa 3, les mots « terme de la formation initiale organisée » sont remplacés par les mots « moment d'entrer en stage ».

2° les paragraphes 2, 3 et 4 sont supprimés ;

3° le paragraphe 5 devient le paragraphe 2 et les mots « à la formation initiale » sont remplacés par les mots « au stage » ;

4° un nouveau paragraphe 3 est inséré, libellé comme suit : « Nul n'est autorisé à poursuivre les épreuves ou le stage dès lors qu'il ne remplit plus l'ensemble des conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 67.** Dans l'intitulé du chapitre II, les mots « à la formation initiale » sont remplacés par les mots « au stage ».

**Art. 68.** A l'article 17 du même décret,

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

- première phrase,

\* les mots « Le Gouvernement organise l' » sont remplacés par l'article « L' » ;

\* les mots « à la formation initiale visée à l'article 22 » sont remplacés par les mots « au stage » ;

- deuxième phrase, les mots « Cette épreuve » sont remplacés par le mot « Elle » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « avant la formation initiale et la certification permettant l'entrée au stage » sont remplacés par les mots « dès l'entrée en stage » ;

3° à l'alinéa 4,

- les mots « du profil de » sont remplacés par le mot « des » ;

- le mot « visé » est remplacé par le mot « visées » ;

4° à l'alinéa 5, les mots « et des questions de jugement situationnel » sont supprimés ;

5° à l'alinéa 6, les mots « est destinée à évaluer la capacité du candidat à répondre à des questions théoriques et à des questions de jugement situationnel portant sur les connaissances et les compétences spécifiques définies dans le profil de compétences visé à l'alinéa 3 » sont remplacés par les mots « porte sur des connaissances et des compétences spécifiques et techniques visées à l'alinéa 3 » ;

6° l'alinéa 7 est supprimé ;

7° à l'alinéa 9, les mots « est destinée à évaluer la compétence technique de communication orale ainsi que des compétences génériques et comportementales du profil de compétences visé à l'alinéa 3 » sont remplacés par les mots « porte sur la capacité à répondre à des questions de jugement situationnel sur la compétence technique de communication orale et sur les compétences génériques et comportementales visées à l'alinéa 3 ».

**Art. 69.** L'article 18 est remplacé par les paragraphes et alinéas suivants :

« § 1<sup>er</sup>. A l'issue de la partie écrite de l'épreuve, pour chaque fonction d'inspecteur, le ou les jurys visés à l'article 19 établissent un classement par fonction visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, des candidats selon les résultats obtenus.

Sont admis à la partie orale de l'épreuve devant le jury les candidats les mieux classés par fonction à concurrence d'un nombre correspondant au nombre de postes à pourvoir par fonction multiplié par trois.

§ 2. A l'issue de la partie orale de l'épreuve, les candidats sont classés par fonction selon les résultats totaux obtenus.

La partie écrite de l'épreuve est évaluée sur 50 points de même que la partie orale.

Pour être pris en considération dans un classement par fonction, un candidat doit obtenir un minimum de 60 points sur le total de 100 points de l'épreuve.

Le classement ainsi établi, par fonction, correspond à une réserve par fonction, d'une durée de validité de cinq ans à dater de la date à laquelle le classement a été établi pour chaque fonction. ».

**Art. 70.** A l'article 19 du même décret,

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

- les mots « à la formation initiale » sont remplacés par les mots « au stage » ;

- point 1°, les mots « , l'Inspecteur général coordonnateur ou les inspecteurs généraux » sont ajoutés après les mots « au moins » ;

- point 2°, les mots « trois membres désignés » sont remplacés par les mots « un membre désigné » et les mots « , dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Educatif » sont supprimés ;

- point 3°,

\* les mots « trois membres désignés » sont remplacés par les mots « un membre désigné » ;

\* les mots « ou exerçant un mandat au sein » sont remplacés par le mot « définitifs » ;

- point 4°, les mots « trois experts externes désignés » sont remplacés par les mots « de minimum un et maximum deux experts externes désignés » et les mots « les différents volets de la formation initiale » sont remplacés par les mots « une des principales missions de la fonction visée par le recrutement ».

2° un dernier alinéa est inséré, libellé comme suit :

« Lorsque plusieurs jurys sont constitués, les présidents de chaque jury, réunis en collège, se concertent et organisent la coordination des jurys pour assurer une appréciation sur des bases communes. ».

**Art. 71.** Le chapitre III est abrogé hormis l'article 21, lequel est déplacé en fin de chapitre II et les modifications suivantes y sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

- les mots « à la formation initiale » sont remplacés par les mots « au stage » ;

- les mots « de certification » sont supprimés ;

- les mots « au stage » sont remplacés par les mots « à la nomination » ;

- le mot « visé » est remplacé par le mot « visée » ;

- le chiffre « 49 » est remplacé par les termes « 54, § 4 » ;

2° un alinéa 2 est inséré, libellé comme suit : « Le Gouvernement procède à l'admission au stage des candidats les mieux classés. ».

**Art. 72.** A l'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, première phrase, du même décret, les mots « ainsi que ceux des Centres PMS » sont insérés en fin de phrase.

**Art. 73.** A l'article 45, les mots « ou Centre(s) PMS » sont insérés entre les mots « d'enseignement » et « est (sont) ».

**Art. 74.** Un article 46/1 est inséré entre les articles 46 et 47, libellé comme suit :

« Art. 46/1. *Sur avis de l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement, le Ministre compétent ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir autorise le cumul d'activités professionnelles demandé selon les modalités fixées par le Gouvernement aux conditions suivantes :*

1° *le cumul n'a pas trait à une activité incompatible avec la qualité d'inspecteur ;*

2° *le cumul ne couvre pas des périodes d'activités complémentaires qui rendent impossible l'accomplissement normal par l'agent de ses fonctions ;*

3° *le cumul n'est pas de nature à induire dans le chef du public une confusion entre les activités professionnelles concernées de l'agent.*

*Le refus du cumul d'activités fondé sur une incompatibilité ou une circonstance autre que celles visées aux points 2° et 3° de l'alinéa précédent, sont décidés par le Gouvernement ou le Ministre auquel il a délégué ce pouvoir sur avis de l'Inspecteur général coordonnateur.*

*Tous les cinq ans ou en cas de modification des conditions d'exercice ou de la nature du cumul, l'agent est tenu d'introduire une nouvelle demande de cumul. ».*

**Art. 75.** Un sous-titre est inséré entre la section I<sup>re</sup> et l'article 49, intitulé comme suit : « Sous-section 1. De l'entrée en stage ».

**Art. 76.** A l'article 49, 3°, du même décret,

1° les mots « de certification » sont remplacés par les mots « d'admission au stage » ;

2° le chiffre « 27 » est remplacé par le chiffre « 17 ».

**Art. 77.** A l'article 50 du même décret,

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

- les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Gouvernement » et « applique » ;

- le chiffre « 27 » est remplacé par le chiffre « 18, § 2, alinéa 4 » ;

2° à l'alinéa 2,

- à la première phrase,

\* le mot « Il » est remplacé par les mots « Le ministre compétent » ;

\* le mot « dix » est remplacé par « huit » ;

- dans les deux phrases, les mots « membre du personnel » sont remplacés par les mots « candidat » ;

3° à l'alinéa 3,

- à la première phrase, les mots « une première fois » sont ajoutés entre le mot « décline » et les mots « l'invitation » ;

- dans les deux phrases, les mots « membre du personnel » sont remplacés par les mots « candidat ».

**Art. 78.** Un sous-titre est inséré entre l'article 51 et l'article 52, intitulé comme suit : « Sous-section 2. De la durée du stage ».

**Art. 79.** A l'article 52 du même décret,

1° au paragraphe 2,

- alinéa 1<sup>er</sup>,

\* les mots « , le cas échéant, » sont insérés entre le mot « titulaire » et les mots « de l'emploi » ;

\* les mots « le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine » sont supprimés ;

- alinéa 3, les points 3° et 4° deviennent les points 2° et 3° ;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, du même décret,

- les mots « déterminées aux articles 98 et 98/1 » sont insérés entre les mots « vacances annuelles » et « , les congés » ;
- les mots « d'accueil » sont insérés entre le mot « congés » et les mots « en vue de » ;
- la virgule entre mot « officieuse » et les mots « du placement » est remplacée par le mot « et » précédé d'un espace.

**Art. 80.** Un sous-titre est inséré entre l'article 52 et l'article 53, intitulé comme suit : « Sous-section 3. De l'évaluation ».

**Art. 81.** A l'article 53 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>,

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

\* les mots « en fin de première année de stage » sont remplacés par les mots « le huitième mois de stage » ;

\* les mots « l'Inspecteur général ou son délégué, » sont insérés après les mots « en tous cas, » ;

\* mots « selon les modalités fixées par le Gouvernement » sont insérés en fin de phrase ;

- à l'alinéa 2,

\* les mots « les dispositions du présent décret » sont remplacés par les mots « sur l'exécution des missions qui ont été attribuées à chaque inspecteur stagiaire » ;

\* les mots « connaissances, » sont supprimés ;

\* les mots « d'insertion » sont supprimés ;

- à l'alinéa 4, le mot « défavorable » est remplacé par le mot « réservé » ;

- les alinéas 5 et 6 sont abrogés.

2° au paragraphe 2, des alinéas 2, 3 et 4 sont insérés, libellés comme suit :

*« En cas de mention « réservée » à la première évaluation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, cette deuxième évaluation est obligatoire, a lieu entre les 12<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> mois de stage et aboutit à l'attribution de la mention soit « favorable », « réservée » ou « défavorable ». Une troisième évaluation, en fin de stage, peut uniquement donner lieu à l'attribution de la mention « favorable » ou « défavorable ».*

*Dans tous les cas, il est mis fin d'office au stage du membre du personnel qui obtient la mention « défavorable » à l'issue de la deuxième ou troisième évaluation. Dans ce cas, le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, le membre du personnel réintègre la fonction et l'affectation dans lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif. A défaut, ce délai est porté à six semaines.*

*La mention obtenue par le stagiaire est portée à la connaissance de ce dernier soit par envoi recommandé, soit par la remise d'une lettre de la main à la main, soit par courriel à l'adresse renseignée, dans tous les cas avec accusé de réception. » ;*

3° au paragraphe 3, alinéa 2, première phrase, du même décret, les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « de deux mois » ;

4° un paragraphe 4 est inséré, libellé comme suit : « § 4. Lorsque le Gouvernement attribue la mention « défavorable » suite au recours du stagiaire, il est mis fin d'office au stage du membre du personnel dans les mêmes conditions que celles visées aux deuxième et troisième phrases de l'alinéa 3 du paragraphe 2. ».

**Art. 82.** Un sous-titre est inséré entre l'article 53 et l'article 54, intitulé comme suit : « Sous-section 4. De la formation professionnelle et de l'épreuve donnant accès à la nomination ».

**Art. 83.** A l'article 54 du même décret,

1° le paragraphe 1 est remplacé par le paragraphe suivant :

*« § 1<sup>er</sup>. Pendant la durée du stage, une formation professionnelle de minimum 222 heures est dispensée au membre du personnel stagiaire.*

*La formation est commune à tous les inspecteurs quelle que soit leur fonction.*

*La formation professionnelle comporte quatre volets.*

1° Le premier volet, relatif au développement professionnel et réflexif, dont la durée s'élève à minimum 48 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :

- a) se questionner, prendre de la distance et pratiquer l'analyse réflexive au regard de problématiques éducatives ;
- b) s'adapter à la diversité et à la spécificité des contextes institutionnels et environnementaux ;
- c) évaluer son propre fonctionnement, analyser ses atouts et ses faiblesses et identifier ses besoins en termes de formation ;
- d) élaborer un portfolio attestant le développement de compétences spécifiques à l'exercice de sa future fonction et de ses missions.

2° Le deuxième volet, relatif au pilotage du système éducatif, dont la durée s'élève à minimum de 33 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :

- a) mobiliser l'évolution du système éducatif pour comprendre l'organisation actuelle de l'enseignement en Communauté française ;
- b) comprendre différents modèles de pilotage d'un système éducatif et de gouvernance des écoles et des établissements d'enseignement ; dégager les opportunités et effets de chacun de ceux-ci ;
- c) identifier les valeurs, les enjeux, l'approche systémique du pilotage du système éducatif et le modèle de gouvernance des établissements d'enseignement promus, notamment, par le Pacte pour un Enseignement d'Excellence ;
- d) identifier la place, le rôle et la complémentarité des différents services de l'Administration générale de l'Enseignement.

3° Le troisième volet, relatif aux processus et méthodologies liés à la réalisation des missions de l'inspection, dont la durée s'élève à minimum de 93 heures, vise à développer l'aptitude chez les stagiaires à :

- a) préparer des missions ;
- b) récolter des données sur le terrain ;



- c) rédiger des rapports et des avis ;
- d) mettre en œuvre les procédures définies au sein du Service ;
- e) mettre en œuvre la déontologie propre à la fonction en ce compris les postures propres à chaque mission et la confidentialité ;
- f) travailler en équipe.

4° Un quatrième volet administratif, dont la durée s'élève à minimum de 12 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :

- a) maîtriser à livre ouvert les bases légales et réglementaires liées à la fonction d'inspecteur ;
- b) rédiger des actes administratifs.

5° Un cinquième volet pédagogique dont la durée s'élève à minimum de 36 heures, vise à développer chez les stagiaires l'aptitude à :

a) maîtriser les référentiels et les programmes ou les dossiers pédagogiques en usage en Communauté française, spécifiques aux différentes fonctions ;

- b) maîtriser les outils utilisés par les Centres PMS. » ;

2° au paragraphe 2,

- alinéa 1<sup>er</sup>,

\* les mots « Inspecteur général coordonnateur » et « Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » sont inversés ;

\* les mots « d'insertion » sont supprimés ;

\* les mots « les contenus et » sont insérés entre le point « 1° » et les mots « les méthodologies » ;

\* les mots « de la formation telle que définie au paragraphe 1<sup>er</sup>, » sont insérés entre le mot « méthodologie » et les mots « en privilégiant » ;

\* le mot « Intervision » est remplacé par le mot « intervision » ;

- les alinéas 2 et 3 sont supprimés ;

- alinéa 5,

\* le mot « aurait » est remplacé par le mot « a » ;

\* le mot « équivalente » est remplacé par les mots « dont les contenus sont identiques à ceux visés au paragraphe 1<sup>er</sup> » ;

3° au paragraphe 3,

- alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'insertion » sont supprimés ;

- alinéa 2,

\* les mots « d'insertion » sont supprimés ;

\* les mots « de l'Administration générale de l'Enseignement » sont remplacés par les mots « des Services du Gouvernement, le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des écoles, et des Centres psycho-médico-sociaux » ;

- un troisième alinéa est inséré, libellé comme suit :

« Le Gouvernement prend les dispositions nécessaires pour permettre l'indemnisation des formateurs qui ne seraient pas visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2017 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'Ecole d'administration publique et des services en charge de la formation. » ;

4° au paragraphe 4,

- l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« A l'issue de la formation, le stagiaire présente et défend son portfolio devant le ou les jurys. » ;

- Un nouvel alinéa 2 est inséré après l'alinéa 1<sup>er</sup> libellé comme suit :

« Le portfolio consiste en un dossier personnel dans lequel il démontre en quoi les acquis de la formation et les acquis de l'expérience durant son stage lui permettent de rencontrer les exigences du profil de fonction visé à l'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, à travers l'analyse réflexive de deux cas en lien avec les missions de la fonction d'inspecteur convoitée. » ;

- Un nouvel alinéa 3 est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 devenant alinéa 4 qui stipule :

« Ce ou ces jurys sont composés :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins, l'Inspecteur général coordonnateur ou les inspecteurs généraux ;

2° d'un membre désigné par le Gouvernement parmi les membres du personnel de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif de l'Administration générale de l'Enseignement ;

3° d'un membre désigné par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs du Service général de l'Inspection ;

4° de minimum un et de maximum deux experts externes désignés par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les missions du Service général de l'Inspection. » ;

- alinéa 6 devenant alinéa 8,

\* les mots « de certification » sont remplacés par les mots « donnant accès à la nomination » ;

\* au point 1°,

- les mots « de chacun » sont remplacés par les mots « d'au moins deux » ;

- le mot « initiale » est remplacé par les mots « professionnelle visée au paragraphe 1<sup>er</sup> » ;

- alinéa 7 devenant alinéa 9,

\* les mots « la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'eux ne dépasse 40 %, ainsi que » sont supprimés ;

\* les mots « et sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, les volets à évaluer par le ou les jurys » sont insérés en fin de phrase ;

- l'alinéa 8 devenant alinéa 10 est remplacé par l'alinéa suivant :

*« Sur la base de sa prestation et en tenant compte des évaluations de stage, le stagiaire est déclaré apte ou inapte à la fonction. Il peut être déclaré inapte notamment si sa prestation révèle un élément majeur incompatible avec l'exercice de la fonction. . Sera considérée comme un élément majeur incompatible avec l'exercice de la fonction la posture du stagiaire qui s'inscrit uniquement dans une mission de contrôle, enfreint la liberté pédagogique des écoles, adopte dans sa pratique des positions non conforme aux objectifs d'amélioration du système éducatif fixés par le législateur ou des missions prioritaires telles que définies aux articles 1.4.1-1 et 1.4.1-2 du Code. » ;*

5° au paragraphe 5,

- alinéa 1<sup>er</sup>,

\* les mots « d'insertion » sont supprimés ;

\* les mots « le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, » sont insérés entre les mots « Dans ce cas, » et les mots « le membre du personnel » ;

\* les mots « dans lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif. A défaut, ce délai est porté à six semaines » sont insérés en fin de phrase, après les mots « d'origine » ;

- alinéa 2,

\* les mots « Pour éviter de perturber la stabilité des équipes pédagogiques, l » sont remplacés par la lettre « L » ;

\* les mots « , pour assurer la continuité dans la fonction d'inspecteur visée ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, » sont insérés entre le mot « peut » et le mot « reporter » ;

\* le mot « maximum » est inséré entre le mot « de » et les mots « six mois » ;

\* les mots « cette formation d'insertion » sont remplacés par les mots « la formation » ;

- alinéa 4,

\* première phrase, les mots « d'un » sont remplacés par les mots « de deux » ;

\* deuxième phrase, les mots « et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire » sont supprimés ;

\* une troisième phrase est insérée, libellée comme suit : « Il est mis fin au stage lorsque le Gouvernement confirme l'échec. ».

**Art. 84.** A l'article 55 du même décret,

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, première phrase, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « six semaines » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « ou après avoir répondu à un nouvel appel aux candidats » sont insérés en fin de deuxième phrase après les mots « au stage ».

**Art. 85.** A l'article 56 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>,

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'insertion » sont supprimés ;

- à l'alinéa 2, trois phrases sont insérées, libellées comme suit :

*« Ce recours est suspensif. Il est mis fin au stage lorsque le Gouvernement confirme l'échec. Le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, le membre du personnel réintègre sa fonction et son affectation d'origine dans lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif. A défaut, ce délai est porté à six semaines. » ;*

2° au paragraphe 2,

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dont le modèle est fixé par le Gouvernement » sont supprimés ;

- l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

*« Cette proposition lui est notifiée par l'Inspecteur général coordonnateur, soit par lettre recommandée à la poste, soit par courriel à l'adresse renseignée, soit par la remise d'une lettre de la main à la main, dans les trois cas avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date figurant sur cet accusé de réception. » ;*

- à l'alinéa 3,

\* première phrase, le mot « dix » est remplacé par le mot « huit » ;

\* une deuxième phrase est insérée, libellée comme suit : « A défaut de réponse dans les huit jours et sauf cas de force majeure, la renonciation est présumée et le stage prend fin de plein droit. » ;

- à l'alinéa 4,

\* le chiffre « 10 » est remplacé par le mot « huit » ;

\* les mots « nommé ou engagé à titre définitif » sont insérés entre le mot « personnel » et le mot « réintègre ».

**Art. 86.** A l'article 58, alinéa 2, du même décret, le chiffre « 49 » est remplacé par le chiffre « 52 ».

**Art. 87.** A l'article 59 du même décret,

1° les mots « ou son délégué » sont insérés entre le mot « Gouvernement » et le mot « invite » ;

2° le chiffre « 27 » est remplacé par le chiffre « 18 ».

**Art. 88.** A l'article 61, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret,

1° à la première phrase, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « six semaines » ;

2° à la deuxième phrase, les mots « , le cas échéant, » sont insérés entre les mots « d'origine » et les mots « et, sauf ».

**Art. 89.** A l'article 63 du même décret,

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « sur la proposition de classement du jury visé au paragraphe 4 » sont remplacés par les mots « après accomplissement d'un stage d'un an » ;

2° au paragraphe 2,

- le point 3° est remplacé par un point libellé comme suit : « 3° avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation comme inspecteur et avoir fait l'objet d'une évaluation favorable à l'issue du stage. En l'absence de rapport d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable » ; » ;

- au point 5°, les mots « avoir suivi » sont remplacés par les mots « être détenteur d'une attestation de fréquentation prouvant qu'il a effectivement suivi au moins 75 % d' » ;

- au point 6°, les mots « de certification » sont remplacés par les mots « d'admission au stage » ;

3° au paragraphe 3,

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

\* une virgule est insérée entre le mot « Gouvernement » et les mots « sur proposition » ;

\* les mots « fondée sur les nécessités du Service » sont remplacés par les mots « afin de pourvoir aux postes vacants » ;

\* à l'alinéa 2,

\* première phrase, les mots « , en tout ou en partie, » sont insérés entre les mots « conjointement » et les mots « pour les » ;

\* deuxième phrase, les mots « de l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » sont remplacés par les mots « de l'Inspecteur général coordonnateur » et les mots « avec l'Inspecteur général coordonnateur » sont remplacés par les mots « avec l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue » ;

\* à l'alinéa 4,

\* les termes « , du Service général de l'Inspection » sont insérés entre les mots « publique » et « ou de » ;

4° au paragraphe 4,

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>,

\* les mots « de certification » sont remplacés par les mots « d'admission au stage ».

\* les mots « après le terme de la formation visée au paragraphe 3 » sont remplacés par les mots « après l'appel à candidatures ».

- dans l'alinéa 2,

\* au point 1°, les mots « analyse de cas personnel portant sur une des dimensions travaillées lors de la formation visée au paragraphe 2, 5° » sont remplacés par les mots « étude de cas personnel en lien avec les compétences génériques et comportementales du profil de fonction » ;

\* au point 2°, les mots « et les mettant en lien avec les connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation visée au paragraphe 2, 5° » sont supprimés ;

- dans l'alinéa 3,

\* le mot « de certification » est remplacé par le mot « d'admission au stage » ;

\* au point 1°, les mots « reflet de ces compétences dans l'étude de cas défendue par le candidat » sont remplacés par les mots « profil de fonction » ;

\* le point 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° la cohérence entre l'étude de cas et le profil de fonction ; » ;

\* le point 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° l'adéquation des actions proposées par rapport au cas soumis ; » ;

\* les points 4° et 5° sont successivement modifiés en « 5° » et « 6° » ;

\* un point 4° est inséré, libellé comme suit : « 4° la qualité de l'analyse réflexive proposée dans l'étude de cas ; » ;

- dans l'alinéa 5, le mot « professionnel » est remplacé par le mot « écrit ».

5° au paragraphe 5, alinéa 2, les mots « de certification » sont remplacés par les mots « d'admission au stage » ;

6° le paragraphe 6 devient le paragraphe 11 dans lequel :

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « par l'Inspecteur général compétent pour les inspecteurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, et par l'Inspecteur général coordonnateur pour les inspecteurs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3° à 5° » sont remplacés par les mots « par les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur » ;

- à l'alinéa 2, les mots « du Service de l'Inspection concerné » sont remplacés par les mots « du Service général de l'Inspection » ;

7° cinq paragraphes sont insérés entre le paragraphe 5 et le paragraphe 6, libellés comme suit :

« § 6. Le Gouvernement ou le Ministre qu'il délègue, sur la proposition de classement du jury visé au paragraphe 4, admet les candidats inspecteurs coordonnateurs à un stage d'une durée d'un an.

§ 7. Tout inspecteur coordonnateur-stagiaire peut solliciter la fin anticipée de son stage moyennant un préavis maximum de six semaines. Ce préavis peut toutefois être réduit de commun accord.

En cas d'absence de réaction du Gouvernement dans le mois de la demande de l'inspecteur-stagiaire, celle-ci est réputée acceptée.

Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine. Il perd le bénéfice du stage auquel il a mis fin de manière anticipée.

Pour assurer la continuité du Service d'Inspection concerné ou du Service général de l'Inspection, le Gouvernement peut reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

§ 8. Au plus tard six mois après son entrée en fonction, l'inspecteur coordonnateur-stagiaire est évalué par l'Inspecteur général coordonnateur et un Inspecteur général, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

L'évaluation aboutit à l'attribution de la mention « favorable » ou « réservée ».

Une deuxième évaluation, en fin de stage, peut uniquement donner lieu à l'attribution de la mention « favorable » ou « défavorable ».

§ 9. Le stagiaire qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa réception, auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116. Ce recours est suspensif.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Il est mis fin au stage lorsque le Gouvernement confirme la mention « défavorable ». Le stage prend fin après l'écoulement d'un délai de 15 jours et, le cas échéant, le membre du personnel réintègre sa fonction d'inspecteur dans laquelle il est nommé.

§ 10. Le membre du personnel qui fait l'objet d'une évaluation favorable à l'issue du stage fait l'objet d'une proposition de nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur coordonnateur.

Cette proposition lui est notifiée par l'Inspecteur général coordonnateur, soit par lettre recommandée, doublée d'un mail avec accusé de réception, à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Le membre du personnel dispose d'un délai de dix jours pour indiquer par écrit s'il accepte ou renonce à une nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur coordonnateur. En l'absence d'une réponse dans les dix jours, et sauf cas de force majeure, le membre du personnel est réputé renoncer à la proposition de nomination et le stage prend fin de plein droit.

En cas de renonciation dans le délai de dix jours à une nomination à titre définitif, le membre du personnel réintègre sa fonction et son affectation d'origine.

La nomination à une fonction d'inspecteur coordonnateur par le Gouvernement produit ses effets, pour l'intéressé, le jour de l'admission au stage.

L'arrêté de nomination est publié par extrait au Moniteur belge. ».

**Art. 90.** Un article 66/1 est inséré en fin de chapitre IV du titre II, libellé comme suit :

« En cas d'absence d'un Inspecteur coordonnateur, le Gouvernement peut, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur faite en concertation avec les Inspecteurs généraux, charger un inspecteur à titre définitif d'assurer les missions d'un Inspecteur coordonnateur.

L'inspecteur coordonnateur est désigné ad interim pendant la durée de l'absence.

Dans ce cas, le membre du personnel désigné ad interim est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction d'inspecteur coordonnateur. »

**Art. 91.** A l'article 70, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même décret,

1<sup>o</sup> les mots « dans une fonction de promotion d'inspecteur pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général » sont insérés après les mots « au moins » ;

2<sup>o</sup> les lettres a et b sont supprimés.

**Art. 92.** A l'article 72, § 2, les mots « avis prévus » sont remplacés par les mots « propositions prévues ».

**Art. 93.** A l'article 83 du même décret,

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas d'absence d'un Inspecteur général, le Gouvernement peut, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, charger un Inspecteur coordonnateur d'assurer les missions d'un Inspecteur général. L'Inspecteur général est désigné ad interim parmi les inspecteurs coordonnateurs pendant la durée de l'absence. » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est supprimé ;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3,

- les mots « un fonctionnaire général » sont remplacés par les mots « , sur proposition du Directeur général du Pilotage du système éducatif, un Inspecteur général » ;

- une deuxième phrase est insérée, libellé comme suit :

« L'inspecteur général coordonnateur est désigné ad interim parmi les inspecteurs généraux pendant la durée de l'absence. »

**Art. 94.** A l'article 89, § 2, du même décret, dans la première phrase, les mots « , en ce compris l'inspecteur désigné à titre provisoire en qualité d'inspecteur à la veille de l'entrée en vigueur du présent même décret, » sont insérés entre les mots « l'article 57 » et « fait l'objet ».

**Art. 95.** A l'article 94 du même décret,

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>,

- au point 2<sup>o</sup>, les mots « initiale visée à l'article 22 et de la formation d'insertion » sont supprimés ;

- au point 5<sup>o</sup>, les mots « et l'écriture d'un portfolio professionnel » sont supprimés ;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2,

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>, première phrase, les mots « du Service général de l'Inspection » sont remplacés par les mots « de l'Inspecteur général coordonnateur » et à la deuxième phrase, les mots « qui définit les contenus tels que définis au paragraphe 1<sup>er</sup>, les méthodologies et les modalités d'organisation de la formation. » remplacent le caractère « : » et les points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ;

- à l'alinéa 2,
- \* le mot « prioritairement » est supprimé ;
- \* le mot « autre » est inséré entre les mots « tout » et « opérateur » ;
- \* les mots « , du Service général de l'Inspection » sont insérés entre les mots « continue » et « ou de l'Administration » ;
- \* les mots « reconnu et validé par l'Institut de la Formation en cours de carrière » sont supprimés ;
- un alinéa 3 est inséré, libellé comme suit :
 

« Le Gouvernement prend les dispositions nécessaires pour permettre l'indemnisation des formateurs qui ne seraient pas visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2017 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'Ecole d'administration publique et des services en charge de la formation. » ;
- 3° au paragraphe 3,
- l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant :
 

« La formation en cours de carrière est suivie par les membres du personnel nommés et les membres du personnel désignés à titre provisoire. » ;
- 4° au paragraphe 4,
- à l'alinéa 1<sup>er</sup>,
- \* aux premier et deuxième tirets, les chiffres 4 et 8 sont remplacés par les chiffres 6 et 10 ;
- \* au deuxième tiret,
- \* les mots « et les modalités sont fixés » sont remplacés par les mots « est fixé » ;
- \* le mot « personnel » est remplacé par le mot « établi » ;
- \* les mots « au moins » sont insérés entre les mots « lieu » et les mots « tous les deux ans » ;
- \* le point-virgule est remplacé par un point ;
- \* le troisième tiret est supprimé.
- aux alinéas 2 et 3, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux ».
- 5° au paragraphe 7,
- les mots suivants sont insérés en début de phrase : « En concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur, l' » ;
- la lettre majuscule L précédant le mot « Institut » est supprimée.

**Art. 96.** A l'article 137, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même décret, le littera a est remplacé par un nouveau littera libellé comme suit :  
 « a) être Belge ou ressortissant d'un Etat faisant partie de l'Espace économique européen ou de la Suisse ou disposer d'un titre de séjour et d'un permis de travail valides ; ».

**Art. 97.** L'article 140 est abrogé.

**Art. 98.** L'article 144, § 2, est abrogé.

**Art. 99.** L'annexe 1<sup>re</sup> du même décret est remplacée par une nouvelle Annexe 1<sup>re</sup> qui est jointe au présent décret.

CHAPITRE 3 — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

**Art. 100.** À l'article 1.5.2-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les plans de pilotage sont transmis, pour la première fois, au délégué au contrat d'objectifs entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 avril de l'année qui suit l'année de création de l'école. » ;

2° l'article 1.5.2-1 est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Les écoles qui ont déjà conclu un contrat d'objectifs remettent leur plan de de pilotage au délégué au contrat d'objectifs entre 65 et 110 jours ouvrables scolaires après la réception du rapport d'évaluation finale de la mise en œuvre du contrat d'objectifs réalisé par le délégué au contrat d'objectifs. ».

**Art. 101.** À l'article 1.5.2-5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Dans les 60 jours calendrier suivant le dépôt du plan de pilotage » sont remplacés par les mots « Dans un délai de 50 jours calendrier suivis de 10 jours ouvrables scolaires après le dépôt du plan de pilotage » ;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 5, les mots « 21 jours calendrier » sont remplacés par les mots « 11 jours calendrier suivis de 10 jours ouvrables scolaires ».

**Art. 102.** À l'article 1.5.2-6, alinéa 2, du même Code, les mots « à partir du premier jour de l'année scolaire suivant la signature de celui-ci. Toutefois si le contrat d'objectifs a été conclu après le premier jour de l'année scolaire, il est mis en œuvre au plus tard à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la signature du contrat d'objectifs. » sont remplacés par les mots « dans les 120 jours calendrier suivant la signature de celui-ci. Dans le respect de ce délai, le premier jour de la mise en œuvre du contrat d'objectif coïncide avec le premier jour ouvrable scolaire qui suit une des périodes de vacances visées à l'article 19.1-1, § 2. ».

**Art. 103.** À l'article 1.5.2-9, § 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le mot « offrent » est remplacé par le mot « offre » ;

2° dans l'alinéa 3, les mots « Dans les 30 jours calendrier » sont remplacés par les mots « Dans les 20 jours calendrier suivis de 10 jours ouvrables scolaires » ;

3° dans l'alinéa 7, les mots « 21 jours calendrier » sont remplacés par les mots « 11 jours calendrier suivis de 10 jours ouvrables scolaires ».



**Art. 104.** À l'article 1.5.2-10, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « ou en cas de refus ou d'incapacité de l'école à modifier son contrat d'objectifs » sont insérés entre le mot « visés » et les mots « , un processus de suivi ».

**Art. 105.** À l'article 1.5.2-16, § 1<sup>er</sup>, du même Code, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « Lorsque le pouvoir organisateur, le directeur et/ou la cellule de soutien et d'accompagnement l'estime nécessaire, une ou plusieurs réunion(s) de concertation peuvent être organisées entre le délégué au contrat d'objectifs et les différentes parties durant la phase d'élaboration de la proposition de « dispositif d'ajustement ». ».

**Art. 106.** À l'article 1.5.2-17 du même Code, le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les écoles visées par l'article 1.5.2-20, les ressources seront prises dans l'enveloppe budgétaire de l'année de la signature des protocoles de collaboration. ».

**Art. 107.** L'article 1.5.2-22 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Article 1.5.2-22. Le protocole de collaboration est conclu pour une période de maximum trois ans. Il remplace le contrat d'objectifs préalablement conclu par l'école.

À l'issue de l'évaluation qui clôture la mise en œuvre du protocole de collaboration, l'école est tenue d'élaborer un nouveau plan de pilotage conformément aux dispositions de la section 1. L'école remet son plan de pilotage au délégué au contrat d'objectifs entre 65 et 110 jours ouvrables scolaires après la réception du rapport relatif à l'évaluation précitée. ».

**Art. 108.** À l'article 1.5.2-23 du même Code, les mots « année scolaire 2022-2023 » sont remplacés par les mots « année scolaire 2024-2025 ».

**Art. 109.** A l'article 1.6.1-2, § 2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 6°, les termes « 1°, 2° et 3°, » sont insérés entre les termes « 5, » et « 5 » ;

2° Un point 8° est ajouté libellé comme suit : « si la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission liée à l'article 4, § 5, 4°, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, elle invite le fonctionnaire général en charge du Service général du Numérique éducatif ou son délégué, qui siège en tant qu'observateur. » ;

**Art. 110.** À l'article 1.6.5-6 du même Code, l'alinéa 2 est complété par un point 22° et un point 23° rédigés comme suit :

« 22° le pilotage des écoles ;

23° les orientations générales, les missions, le pilotage et l'organisation des pôles territoriaux. ».

CHAPITRE 4 — *Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2006  
relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

**Art. 111.** A l'article 23 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 2 :

a) A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « l'inspection compétente propose » sont remplacés par les termes « les Services de l'Administration proposent » ;

b) A l'alinéa 3, les termes « l'inspection compétente » sont remplacés par les termes « les Services de l'Administration ».

2° Au paragraphe 7, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « de l'inspection compétente » sont remplacés par les termes « des Services de l'Administration compétents ».

CHAPITRE 5 — *Dispositions finales et fixant l'entrée en vigueur*

**Art. 112.** Tous les inspecteurs stagiaires admis au stage en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 2023 relatif à l'admission au stage des 68 candidats admis dans les fonctions de promotion d'inspecteur à l'issue de l'épreuve de certification, restent soumis aux dispositions du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection en vigueur au moment de leur entrée en stage jusqu'à leur nomination, la fin d'office ou anticipée du stage ou la renonciation à une nomination à titre définitif.

**Art. 113.** Le présent décret entre en vigueur le jour de son adoption.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement et Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des Chances  
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé,  
de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

—  
Note

Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 693-1 – Amendement(s) en commission, n° 693-2 - Rapport de commission, n° 693-3 – Texte adopté en commission, n° 693-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 693-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 17 avril 2024.

**Annexe au décret du 18 avril 2024 modifiant le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médicaux-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection et diverses dispositions relatives au pilotage dans le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire**

**Annexe 1 au Décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection**

**« Annexe - Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel qui souhaitent accéder à la fonction d'inspecteur »**

**Bruxelles, le 18 avril 2024.**

**Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,**

**Pierre-Yves JEHOLET**

**La Ministre de l'Education,**

**Caroline DESIR**

**Service de l'Inspection de l'Enseignement du Continuum pédagogique**

N°	Anciens N°	Fonction d'inspecteur	Conditions pour exercer la fonction d'inspecteur
1		Inspecteur de l'enseignement fondamental ordinaire	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) instituteur maternel b) instituteur maternel chargé des cours en immersion c) instituteur primaire, d) instituteur primaire chargé des cours en immersion e) maître de seconde langue f) maître d'éducation physique g) maître de philosophie et citoyenneté h) maître de religion i) maître de morale et d'avoir exercé cette fonction dans l'enseignement ordinaire
2	55	Inspecteur de l'enseignement fondamental spécialisé	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) instituteur maternel b) instituteur primaire et d'avoir exercé cette fonction dans l'enseignement spécialisé
3		Inspecteur de l'enseignement secondaire inférieur ordinaire	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle au degré inférieur de l'enseignement secondaire et d'avoir exercé cette fonction dans l'enseignement ordinaire

<b>4</b>		Inspecteur de l'enseignement secondaire spécialisé	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux dans l'enseignement secondaire b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire et d'avoir exercé cette fonction dans l'enseignement spécialisé
<b>5</b>	<b>1</b>	Inspecteur de l'enseignement maternel	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) instituteur maternel b) instituteur maternel chargé des cours en immersion
<b>6</b>	<b>2</b>	Inspecteur de l'enseignement primaire	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) instituteur primaire b) instituteur primaire chargé des cours en immersion
<b>7</b>	<b>4, 16</b>	Inspecteur des cours de néerlandais dans l'enseignement primaire et au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours généraux néerlandais au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) maître de seconde langue néerlandais c) professeur des cours de néerlandais au degré inférieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale
<b>8</b>	<b>4, 16</b>	Inspecteur des cours d'anglais dans l'enseignement primaire et au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours généraux anglais au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) maître de seconde langue anglais c) professeur de cours généraux anglais au degré inférieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale

<b>9</b>	<b>4, 16</b>	Inspecteur des cours d'allemand dans l'enseignement primaire et au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours généraux allemand au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) maître de seconde langue allemand c) professeur de cours généraux allemand au degré inférieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale
<b>10</b>	<b>3, 33, 59</b>	Inspecteurs des cours d'éducation physique et à la santé dans l'enseignement primaire et au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) maître d'éducation physique
<b>11</b>	<b>13, 56</b>	Inspecteur des cours de français, de français langue étrangère au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux français au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) professeur de français langue étrangère au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice, c) professeur des cours généraux français au degré inférieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale d) professeur des cours généraux français langue étrangère au degré inférieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale
<b>12</b>	<b>22, 57</b>	Inspecteurs des cours de mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) professeur des cours généraux mathématiques au degré inférieur



- |           |                                       |  |   |
|-----------|---------------------------------------|--|---|
| <b>13</b> | <b>37, 39, 41, 44, 62, 63, 64, 79</b> | Inspecteur des cours de la formation manuelle, technique et technologique au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice  | de l'enseignement secondaire de promotion sociale<br>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :<br>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice<br>b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle de l'enseignement de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup> , 8 <sup>o</sup> , 10 <sup>o</sup> , 12 <sup>o</sup> , 13 <sup>o</sup> , 15 <sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale. |
| <b>14</b> |                                       | Inspecteur des cours de la formation numérique au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice                             | à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :<br>a) professeur de cours technique informatique au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice<br>b) professeur de cours techniques informatiques de l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale  |
| <b>15</b> | <b>24, 57</b>                         | Inspecteur des cours de sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale | à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :<br>a) professeur des cours généraux sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice,<br>b) professeur des cours généraux chimie au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice<br>c) professeur des cours généraux physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice  |

- |           |                       |  |   |
|-----------|-----------------------|--|---|
| <b>16</b> | <b>18, 20, 27, 56</b> | Inspecteur des cours de la formation historique, géographique, sociale et économique au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale | <ul style="list-style-type: none"> <li>d) professeur des cours généraux biologie au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>e) professeur des cours de sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> </ul> <p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur des cours généraux sciences humaines, histoire, géographie, sciences sociales, sciences économiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) professeur des cours généraux sciences humaines, histoire, géographie, sciences sociales, sciences économiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> </ul> |
| <b>17</b> | <b>58, 62</b>         | Inspecteur des cours d'éducation culturelle et artistique dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé et au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice              | <p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur de cours généraux éducation plastique au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) professeur de cours généraux éducation musicale au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>c) Maître d'éducation musicale</li> <li>d) Maître de travaux manuels</li> </ul>   |
| <b>18</b> | <b>6</b>              | Inspecteur des cours de philosophie et citoyenneté dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire inférieur de plein exercice  | <p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur des cours de philosophie et citoyenneté au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) maître de philosophie et citoyenneté</li> </ul>  |
| <b>19</b> | <b>5</b>              | Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement   | <p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p>   |

20	11	primaire et dans l'enseignement secondaire inférieur de plein exercice	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur de morale au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) maître de morale</li> </ul> à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur de religion catholique au degré inférieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) maître de religion catholique</li> </ul>
<b>Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification</b>			

N°	Ancien N°	Fonction d'inspecteur	Conditions pour exercer la fonction d'inspecteur
21		Inspecteur de l'enseignement secondaire supérieur ordinaire	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur des cours généraux au degré supérieur de l'enseignement secondaire</li> <li>b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle au degré supérieur de l'enseignement secondaire</li> </ul> et d'avoir exercé cette fonction dans l'enseignement ordinaire
22	23	Inspecteur des cours de mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur des cours généraux mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) professeur des cours de mathématique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> <li>c) professeur des cours de mathématique dans</li> </ul>

<b>23</b>	<b>36, 78</b>	Inspecteur des cours du secteur « agronomie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	<p>l'enseignement supérieur de promotion sociale</p> <p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <p>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « agronomie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</p> <p>b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « agronomie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</p> <p>c) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1er, 3e, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale (agronomie)</p>
<b>24</b>	<b>38</b>	Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	<p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <p>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement de plein exercice</p>
<b>25</b>	<b>40, 78</b>	Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	<p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <p>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</p> <p>b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</p> <p>c) professeur de cours techniques, professeur de pratique</p>

<b>26</b>	<b>42, 80</b>	Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	<p>professionnelle dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup> à 14<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale (construction)</p> <p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur «hôtellerie-alimentation» au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> <li>c) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans le domaine visé à l'article 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale (hôtellerie et alimentation)</li> </ul>
<b>27</b>	<b>43</b>	Inspecteur des cours du secteur « textile-habillement » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice, de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	<p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « textile-habillement » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur «textile-</li> </ul>



			habillement» au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale
			c) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans le domaine visé à l'article 1 <sup>er</sup> , 16 <sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale (textile-habillement)
<b>28</b>	<b>45</b>	Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur «services aux personnes» au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>29</b>	<b>30</b>	Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle secrétariat-bureautique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) professeur de cours techniques secrétariat-bureautique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale c) professeur de cours techniques secrétariat-bureautique dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1 <sup>er</sup> , au 20 <sup>o</sup> et 21 <sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale
<b>30</b>		Inspecteur des cours d'informatique au degré	à condition d'être détenteur des titres

		supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	requis pour exercer la fonction de :
<b>31</b>	<b>47</b>	Inspecteur des cours techniques de l'information et de la communication au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle « informatique » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> </ul> à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur de cours techniques de communication au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) professeur des cours techniques de communication au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> </ul>
<b>32</b>	<b>25, 46, 74</b>	Inspecteur des cours de chimie et du secteur « sciences appliquées » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : <ul style="list-style-type: none"> <li>c) professeur des cours généraux chimie au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>d) professeur des cours de chimie au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> <li>e) professeur des cours de chimie dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 39<sup>o</sup> et 40<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale</li> </ul>
<b>33</b>	<b>25, 46, 74</b>	Inspecteur des cours de biologie et du secteur « sciences appliquées » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur des cours généraux biologie au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> </ul>

		l'enseignement supérieur de promotion sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>b) professeur des cours de biologie au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> <li>c) professeur de cours de biologie dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 39° et 40° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale</li> </ul>
<b>34</b>	<b>26, 46, 74</b>	Inspecteur des cours de physique et du secteur « sciences appliquées » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	<p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur des cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) professeur des cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> <li>c) professeur de cours de physique dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 39° et 40° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale</li> </ul>
<b>35</b>	<b>19</b>	Inspecteur des cours d'histoire au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	<p>à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) professeur des cours généraux histoire au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice</li> <li>b) professeur des cours généraux histoire au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale</li> </ul>

- |           |           |   |  |
|-----------|-----------|---|--|
| <b>36</b> | <b>21</b> | Inspecteur des cours de géographie au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale        | c) professeur des cours généraux histoire dans l'enseignement supérieur de promotion sociale à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :  |
|           |           |   | a) professeur des cours généraux géographie au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice  |
|           |           |   | b) professeur des cours généraux géographie au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale   |
|           |           |   | c) professeur des cours généraux géographie dans l'enseignement supérieur de promotion sociale   |
| <b>37</b> | <b>28</b> | Inspecteur des cours de sciences économiques et du secteur « économie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice   | à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :   |
|           |           |   | a) professeur des cours généraux sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice  |
| <b>38</b> | <b>29</b> | Inspecteur des cours de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale | à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :   |
|           |           |   | a) professeur des cours généraux sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice   |
|           |           |   | b) professeur des cours généraux sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale  |
|           |           |   | c) professeur des cours de sciences sociales dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1 <sup>er</sup> , 36 <sup>o</sup> et 37 <sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale |

<b>39</b>	<b>17</b>	Inspecteur des cours de néerlandais au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux néerlandais au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>40</b>	<b>17</b>	Inspecteur des cours d'anglais au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux anglais au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>41</b>	<b>17</b>	Inspecteur des cours d'allemand au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux allemand au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>42</b>	<b>15</b>	Inspecteur des cours de langues romanes (italien-espagnol) au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux de langues romanes (italien-espagnol) au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) professeur des cours généraux de langues romanes (italien espagnol) au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale c) professeur de cours de langues romanes dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1 <sup>er</sup> , 24 <sup>o</sup> et 25 <sup>o</sup> de de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale

<b>43</b>	<b>12</b>	Inspecteur des cours de latin et grec ancien au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice et de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux de latin-grec ancien dans l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>44</b>	<b>14, 73</b>	Inspecteur des cours de français, de français langue étrangère dans l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice et de l'enseignement secondaire de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux français au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice b) professeur des cours généraux français langue étrangère au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice c) professeur des cours généraux français au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale d) professeur des cours généraux français langue étrangère au degré supérieur de l'enseignement secondaire de promotion sociale e) professeur des cours généraux français – français langue étrangère dans l'enseignement supérieur de promotion sociale
<b>45</b>	<b>34</b>	Inspecteur des cours d'éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours généraux éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>46</b>	<b>49</b>	Inspecteur des cours de philosophie et citoyenneté au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours de philosophie et citoyenneté au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>47</b>	<b>48</b>	Inspecteur des cours de morale non confessionnelle	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :



		dans l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice	a) professeur de morale au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>48</b>	<b>54</b>	Inspecteur des cours de religion catholique dans l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :  a) professeur de religion catholique au degré supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice
<b>49</b>	<b>7, 50</b>	Inspecteur des cours de religion israélite dans l'enseignement primaire et secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :  a) professeur de religion israélite dans l'enseignement secondaire de plein exercice  b) maître de religion israélite
<b>50</b>	<b>8, 51</b>	Inspecteur des cours de religion orthodoxe dans l'enseignement primaire et secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :  a) professeur de religion orthodoxe dans l'enseignement secondaire de plein exercice  b) maître de religion orthodoxe
<b>51</b>	<b>9, 52</b>	Inspecteur des cours de religion protestante dans l'enseignement primaire et secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :  a) professeur de religion protestante dans l'enseignement secondaire de plein exercice  b) maître de religion protestante
<b>52</b>	<b>10, 53</b>	Inspecteur des cours de religion islamique dans l'enseignement primaire et secondaire de plein exercice	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :  a) professeur de religion islamique dans l'enseignement secondaire de plein exercice  b) maître de religion islamique
<b>53</b>	<b>35, 60</b>	Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement de promotion sociale et dans l'enseignement artistique	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :  a) éducateur dans l'enseignement secondaire de plein exercice  b) éducateur-secrétaire dans l'enseignement de promotion sociale

**Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et  
de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning**

N°	Ancien N°	Fonction d'inspecteur	Conditions pour exercer la fonction d'inspecteur
54		Inspecteur de l'enseignement secondaire de promotion sociale	à condition détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours de l'enseignement secondaire de promotion sociale dans un domaine visé à l'article 1 <sup>er</sup> , 1° à 40° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement secondaire de promotion sociale et d'avoir exercé cette fonction dans l'enseignement de promotion sociale
55		Inspecteur de l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours de l'enseignement supérieur de promotion sociale dans un domaine visé à l'article 1 <sup>er</sup> , 1° à 40° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement secondaire de promotion sociale et d'avoir exercé cette fonction dans l'enseignement de promotion sociale
56	72	Inspecteur des cours de psychologie-pédagogie-méthodologie dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et dans	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur des cours de psychologie-pédagogie-méthodologie, professeur de de pratique professionnelle techniques éducatives ou

		l'enseignement supérieur de promotion sociale	professeur de cours techniques psychologie dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale
			b) professeur des cours de psychologie-pédagogie-méthodologie, professeur de cours techniques éducatives ou professeur de cours techniques psychologie dans l'enseignement supérieur de promotion sociale
57	77	Inspecteur des cours de sciences économiques et du secteur « économie » dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours généraux ou techniques de sciences économiques dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale b) professeur de cours de sciences économiques dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> à 3 <sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale
58	78	Inspecteur des cours du secteur « industrie » dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup> à 14 <sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines

<b>59</b>	<b>83</b>	Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	de formation dans l'enseignement de promotion sociale (industrie) à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « services aux personnes » dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale b) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1 <sup>er</sup> , 31 <sup>o</sup> à 35 <sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale (services aux personnes : services sociaux et familiaux, relations sociales)
<b>60</b>	<b>81</b>	Inspecteur des cours d'informatique dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle « informatique » dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale b) professeur de cours techniques informatique dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1 <sup>er</sup> , 28 <sup>o</sup> et 29 <sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale
<b>61</b>	<b>75</b>	Inspecteur des cours de néerlandais, anglais, allemand dans	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de :

- l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale
- a) professeur des cours généraux néerlandais dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale
  - b) professeur de cours de néerlandais dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup> et 25<sup>o</sup> de de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale
  - c) professeur des cours généraux anglais dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale
  - d) professeur de cours d'anglais dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup> et 25<sup>o</sup> de de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale
  - e) professeur des cours généraux allemand dans l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale
  - f) professeur de cours d'allemand dans l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup> et 25<sup>o</sup> de de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale

<b>N°</b>	<b>Ancien N°</b>	<b>Fonction d'inspecteur</b>	<b>Conditions pour exercer la fonction d'inspecteur</b>
<b>62</b>		Inspecteur de l'enseignement artistique à horaire réduit	à condition d'être détenteur des titres requis pour être nommé à la fonction de :  a) professeur de cours artistiques dans l'enseignement artistique et d'avoir exercé cette fonction dans l'enseignement artistique
<b>63</b>	<b>32, 65</b>	Inspecteur des cours d'éducation musicale dans l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice, des cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique	à condition d'être détenteur des titres requis pour être nommé à la fonction de :  a) professeur de cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique
<b>64</b>	<b>31, 67, 82</b>	Inspecteur des cours d'éducation plastique et du secteur « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire de plein exercice, des cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique	à condition d'être détenteur des titres requis pour être nommé à la fonction de :  a) professeur de cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique
<b>65</b>	<b>66</b>	Inspecteur des cours artistiques du domaine des arts de la parole et du théâtre dans l'enseignement artistique	à condition d'être détenteur des titres requis pour être nommé à la fonction de :  a) professeur de cours artistiques du domaine des arts de la parole et du théâtre dans l'enseignement artistique
<b>66</b>	<b>68</b>	Inspecteur des cours artistiques du domaine de la danse et des arts circassiens dans l'enseignement artistique	à condition d'être détenteur des titres requis pour être nommé à la fonction de :



- a) professeur de cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique

**Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux**

<b>N°</b>	<b>Ancien N°</b>	<b>Fonction d'inspecteur</b>	<b>Conditions pour exercer la fonction d'inspecteur</b>
<b>67</b>		Inspecteur des centres psycho-médico-sociaux	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) conseiller psycho-pédagogique b) auxiliaire social c) auxiliaire paramédical d) auxiliaire logopédique et d'avoir exercé cette fonction dans un CPMS
<b>68</b>	<b>71</b>	Inspecteur des activités médicales – infirmier	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) auxiliaire paramédical dans les centres PMS b) infirmier dans l'enseignement fondamental ou secondaire de plein exercice
<b>69</b>	<b>71, 61</b>	Inspecteurs des activités paramédicales - logopède	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) auxiliaire logopédique dans les centres PMS b) logopède dans l'enseignement fondamental ou secondaire de plein exercice
<b>70</b>	<b>71, 61</b>	Inspecteur des activités paramédicales kinésithérapeute-ergothérapeute-psychomotricien	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) kinésithérapeute dans l'enseignement fondamental ou secondaire de plein exercice b) ergothérapeute dans l'enseignement fondamental ou secondaire de plein exercice

<b>71</b>	<b>69</b>	Inspecteur de la discipline psychologique	c) psychomotricien dans l'enseignement fondamental ou secondaire de plein exercice à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) conseiller psycho-pédagogique dans les centres PMS b) psychologue dans l'enseignement fondamental ou secondaire de plein exercice
<b>72</b>	<b>70</b>	Inspecteur de la discipline sociale	à condition d'être détenteur des titres requis pour exercer la fonction de : a) auxiliaire social dans les centres CPMS b) assistant social dans l'enseignement fondamental ou secondaire de plein exercice

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/006921]

**18 APRIL 2024.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst en verschillende bepalingen betreffende de sturing in het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**HOOFDSTUK 1** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst*

**Artikel 1.** In artikel 1, § 2, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst,

1° worden in punt 7. de woorden "als bedoeld in artikel 1.3.1-1, 23° van het Wetboek" ingevoegd na de woorden "de onderwijsinrichtingen";

2° wordt in punt 13. de eerste letter van het artikel "De" vervangen door dezelfde kleine letter "d".

**Art. 2.** In artikel 3, § 2, van hetzelfde decreet

1° wordt in lid 1 de komma voor de woorden "van het Wetboek" geschrapt;

2° wordt in lid 2 het woord "maximaal" ingevoegd voor de woorden "9 zonedirecteurs" en "88 afgevaardigden";

3° worden in lid 6 de woorden "Na de werking van de Dienst te hebben geëvalueerd, kan de Regering" vervangen door de woorden "De Regering evalueert de werking van de Dienst om de zes jaar. Na de evaluatie kan zij";

4° wordt in hetzelfde lid het woord "2025" vervangen door "2026".

**Art. 3.** De titel van titel II "Titel II. - De initiële opleiding en de kwalificatie die toegang verschaffen tot de functies van zonedirecteur en afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst" van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd: "Titel II. - Toegang tot de functies van zonedirecteur en afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst".

**Art. 4.** In artikel 7, § 3 van hetzelfde decreet wordt het woord "gemachtigd" vervangen door het woord "gemobiliseerd".

**Art. 5.** De titel van hoofdstuk I van titel II "Hoofdstuk I. - De initiële opleiding" wordt als volgt gewijzigd: "Hoofdstuk 1. - De toegangsvoorwaarden".

**Art. 6.** In artikel 10 van hetzelfde decreet,

1° lid 1,

- worden de woorden "een initiële opleiding en" geschrapt;

- worden de woorden "een kwalificatieproef" vervangen door de woorden "een toelatingsproef tot de stage";

- wordt in de Franse tekst het woord "visées" vervangen door het woord "visée";

2° lid 2,

- worden de woorden "van de initiële opleiding en" geschrapt en worden de woorden "de kwalificatieproef" vervangen door "de proef";

- wordt in de Franse tekst het woord "visées" vervangen door het woord "visée".

**Art. 7.** De artikelen 11 tot 20 en de titel van hoofdstuk II van hetzelfde decreet worden ingetrokken en vervangen door de volgende artikelen en titel.

*"Artikel 11. - Op voorstel van de coördinerende afgevaardigde stelt de Regering het aantal in te vullen functies vast en verdeelt deze per zone en zonegroep.*

**Artikel 12.** - *De functies van zonedirecteur worden in de eerste plaats vervuld door de toelating tot de stage van benoemde afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 14, § 1 of § 2, op de datum van de indiening van hun aanvraag tot deelneming aan de toelatingsproef tot de stage en tot de dag van de benoeming, en die zich kandidaat hebben gesteld bij een interne oproep, na succesvolle afronding van een specifieke proef, een stage van één jaar en een specifieke benoemingsproef.*

*Voor deze functies wordt alleen een openbare oproep gedaan als er via deze procedure of in de reserve geen kandidaat beschikbaar is.*

*In voorkomend geval wordt een reserve per zonegroep gevormd voor een periode van vijf jaar. Deze reserve heeft voorrang op de reserve die na een openbare oproep wordt gevormd.*

*Wanneer een betrekking vacant is en er geen laureaten (meer) zijn in een zonegroep, maar wel in de andere zones, wordt de betrekking aangeboden aan deze laureaten van die andere zones in de volgorde van de algemene rangschikking.*

**Artikel 13.** - *De Regering lanceert een openbare oproep waarin zij de personeelsleden of elke andere persoon uitnodigt om zich kandidaat te stellen voor de toelatingsproef tot de stage in deze betrekkingen, waarbij zij een of meerdere zonegroepen aangeven waarvoor zij zich kandidaat stellen, om hen desgevallend in volgorde van voorkeur te rangschikken.*

*Tijdens de zomervakantie mogen er geen oproepen voor kandidaten worden gelanceerd en mogen er geen kandidaturen worden ingediend.*

*De vier zonegroepen zijn de volgende:*

a) *Waals-Brabant en Brussel;*

b) *Henegouwen-centrum en Picardisch Wallonië;*

c) *Henegouwen-zuid, Luxemburg en Namen;*

d) Hoei-Borgworm, Verviers en Luik.

**Artikel 14.** - § 1. Alleen personen die op de datum van indiening van hun aanvraag tot deelneming aan de toelatingsproef tot de stage en tot de dag van de benoeming voldoen aan de volgende voorwaarden, mogen zich inschrijven voor de proeven voor de functie van zonedirecteur en/of afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst:

1° Belg zijn of staatsburger van een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland of in het bezit zijn van een geldige verblijfs- en werkvergunning;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° minstens houder zijn van een academische graad van bachelorniveau in de betekenis van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

7° een functie bekleden in het onderwijs dat wordt gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

8° een anciënniteit van ten minste zeven jaar hebben;

9° geen sanctie of tuchtstraf gekregen hebben gedurende de laatste vijf jaar;

10° niet van zijn ambt ontheven zijn bij toepassing van artikelen 65, § 1, 75, § 1, 90, § 1 of 96;

11° de volgende beroepservaring aantonen:

a) voor toegang tot de functie van zonedirecteur:

- ten minste twee jaar ervaring in het management of de coördinatie van een team van volwassenen;

- een significante ervaring in een van de domeinen waarop de taken van de zonedirecteur betrekking hebben, hetzij inzake audit, systemische analyse, analyse van variabelen/indicatoren, opleiding of begeleiding van volwassenen;

b) voor toegang tot de functie van afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst:

- een significante ervaring in een van de domeinen waarop de taken van de afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst betrekking hebben, hetzij inzake audit, systemische analyse, analyse van variabelen/indicatoren, opleiding of begeleiding van volwassenen.

Kan zich ook inschrijven een personeelslid met een functie van rang 1 of rang 2 in een hogeschool dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, lid 1, en dat de anciënniteit heeft verworven bedoeld in lid 1, 8. in het basisonderwijs, kleuteronderwijs, lager onderwijs, secundair onderwijs, onderwijs voor sociale promotie of kunstonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Personen die niet voldoen aan alle of een van de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 7. en 8., kunnen zich inschrijven mits zij vanaf de datum van indiening van hun aanvraag tot deelneming voldoen aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 1., 2., 3., 4., 5., 6. en 10.

Daarnaast moeten de kandidaten nuttige beroepservaring van ten minste zeven jaar aantonen, waaronder ten minste drie jaar in audit, systemische analyse, analyse van variabelen/indicatoren, opleiding of begeleiding van volwassenen en ten minste twee jaar in de coördinatie van een team van volwassenen als zij zich wil inschrijven voor de kwalificatieproef bedoeld in artikel 10 die toegang geeft tot de functie van zonedirecteur.

In hun aanvraag tot deelneming lichten de kandidaten hun eerdere beroepservaring toe en leggen ze uit waarom deze nuttig is voor de uitoefening van een functie als zonedirecteur of afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst. De examencommissie beoelnd in artikel 20 beoordeelt het nut van de beroepservaring van de kandidaten.

Indien een kandidaat personeelslid is in het onderwijs of lid is van ander personeel onder een statuut dat onderworpen is aan tuchtsancties, moet hij bovendien voldoen aan de voorwaarde voorzien in § 1, 9.

§ 3. De Regering bepaalt de vorm en termijn volgens dewelke de kandidatuur bedoeld in de paragraaf 1 en 2 moet worden ingediend.

§ 4. Wie niet meer aan alle voorwaarden voldoet die naargelang het geval bedoeld zijn in paragraaf 1 of paragraaf 2, mag niet verder deelnemen aan de proeven of de stage.

§ 5. De in artikel 20 bedoelde examencommissie(s) verifieert (verifiëren) of aan de voorwaarden is voldaan op het moment van indiening van de aanvraag tot deelneming. De examencommissies kunnen tijdens de procedure controles uitvoeren en elke kandidaat is verplicht hen onverwijld op de hoogte te stellen van elke wijziging. Wanneer een kandidaat niet langer aan een voorwaarde voldoet, wordt deze uitgesloten.

De examencommissie bedoeld in artikel 66, § 3, en artikel 82, § 3 verifieert of aan de voorwaarden is voldaan op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot deelneming en op het ogenblik van de benoeming.

**Artikel 15.** - § 1. Voor de berekening van de anciënniteit bedoeld in artikel 14, § 1, lid 1, 8. worden enkel de diensten in aanmerking genomen die de kandidaat, in welke hoedanigheid ook, werkelijk heeft gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel of van het paramedisch personeel en het personeel van de Algemene inspectiedienst.

§ 2. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de anciënniteit bedoeld in artikel 14, § 1, lid 1, 8.:

1° worden de diensten die als tijdelijk personeelslid werkelijk werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties meegerekend als anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen die worden geteld vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode, met inbegrip van, als ze in die periode worden meegerekend, de ontspanningsverloven, de winter- en lentevakantie, alsook de moederschapsrust en het verlof voor opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij, toegekend vanaf 1 januari 1999, waarbij dat aantal dagen met 1,2 wordt vermenigvuldigd;

2° worden de werkelijke diensten die in een andere hoedanigheid dan tijdelijk personeelslid in een ambt met volledige dienstprestaties werden gepresteerd, geteld per kalendermaand, waarbij deze die niet de hele maand dekken, niet worden meegerekend;

3° worden de in aanmerking komende diensten die werden gepresteerd gedurende de maand tijdens welke het personeelslid voor de eerste keer in een andere hoedanigheid dan die van tijdelijk personeelslid aangesteld of aangeworven is, geacht als tijdelijk personeelslid te zijn gepresteerd;

4° worden de werkelijke diensten die werden gepresteerd in een ambt met onvolledige prestaties dat ten minste de helft van het aantal uren telt dat vereist is voor het ambt met volledige dienstprestaties, in aanmerking genomen op dezelfde wijze als de diensten gepresteerd in een ambt met volledige prestaties;

5° wordt het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat niet de helft van het aantal uren telt dat vereist is voor het ambt met volledige prestaties, met de helft verminderd;

6° mag de duur van de diensten die in twee of meer ambten werden gepresteerd, met volledige of onvolledige dienstprestaties, die gelijktijdig werden uitgeoefend, nooit de duur overschrijden van de diensten die werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties tijdens dezelfde periode;

7° maken dertig dagen één maand uit;

8° mag de duur van de in aanmerking komende diensten die de kandidaat telt, nooit twaalf maanden overschrijden voor een kalenderjaar.

## Hoofdstuk II. - De toelatingsproef tot de stage

**Artikel 16.** - De toelatingsproef tot de stage omvat een schriftelijk en een mondeling gedeelte.

De Regering stelt de specifieke, technische en algemene vaardigheden en gedragsvaardigheden vast die worden verwacht vanaf de start van de stage van de zonedirecteur en de afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst, waaronder die welke zijn opgenomen in elke vaardigheids categorie van de ambtsprofielen die door de Regering zijn vastgesteld op basis van artikelen 5 en 7. De evaluatiecriteria moeten één tot drie vaardigheden per hierboven genoemde vaardigheids categorie omvatten. De toelatingsproef tot de stage voor de functie van zonedirecteur omvat noodzakelijkerwijs een vaardigheid met betrekking tot het management van medewerkers.

De Regering legt ook de modaliteiten vast van elk van de onderdelen van de toelatingsproef tot de stage en de evaluatiecriteria voor elk van hen op basis van de in het vorige lid bedoelde vaardigheden.

Het schriftelijke gedeelte van de proef heeft de vorm van een meerkeuzevragenlijst met theoretische vragen.

Dit gedeelte van de proef betreft de specifieke en technische kennis en vaardigheden bedoeld in lid 2.

Het mondelinge gedeelte van de proef bestaat uit een gesprek voor een van de examencommissies bedoeld in artikel 20.

Dit gedeelte van de proef betreft het vermogen om vragen te beantwoorden over het inschatten van situaties die blijk geven van de technische vaardigheden op het vlak van mondelinge communicatie en de algemene vaardigheden en gedragsvaardigheden bedoeld in lid 2.

**Artikel 17.** - Na het schriftelijke gedeelte van de proef worden de kandidaten gerangschikt op basis van de verkregen resultaten.

De best gerangschikte kandidaten worden toegelaten tot het mondelinge gedeelte van de proef voor de examencommissie tot een aantal dat overeenkomt met het aantal in te vullen vacatures vermenigvuldigd met drie voor de toelatingsproef tot de stage in de functie van afgevaardigde met doelstellingenovereenkomst en vermenigvuldigd met vier voor de toelatingsproef tot de stage in de functie van zonedirecteur.

Na het mondelinge gedeelte van de proef worden de kandidaten gerangschikt op basis van de verkregen resultaten. Er worden twee rangschikkingen opgesteld: een algemene rangschikking van alle kandidaten en een rangschikking per gekozen zonegroep.

**Artikel 18.** - Het schriftelijke gedeelte van de proef wordt beoordeeld op 50 punten, net als het mondelinge gedeelte.

Om in aanmerking te komen voor de algemene rangschikking, moet een kandidaat minstens 60 punten op het totaal van 100 punten van de proef halen.

De algemene rangschikking wordt vervolgens onderverdeeld per zonegroep in functie van de door de kandidaat gekozen zonegroep(en).

De aldus vastgestelde rangschikking komt overeen met een reserve per zonegroep met een geldigheidsduur van vijf jaar vanaf de datum waarop de rangschikking voor de betrokken zonegroep werd opgesteld.

**Artikel 18/1.** - De specifieke proef bedoeld in artikel 12 bestaat uit de mondelinge presentatie, voor de examencommissie bedoeld in artikel 20, van een schriftelijke productie over:

a. hoe de kandidaat zich gaat integreren in alle onderdelen van de organisatie;

b. de visie op de functie van zonedirecteur met betrekking tot zijn specifieke taken.

De examencommissie baseert haar beoordeling op het evaluatiecriterium met betrekking tot de algemene en gedragsvaardigheid "relaties aangaan".

De in artikel 12 bedoelde specifieke proef wordt geëvalueerd op 100 punten en om in aanmerking te worden genomen in de specifieke rangschikking, moet een kandidaat minstens 60 punten behalen.

Na de proef van de specifieke proef zoals bedoeld in artikel 12 worden de kandidaten gerangschikt op basis van de verkregen resultaten. Er worden twee rangschikkingen opgesteld: een algemene rangschikking van alle kandidaten en een rangschikking per gekozen zonegroep.

De algemene rangschikking wordt vervolgens onderverdeeld per zonegroep in functie van de zonegroep(en) waarvoor het personeelslid zich kandidaat stelt.

**Artikel 19.** - Behoudens artikel 12 en artikelen 62 en 77, laat de Regering de hoogst gerangschikte kandidaten per zonegroep toe tot de stage.

Wanneer er meerdere vacatures zijn in eenzelfde zonegroep, wordt de keuze van de aanstellingszone overgelaten aan de kandidaten in de volgorde van rangschikking voor de betreffende groep.

Laureaten die geen nuttige positie hebben in de rangschikking, vormen een reserve voor een periode van vijf jaar.

Wanneer een betrekking vacant is en er geen laureaten (meer) zijn in een zonegroep, maar wel in de andere zones, wordt de betrekking aangeboden aan deze laureaten van die andere zones in de volgorde van de algemene rangschikking.

**Artikel 20.** - Er worden als volgt een of meer examencommissie(s) voor toelating tot de stage samengesteld:

1° de coördinerende afgevaardigde of een ambtenaar-generaal met ten minste rang 15 die door de Regering wordt aangesteld uit de ambtenaren-generaal, als voorzitter;

2° twee vertegenwoordigers van het Algemeen Bestuur van Onderwijs, waarvan er minstens één lid is van het vaste personeel van de Algemene sturingsdienst voor de scholen;

3° minstens één en maximaal twee externe experts met een specifieke vaardigheid in verband met een van de taken van de functie die door de aanwerving wordt beoogd, aangewezen door de Regering.

Voor elk effectief lid van de examencommissie van de toelatingsproef stelt de Regering volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervanger aan.

Het mandaat van de examencommissieleden is kosteloos. Aan de in lid 1, 3. bedoelde expert kan evenwel een financiële vergoeding worden toegekend volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel kunnen de vertegenwoordigers van de vakbonden de vergaderingen van deze examencommissie(s) als waarnemers bijwonen.

De Regering stelt de modaliteiten vast voor de werking van de examencommissie voor toelating tot de stage.

De diensten van een externe dienstverlener voor de organisatie van de gehele of gedeeltelijke toelatingsproef tot de stage kunnen aan de examencommissie worden toegevoegd.

Wanneer er meerdere examencommissies zijn samengesteld, komen de voorzitters van elke examencommissie als college samen om te overleggen en de coördinatie van de examencommissies te organiseren, teneinde een beoordeling op gemeenschappelijke basis te garanderen.”.

**Art. 8.** In artikel 23 van hetzelfde decreet wordt het cijfer “20” vervangen door het cijfer “15”.

**Art. 9.** In artikel 44, lid 1, 5. van hetzelfde decreet wordt het woord “minstens” vervangen door het woord “maximaal”.

**Art. 10.** In artikel 46, § 2 van hetzelfde decreet worden de woorden “de adviezen” vervangen door de woorden “het voorstel en de voordracht”.

**Art. 11.** In artikel 49 van hetzelfde decreet,

1° wordt de melding “§ 1.” geschrapt;

2° wordt het woord “afgevaardigde-generaal” vervangen door de woorden “coördinerende afgevaardigde”.

**Art. 12.** In artikel 58, lid 2 van hetzelfde decreet wordt het cijfer “109” vervangen door het cijfer “110”.

**Art. 13.** Artikel 63 van hetzelfde decreet wordt ingetrokken.

**Art. 14.** Een ondertitel “Onderafdeling 1. De aanvang van de stage” wordt ingevoegd tussen artikel 62 en artikel 64 van hetzelfde decreet.

**Art. 15.** Artikel 64 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

“Artikel 63. - Wanneer er een betrekking van het bevorderingsambt van zonedirecteur vacant is en onverminderd de toepassing van artikel 62, past de Regering of haar afgevaardigde eerst de rangschikking toe van de wervingsreserve bedoeld in artikel 12, lid 3 en vervolgens de rangschikking van de wervingsreserve bedoeld in artikel 18, lid 4.

De bevoegde minister nodigt de best gerangschikte kandidaat uit om de stage aan te vatten. Als de betrokken kandidaat binnen de acht werkdagen niet gunstig reageert op deze uitnodiging, nodigt de bevoegde minister de volgende gerangschikte kandidaat uit om de stage aan te vatten, enzovoort.

De kandidaat die de uitnodiging om de stage in de zonegroep waarvoor hij zich heeft gepresenteerd aan te vatten, een eerste keer afwijst, verliest het voordeel van zijn rangschikking niet wanneer een andere betrekking van het bevorderingsambt van zonedirecteur vacant is.

Na een tweede weigering wordt hij verwijderd van de reservelijst voor de betrokken zonegroep, maar behoudt hij zijn plaats in de algemene rangschikking.”.

**Art. 16.** Tussen artikel 64 en artikel 65 van hetzelfde decreet wordt de volgende ondertitel ingevoegd: “Onderafdeling 2. Duur van de stage”.

**Art. 17.** Artikel 65 van hetzelfde decreet wordt artikel 64 en in dat artikel:

1° worden in paragraaf 1 de woorden “een jaar in het in artikel 12 bedoelde geval” ingevoegd na de woorden “twee jaar”;

2° paragraaf 2,

- worden in lid 1 de woorden “bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht” geschrapt;

- wordt in lid 2 punt 2. geschrapt, wordt punt 3. punt 2. en wordt punt 4. punt 3.;

3° worden in paragraaf 3, lid 2 de woorden “met het oog op adoptie en pleegvoogdij” vervangen door de woorden “voor opvang met het oog op adoptie, pleegvoogdij en plaatsing in een pleeggezin”.

**Art. 18.** Tussen artikel 65 en artikel 66 wordt de volgende ondertitel ingevoegd: “Onderafdeling 3. Evaluatie”.

**Art. 19.** Artikel 66 van hetzelfde decreet wordt artikel 65 en in dat artikel:

1° paragraaf 1,

- lid 1,

\* worden de woorden “aan het einde van het eerste stagejaar” vervangen door de woorden “in de achtste stagem maand”;

\* en worden aan het einde van de eerste zin de woorden “volgens de door de Regering vastgelegde modaliteiten” ingevoegd;

- lid 2,

\* worden de woorden “opleiding voor arbeidsintegratie” vervangen door “beroepsopleiding”;

\* wordt het cijfer “67” vervangen door het cijfer “66”;

- worden in lid 3 de woorden “Met het oog op de toekenning van de evaluatie wordt een onderhoud met het personeelslid georganiseerd en wordt een evaluatieverslag opgesteld” vervangen door de woorden “De evaluatie bestaat uit een onderhoud met het personeelslid en een evaluatieverslag”;

- wordt in lid 4 het woord “ongunstig” vervangen door het woord “met voorbehoud”;



- wordt lid 5 vervangen door de volgende twee leden:

"Bij de vermelding "gunstig" kan het personeelslid op elk moment in de loop van het tweede stagejaar opnieuw worden geëvalueerd. Die evaluatie resulteert in de toekenning van de vermelding "gunstig", "met voorbehoud" of "ongunstig". De evaluatie aan het einde van de stage kan enkel resulteren in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "ongunstig".

Bij een vermelding "met voorbehoud" wordt ten vroegste na twaalf maanden en ten laatste in de veertiende stagemaand een tweede evaluatie gedaan. Die evaluatie resulteert in de toekenning van de vermelding "gunstig", "met voorbehoud" of "ongunstig". Een derde evaluatie aan het einde van de stage kan enkel resulteren in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "ongunstig".;

- lid 6, dat lid 7 wordt,

\* eerste zin,

- wordt het woord "Er" vervangen door de woorden "In ieder geval";

- worden de woorden "tweede of derde" ingevoegd tussen de woorden "aan het einde van de" en "evaluatie";

\* worden in de tweede zin de woorden "eindigt de stage na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing" ingevoegd tussen de woorden "In dat geval" en "neemt het personeelslid";

\* wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken.";

- wordt een lid 8 ingevoegd, dat als volgt luidt: "De door de stagiair verkregen vermelding wordt hem ter kennis gebracht hetzij per aangetekend schrijven, hetzij door overhandiging van een brief, hetzij per e-mail naar het opgegeven adres, in alle gevallen met ontvangstbewijs.";

2° wordt paragraaf 2 geschrapt;

3° wordt paragraaf 3 paragraaf 2 en worden in de eerste zin van paragraaf 2, lid 2 de woorden "een maand" vervangen door de woorden "twee maanden";

4° wordt een nieuwe paragraaf 3 ingevoegd, die als volgt luidt: "In het in artikel 12 bedoelde geval vindt één enkele evaluatie plaats, uiterlijk zes maanden na de indiensttreding, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten. De evaluatie resulteert in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "met voorbehoud".

Een tweede evaluatie, aan het einde van de stage, kan alleen resulteren in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "ongunstig".

De stagiair die een vermelding "ongunstig" krijgt, kan binnen de tien dagen na de kennisgeving via hiërarchische weg per aangetekend schrijven een schriftelijke klacht indienen tegen deze vermelding bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 121.

De Raad van beroep brengt de Regering zijn advies uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De Regering neemt haar beslissing en kent de evaluatievermelding van het stagedoend personeelslid toe binnen een termijn van een maand vanaf de datum van ontvangst van het advies.";

5° wordt een nieuwe paragraaf 4 ingevoegd, die als volgt luidt: "§ 4. Wanneer de regering de vermelding "ongunstig" toekent na het beroep van de stagiair, wordt de stage van het personeelslid van rechtswege beëindigd onder dezelfde voorwaarden als bedoeld in paragraaf 1, lid 8."

**Art. 20.** Voor artikel 67 van hetzelfde decreet wordt een nieuwe titel ingevoegd, die als volgt luidt: "Onderafdeling 4. De beroepsopleiding en de proef die toegang geeft tot de benoeming".

**Art. 21.** Artikel 67 van hetzelfde decreet wordt artikel 66 en in dat artikel:

1° wordt paragraaf 1 vervangen door de volgende paragraaf:

*"§ 1. De beroepsopleiding van zonedirecteur tijdens de stage duurt minimaal 234 uur en bestaat uit vijf luiken.*

*De eerste vier luiken van de initiële opleiding zijn gemeenschappelijk voor de functies van zonedirecteur en afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst.*

*De beroepsopleiding van de benoemde afgevaardigden met een doelstellingenovereenkomst die zijn toegelaten tot de stage met het oog op een benoeming in de functie van zonedirecteur, duurt minimaal 30 uur en bestaat uit één luik, zoals bedoeld in punt 5.*

1° Het eerste luik van de beroepsopleiding, dat minimaal 48 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

a) zaken in vraag stellen, afstand nemen en nadenkend analyseren op basis van onderwijsvraagstukken en -beleidslijnen;

b) zich aanpassen aan de diversiteit van de institutionele en schoolcontexten;

c) zijn eigen actie evalueren ter bevordering van het vermogen na te denken en zich professioneel te ontwikkelen in het kader van de toekomstige functie en taken en om behoeften op het gebied van opleiding of regelgeving te kunnen identificeren;

d) een portfolio opstellen dat getuigt van de ontwikkeling van vaardigheden die specifiek zijn voor de uitoefening van de toekomstige functie en taken.

2° Het tweede luik van de beroepsopleiding, dat minimaal 33 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

a) de evolutie van het onderwijssysteem kennen om de huidige organisatie van het onderwijs in de Federatie Wallonië-Brussel te begrijpen;

b) verschillende modellen voor de sturing van een onderwijssysteem en het bestuur van scholen en onderwijsinstellingen begrijpen en de kansen en effecten van elk van hen identificeren;

c) de waarden, de uitdagingen, de systemische benadering van de sturing van het onderwijssysteem en het bestuursmodel identificeren van de onderwijsinstellingen die met name worden bevorderd door het Pacte pour un Enseignement d'Excellence;

d) de plaats, de rol en de complementariteit van de verschillende diensten van het Algemeen Bestuur van Onderwijs identificeren.

3° Het derde luik van de beroepsopleiding, dat minimaal 75 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

- a) met open boek de wetgevings- en verordeningsmateries verbonden aan het ambt van afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst en zonedirecteur beheersen;
- b) kwantitatieve en kwalitatieve gegevens en indicatoren lezen, begrijpen en interpreteren;
- c) procedures invoeren voor het sluiten en evalueren van doelstellingenovereenkomsten;
- d) verslagen en adviezen opstellen die getuigen van een goede organisatie van de informatie, duidelijke, effectieve en passende communicatie, argumentatie op basis van de analyse van de beschikbare gegevens en het gebruik van wettelijke en reglementaire vereisten;
- e) procedures invoeren voor het sluiten en evalueren van samenwerkingsprotocollen;
- f) zich de deontologie eigen maken die eigen is aan zijn functie (met inbegrip van het aannemen van een passende houding en het respecteren van de vertrouwelijkheid);
- g) zijn persoonlijke werking beheren en reguleren.

4° Het vierde luik van de beroepsopleiding, dat minimaal 48 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

- a) spreken in het openbaar en groepen leiden;
- b) in teamverband werken;
- c) conflicten beheren;
- d) de verschillende belanghebbenden ondervragen om relevante informatie te verzamelen en hun standpunten, houdingen en keuzes te begrijpen;
- e) adequaat reageren op weerstand tegen verandering, argumenteren en aanzetten tot nadenken.

5° Het vijfde luik van de beroepsopleiding is specifiek voor kandidaten voor de functie van zonedirecteur en duurt minimaal 30 uur. Het heeft tot doel bij deze laatsten omkaderings- en leidershipscompetenties te ontwikkelen en in het bijzonder de volgende vermogens:

- a) de specifieke taken van zonedirecteur begrijpen;
- b) procedures invoeren om de specifieke taken van zonedirecteurs te vervullen;
- c) een team beheren en tot een hecht geheel smeden, met name door de medewerkers te ondersteunen en motiveren, hun persoonlijke en professionele ontwikkeling en de ontwikkeling van het team te stimuleren vanuit het oogpunt van een lerende organisatie;
- d) een managementstijl ontwikkelen die team- en conflictmanagement, taakcoördinatie en projectmanagement bevordert;
- e) een ambtenaar evalueren;
- f) tuchtvoordringen instellen.”;

2° paragraaf 2,

- worden in leden 1, 2 en 3 de woorden “opleidingsplan voor arbeidsintegratie” vervangen door “beroepsopleidingsplan” en de woorden “opleiding voor arbeidsintegratie” door “beroepsopleiding”;

- wordt tussen lid 1 en lid 2 een nieuw lid ingevoegd, dat als volgt luidt: “Ingeval de stagiair reeds een opleiding heeft gevolgd waarvan de inhoud gelijk is aan die bedoeld in paragraaf 1, kan hij vrijstelling vragen van het volledige of een deel van het in het opleidingsplan voorziene programma, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.”;

- worden in lid 3, dat lid 4 wordt, de woorden “het Algemeen Bestuur van Onderwijs” vervangen door “de regeringsdiensten, met name het Algemeen Bestuur van Onderwijs of de Algemene sturingsdienst voor de scholen”;

- wordt een nieuw lid 5 ingevoegd na lid 4, dat als volgt luidt: “De Regering neemt de nodige maatregelen om een vergoeding toe te kennen aan opleiders die niet vallen onder het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2017 tot vaststelling van de nadere regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleiders bij de “Ecole d’administration publique” en de vormingsdiensten.”;

- worden in lid 4, dat lid 5 wordt, de woorden “een deel” vervangen door de woorden “een deel of alle delen”;

3° paragraaf 3,

- worden in lid 1 aan het einde van de zin de woorden “, door het nadenkend analyseren van twee casestudy’s die verband houden met de taken van zonedirecteur, waarvan er één betrekking heeft op het management van medewerkers” ingevoegd;

- lid 2,

\* worden in punt 1. aan het begin van de zin de woorden “de coördinerende afgevaardigde die voorzitter is of” ingevoegd vóór de woorden “een door de Regering”;

\* wordt punt 2. als volgt vervangen: “2. twee door de Regering aangestelde leden die het Algemeen Bestuur van Onderwijs vertegenwoordigen, waarvan ten minste één lid is van het vaste personeel van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra”;

\* punt 3.,

- worden de woorden “twee externe experts” vervangen door de woorden “minstens één en maximaal twee externe experts”;

- wordt het woord “initiële opleiding” vervangen door het woord “beroepsopleiding”;

- wordt tussen lid 4 en 5 een nieuw lid ingevoegd, dat als volgt luidt: “Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel kunnen de vertegenwoordigers van de vakbonden de vergaderingen van deze examencommissie(s) als waarnemers bijwonen.”;

- lid 6, dat lid 7 wordt,

\* wordt het woord “kwalificatieproef” vervangen door de woorden “proef die toegang geeft tot de benoeming”;

\* worden in punt 1. de woorden "van elk" tussen de woorden "kader" en "luik" vervangen door de woorden "van de eerste drie en het vijfde" en worden de woorden "initiële opleiding" vervangen door de woorden "beroepsopleiding bedoeld in paragraaf 1";

- worden in lid 7, dat lid 8 wordt, de woorden "de weging tussen de evaluatiecriteria" en "zonder dat ook maar een ervan de 40 % overschrijdt, alsmede" geschrapt;

- wordt een lid 8, dat lid 9 wordt, ingevoegd, dat als volgt luidt: "Op basis van zijn prestaties en rekening houdend met de stage-evaluaties wordt de stagiair geschikt of ongeschikt verklaard voor de functie. Hij kan met name ongeschikt worden verklaard indien zijn prestaties een belangrijk element aan het licht brengen dat onverenigbaar is met de uitoefening van de functie. Wordt beschouwd als een belangrijk element dat onverenigbaar is met de uitoefening van de functie de houding van een stagiair die alleen een controlerende taak uitvoert, de pedagogische vrijheid van de scholen schendt of in de praktijk posities inneemt die niet in overeenstemming zijn met de door de wetgever vastgestelde doelstellingen van verbetering van het onderwijssysteem of de prioritaire taken zoals gedefinieerd in de artikelen 1.4.1-1 en 1.4.1-2 van het Wetboek.";

4° paragraaf 4,

- lid 1,

\* eerste zin,

- worden in de Franse tekst de woorden "et sans préavis" geschrapt;

- worden de woorden "opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door "beroepsopleiding";

- wordt het cijfer "67" vervangen door het cijfer "66";

\* tweede zin,

- worden de woorden "eindigt de stage na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing" ingevoegd tussen de woorden "In dat geval" en "neemt het personeelslid";

\* wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken.";

- lid 4,

\* worden de woorden "een maand" tussen de woorden "maximaal" en "vanaf" vervangen door "twee maanden";

\* worden de woorden "en kent de evaluatievermelding toe aan het stagedoend personeelslid" geschrapt;

\* wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "De stage wordt beëindigd wanneer de Regering het niet-slagen bevestigt."

**Art. 22.** Artikel 68 van hetzelfde decreet wordt artikel 67 en in dat artikel:

1° worden in de eerste zin de woorden "drie maanden" vervangen door de woorden "zes weken";

2° worden in de tweede zin de woorden "neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en aanstelling weer op in vast verband" vervangen door de woorden "neemt het vastbenoemde of aangeworven personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en aanstelling weer op";

3° wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "De opzegtermijn kan met wederzijdse instemming worden ingekort."

**Art. 23.** Artikel 69 van hetzelfde decreet wordt artikel 68 en in dat artikel:

1° paragraaf 1,

- lid 1,

\* wordt het cijfer "67" vervangen door het cijfer "66";

\* worden de woorden "en aan het einde van de opleiding voor arbeidsintegratie bedoeld in artikel 67 §§ 1 en 2" geschrapt;

\* wordt het cijfer "66" vervangen door het cijfer "65";

- lid 2,

\* wordt het cijfer "66" vervangen door het cijfer "65";

\* worden drie nieuwe zinnen ingevoegd, die als volgt luiden: "De stage wordt beëindigd wanneer de Regering het niet-slagen bevestigt. De stage eindigt na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en aanstelling weer op, waarin hij vastbenoemd of aangeworven is. Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken.";

2° paragraaf 2,

- worden in lid 1 de woorden "waarvan het model door de Regering wordt vastgelegd" geschrapt;

- lid 2,

\* worden de woorden "ambtenaar-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal";

\* worden de woorden ", of bij e-mail naar het opgegeven adres" ingevoegd tussen de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" en de woorden "met ontvangstbewijs";

- wordt na lid 3 een nieuw lid 4 ingevoegd, dat als volgt luidt: "Als het personeelslid niet binnen 10 dagen antwoordt per e-mail met ontvangstbewijs, behoudens overmacht, wordt verondersteld dat het weigert en eindigt de stage van rechtswege.";

- worden in lid 4, dat lid 5 wordt, de woorden "vastbenoemde of aangeworven" ingevoegd tussen de woorden "het" en "personeelslid".

**Art. 24.** Tussen artikel 68 en artikel 70 van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 69 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 69. – In het geval bedoeld in artikel 12 volgt de stagiair uitsluitend het luik van de beroepsopleiding bedoeld in artikel 66, § 1, 5.

De stagiair wordt aan het einde van de stage uitsluitend op dit luik geëvalueerd door de examencommissie bedoeld in artikel 66, § 3.

De stagiair presenteert en verdedigt een portfolio, dat bestaat uit de presentatie van twee casestudy's die verband houden met de managementvaardigheden van een zonedirecteur, waarvan er één betrekking heeft op het management van medewerkers.

De examencommissie baseert haar beoordeling op de volgende evaluatiecriteria:

1° de mate van beheersing van de kennis en vaardigheden die worden verondersteld te zijn ontwikkeld in het kader van het luik gewijd aan zonedirecteurs van de beroepsopleiding bedoeld in artikel 66, § 1, 5.;

2° het vermogen om schriftelijk te communiceren;

3° het vermogen om mondeling te communiceren.

Op basis van zijn prestaties en rekening houdend met de dienstevaluaties tijdens de stage wordt de stagiair geschikt of ongeschikt verklaard voor de functie. Hij kan met name ongeschikt worden verklaard indien zijn prestaties een belangrijk element aan het licht brengen dat onverenigbaar is met de uitoefening van de functie. Wordt beschouwd als een belangrijk element dat onverenigbaar is met de uitoefening van de functie de houding van een stagiair die alleen een controlerende taak uitvoert, de pedagogische vrijheid van de scholen schendt of in de praktijk posities inneemt die niet in overeenstemming zijn met de door de wetgever vastgestelde doelstellingen van verbetering van het onderwijssysteem of de prioritaire taken zoals gedefinieerd in de artikelen 1.4.1-1 en 1.4.1-2 van het Wetboek.”.

**Art. 25.** Tussen het nieuwe artikel 69 en artikel 70 van hetzelfde decreet wordt een nieuwe titel ingevoegd, die als volgt luidt: “Afdeling III.- Benoeming in het bevorderingsambt van zonedirecteur”.

**Art. 26.** In artikel 70 van hetzelfde decreet,

1° punt 1.,

- wordt het cijfer 19 vervangen door het cijfer 14;

- wordt het woord “en” vervangen door het woord “of”;

2° wordt in punt 2. het cijfer “69” vervangen door het cijfer “68”;

3° wordt in punt 3. het cijfer “96” vervangen door het cijfer “95”.

**Art. 27.** In artikel 73, § 2, van hetzelfde decreet

1° wordt in lid 2, 1. het cijfer 19 vervangen door het cijfer 14;

2° wordt in lid 2 het woord “kwalificatieproef” vervangen door de woorden “proef die toegang geeft tot de benoeming”;

3° lid 3,

- wordt “16, § 4” vervangen door “18, lid 4”;

- worden de woorden “64, 2e en 3e lid” vervangen door het cijfer “63”.

**Art. 28.** In artikel 74, lid 4 van hetzelfde decreet wordt het cijfer “65” vervangen door het cijfer “64”.

**Art. 29.** In artikel 75, § 2 van hetzelfde decreet worden de woorden “drie maanden” vervangen door de woorden “zes weken”.

**Art. 30.** Artikel 78 van hetzelfde decreet wordt ingetrokken.

**Art. 31.** Tussen de artikelen 78 en 79 van hetzelfde decreet wordt een ondertitel ingevoegd: “Onderafdeling 1. Aanvang van de stage”.

**Art. 32.** In artikel 79 van hetzelfde decreet,

1° lid 1,

- worden de woorden “of haar afgevaardigde” ingevoegd tussen de woorden “Regering” en “de rangschikking”;

- wordt “16, § 4” vervangen door “18, lid 4”;

2° lid 2,

- wordt het woord “Zij” vervangen door de woorden “De bevoegde minister” aan het begin van de zin;

- worden de woorden “het best gerangschikte personeelslid”, “het betrokken personeelslid” en “het volgende gerangschikte personeelslid” respectievelijk vervangen door “de best gerangschikte kandidaat”, “de betrokken kandidaat” en “de volgende gerangschikte kandidaat”;

- worden de woorden “tien kalenderdagen” vervangen door de woorden “acht werkdagen”;

- wordt het woord “Regering” vervangen door de woorden “bevoegde minister”;

- wordt in de Franse tekst het woord “suivant” vervangen door het woord “ensuite”;

3° lid 3,

- worden de woorden “het best gerangschikte personeelslid”, “het betrokken personeelslid” en “het volgende gerangschikte personeelslid” respectievelijk vervangen door “de best gerangschikte kandidaat”, “de betrokken kandidaat” en “de volgende gerangschikte kandidaat”;

- worden de woorden “een eerste keer” ingevoegd tussen het woord “vatten” en het woord “afwijst”;

- worden de woorden “in de zonegroep waarvoor hij zich heeft gepresenteerd” ingevoegd tussen de woorden “stage” en de woorden “aan te vatten”;

4° wordt een nieuw lid 4 ingevoegd, dat als volgt luidt: “Bij een tweede weigering wordt de kandidaat uit de reserve geschrapt.”.

**Art. 33.** Tussen artikel 79 en artikel 80 van hetzelfde decreet wordt de volgende ondertitel ingevoegd: “Onderafdeling 2. Duur van de stage”.

**Art. 34.** In artikel 80 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 2,

- worden in lid 1 de woorden "bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht" geschrapt;

- lid 3,

\* wordt punt 3. punt 2.;

\* wordt punt 4. punt 3.

2° paragraaf 3, lid 2,

- worden de woorden "voor opvang" ingevoegd tussen de woorden "verlof" en "met het oog op";

- wordt het woord "en" vervangen door ", ";

- worden de woorden "en plaatsing in een pleeggezin ingevoegd tussen de woorden "pleegvoogdij" en "en de moederschapsrust".

**Art. 35.** Tussen artikel 80 en artikel 81 van hetzelfde decreet wordt de volgende ondertitel ingevoegd: "Onderafdeling 3. Evaluatie".

**Art. 36.** In artikel 81 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 1,

- lid 1,

\* worden de woorden "aan het einde van het eerste stagejaar" vervangen door de woorden "in de achtste stagemaand";

\* worden aan het einde van de zin de woorden "volgens de door de Regering vastgelegde modaliteiten" ingevoegd;

- worden in lid 2 de woorden "opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door "beroepsopleiding";

- worden in lid 4 de woorden "Met het oog op de toekenning van de evaluatie wordt een onderhoud met het personeelslid georganiseerd en wordt een evaluatieverslag opgesteld" vervangen door de woorden "De evaluatie bestaat uit een onderhoud met het personeelslid en een evaluatieverslag";

- wordt in lid 5 het woord "ongunstig" vervangen door het woord "met voorbehoud";

- wordt lid 6 vervangen door de volgende twee leden: "Bij de vermelding "gunstig" kan het personeelslid op elk moment in de loop van het tweede stagejaar opnieuw worden geëvalueerd. Die evaluatie resulteert in de toekenning van de vermelding "gunstig", "met voorbehoud" of "ongunstig". De evaluatie aan het einde van de stage kan enkel resulteren in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "ongunstig".

Bij een vermelding "met voorbehoud" wordt ten vroegste na twaalf maanden en ten laatste in de veertiende stagemaand een tweede evaluatie gedaan. Die evaluatie resulteert in de toekenning van de vermelding "gunstig", "met voorbehoud" of "ongunstig". Een derde evaluatie aan het einde van de stage kan enkel resulteren in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "ongunstig".;

- lid 6,

\* wordt het woord "Er" vervangen door de woorden "In ieder geval";

\* worden de woorden "tweede of derde" ingevoegd tussen "aan het einde van de" en "evaluatie";

\* wordt in de Franse tekst het artikel "1" vóór het woord "évaluation" geschrapt;

\* worden de woorden "eindigt de stage na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing" ingevoegd tussen de woorden "In dat geval" en "neemt het personeelslid";

\* wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken.";

- wordt een laatste lid ingevoegd, dat als volgt luidt: "De door de stagiair verkregen vermelding wordt hem ter kennis gebracht hetzij per aangetekend schrijven, hetzij door overhandiging van een brief, hetzij per e-mail naar het opgegeven adres, in alle gevallen met ontvangstbewijs."

2° wordt paragraaf 2 geschrapt;

3° wordt paragraaf 3 paragraaf 2 en worden in paragraaf 2, lid 2 de woorden "een maand" vervangen door de woorden "twee maanden";

4° wordt een paragraaf ingevoegd, die als volgt luidt: "§ 3. Wanneer de regering de vermelding "ongunstig" toekent, wordt de stage van het personeelslid van rechtswege beëindigd onder dezelfde voorwaarden als bedoeld in paragraaf 1, lid 7."

**Art. 37.** Tussen artikel 81 en artikel 82 van hetzelfde decreet wordt de volgende ondertitel ingevoegd: "Onderafdeling 4. De beroepsopleiding en de proef die toegang geeft tot de benoeming".

**Art. 38.** In artikel 82 van hetzelfde decreet,

1° wordt paragraaf 1 vervangen door de volgende bepaling:

*"§ 1. De beroepsopleiding van afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst tijdens de stage duurt minimaal 204 uur en bestaat uit vier luiken.*

*De vier luiken van de opleiding zijn gemeenschappelijk voor de functies van zonedirecteur en afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst.*

*1° Het eerste luik van de beroepsopleiding, dat minimaal 48 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:*

*a) zaken in vraag stellen, afstand nemen en nadenkend analyseren op basis van onderwijsvraagstukken en -beleidslijnen;*

*b) zich aanpassen aan de diversiteit van de institutionele en schoolcontexten;*

*c) zijn eigen actie evalueren ter bevordering van het vermogen na te denken en zich professioneel te ontwikkelen in het kader van de toekomstige functie en taken en om behoeften op het gebied van opleiding of regelgeving te kunnen identificeren;*

*d) een portfolio opstellen dat getuigt van de ontwikkeling van vaardigheden die specifiek zijn voor de uitoefening van de toekomstige functie en taken.*



2° Het tweede luik van de beroepsopleiding, dat minimaal 33 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

- a) de evolutie van het onderwijssysteem kennen om de huidige organisatie van het onderwijs in de Franse Gemeenschap te begrijpen;
- b) verschillende modellen voor de sturing van een onderwijssysteem en het bestuur van scholen en onderwijsinstellingen begrijpen en de kansen en effecten van elk van hen identificeren;
- c) de waarden, de uitdagingen, de systemische benadering van de sturing van het onderwijssysteem en het bestuursmodel identificeren van de onderwijsinstellingen die met name worden bevorderd door het Pacte pour un Enseignement d'Excellence;
- d) de plaats, de rol en de complementariteit van de verschillende diensten van het Algemeen Bestuur van Onderwijs identificeren.

3° Het derde luik van de beroepsopleiding, dat minimaal 75 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

- a) met open boek de wetgevings- en verordeningsmateries verbonden aan het ambt van afgevaardigde met een doelstellingenovereenkomst en zonedirecteur beheersen;
- b) kwantitatieve en kwalitatieve gegevens en indicatoren lezen, begrijpen en interpreteren;
- c) procedures invoeren voor het sluiten en evalueren van doelstellingenovereenkomsten;
- d) verslagen en adviezen opstellen die getuigen van een goede organisatie van de informatie, duidelijke, effectieve en passende communicatie, argumentatie op basis van de analyse van de beschikbare gegevens en het gebruik van wettelijke en reglementaire vereisten;
- e) procedures invoeren voor het sluiten en evalueren van samenwerkingsprotocollen;
- f) zich de deontologie eigen maken die eigen is aan zijn functie (met inbegrip van het aannemen van een passende houding en het respecteren van de vertrouwelijkheid);
- g) zijn persoonlijke werking beheren en reguleren.

4° Het vierde luik van de beroepsopleiding, dat minimaal 48 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

- a) spreken in het openbaar en groepen leiden;
- b) in teamverband werken;
- c) conflicten beheren;
- d) de verschillende belanghebbenden ondervragen om relevante informatie te verzamelen en hun standpunten, houdingen en keuzes te begrijpen;
- e) adequaat reageren op weerstand tegen verandering, argumenteren en aanzetten tot nadenken.”;

2° paragraaf 2,

- worden in leden 1 en 2 de woorden “opleidingsplan voor arbeidsintegratie” vervangen door “beroepsopleidingsplan” en de woorden “opleiding voor arbeidsintegratie” door “beroepsopleiding”;

- wordt tussen lid 1 en lid 2, dat lid 3 wordt, een nieuw lid ingevoegd, dat als volgt luidt: “Ingeval de stagiair reeds een opleiding heeft gevolgd waarvan de inhoud gelijk is aan die bedoeld in paragraaf 1, kan hij vrijstelling vragen van het volledige of een deel van het in het opleidingsplan voorziene programma, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.”;

- lid 3 dat lid 4 wordt,

\* worden de woorden “opleiding voor arbeidsintegratie” vervangen door “beroepsopleiding”;

\* worden de woorden “of het Algemeen Bestuur van Onderwijs” vervangen door “de regeringsdiensten, met name het Algemeen Bestuur van Onderwijs of de Algemene sturingsdienst voor de scholen”;

- wordt tussen lid 4 en voormalig lid 4, dat lid 6 wordt, een nieuw lid 5 ingevoegd, dat als volgt luidt: “De Regering neemt de nodige maatregelen om een vergoeding toe te kennen aan opleiders die niet vallen onder het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2017 tot vaststelling van de nadere regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleiders bij de “Ecole d'administration publique” en de vormingsdiensten.”;

- wordt in lid 6 het woord “een deel” vervangen door de woorden “een deel of alle delen”;

3° paragraaf 3,

- worden in lid 1 aan het einde van de zin de woorden “, door het nadenkend analyseren van twee casestudy's die verband houden met de taken van afgevaardigde met doelstellingenovereenkomst, waarvan er minstens één betrekking heeft op een dimensie die aan bod is gekomen in het derde luik van de beroepsopleiding zoals bedoeld in paragraaf 1, 3.” ingevoegd;

- lid 2,

\* worden in punt 1. aan het begin van de zin de woorden “de coördinerende afgevaardigde die voorzitter is of” ingevoegd vóór de woorden “een door de Regering”;

\* wordt punt 2. als volgt vervangen: “2. twee door de Regering aangestelde leden die het Algemeen Bestuur van Onderwijs vertegenwoordigen, waarvan ten minste één lid is van het vaste personeel van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra”;

\* punt 3.,

\* worden de woorden “twee externe experts” vervangen door de woorden “minstens één en maximaal twee externe experts”;

\* wordt het woord “initiële opleiding” vervangen door het woord “beroepsopleiding”;

- wordt tussen lid 4 en lid 5, dat lid 6 wordt, een nieuw lid ingevoegd, dat als volgt luidt: “Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel kunnen de vertegenwoordigers van de vakbonden de vergaderingen van deze examencommissie(s) als waarnemers bijwonen.”;



- lid 6, dat lid 7 wordt,

\* wordt het woord "kwalificatieproef" vervangen door de woorden "proef die toegang geeft tot de benoeming";

\* worden in punt 1. de woorden "in het kader van elk luik" vervangen door de woorden "in het kader van de eerste drie luiken" en worden de woorden "initiële opleiding" vervangen door de woorden "beroepsopleiding bedoeld in artikel 82, § 1, 1. tot 3.";

- worden in lid 7, dat lid 8 wordt, de woorden "de weging tussen de evaluatiecriteria" en "zonder dat ook maar een ervan de 40 % overschrijdt, alsmede" geschrapt;

- wordt een lid 9 ingevoegd, dat als volgt luidt: "Op basis van zijn prestaties en rekening houdend met de stage-evaluaties wordt de stagiair geschikt of ongeschikt verklaard voor de functie. Hij kan met name ongeschikt worden verklaard indien zijn prestaties een belangrijk element aan het licht brengen dat onverenigbaar is met de uitoefening van de functie. Wordt beschouwd als een belangrijk element dat onverenigbaar is met de uitoefening van de functie de houding van een stagiair die alleen een controlerende taak uitvoert, de pedagogische vrijheid van de scholen schendt of in de praktijk posities inneemt die niet in overeenstemming zijn met de door de wetgever vastgestelde doelstellingen van verbetering van het onderwijssysteem of de prioritaire taken zoals gedefinieerd in de artikelen 1.4.1-1 en 1.4.1-2 van het Wetboek.";

4° paragraaf 4,

- lid 1,

\* eerste zin,

\* worden in de Franse tekst de woorden "et sans préavis" geschrapt;

\* worden de woorden "opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door "beroepsopleiding";

\* worden de woorden "in artikel 82" vervangen door de woorden "in paragraaf 1";

\* worden in de tweede zin de woorden "eindigt de stage na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing" ingevoegd tussen de woorden "In dat geval" en "neemt het personeelslid";

\* wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken.";

- lid 4,

\* worden de woorden "één maand" vervangen door de woorden "twee maanden";

\* worden de woorden "en kent de evaluatievermelding toe aan het stagedoend personeelslid" geschrapt;

\* wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "De stage wordt beëindigd wanneer de Regering het niet-slagen bevestigt."

**Art. 39.** In artikel 83 van hetzelfde decreet,

1° worden in de eerste zin de woorden "drie maanden" vervangen door de woorden "zes weken";

2° tweede zin,

- worden de woorden "in vast verband" geschrapt;

- worden de woorden "vastbenoemde of aangeworven" ingevoegd tussen de woorden "het" en "personeelslid".

3° wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "De opzegtermijn kan met wederzijdse instemming worden ingekort."

**Art. 40.** In artikel 84 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 1,

- worden in lid 1 de woorden "opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door "beroepsopleiding";

- lid 2,

\* wordt het cijfer "3" vervangen door het cijfer "2";

\* worden na de eerste zin drie zinnen ingevoegd, die als volgt luiden: "Dit beroep is opschortend. De stage wordt beëindigd wanneer de Regering het niet-slagen bevestigt. De stage eindigt na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en het personeelslid neemt zijn oorspronkelijke ambt en aanstelling weer op, waarin hij vastbenoemd of aangeworven is. Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken.";

2° paragraaf 2,

- worden in lid 1 de woorden "waarvan het model door de Regering wordt vastgelegd" geschrapt;

- worden in lid 2 de woorden "of per e-mail naar het opgegeven adres" ingevoegd na "aangetekend schrijven";

- wordt een nieuw lid 4 ingevoegd na lid 3, dat als volgt luidt: "Als het personeelslid niet binnen 10 dagen antwoordt per e-mail met ontvangstbewijs, behoudens overmacht, wordt verondersteld dat het weigert en eindigt de stage van rechtswege.";

- worden in het laatste lid de woorden "vastbenoemde of aangeworven" ingevoegd tussen de woorden "het" en "personeelslid".

**Art. 41.** In artikel 85 van hetzelfde decreet,

1° wordt in punt 1. het cijfer "19" vervangen door het cijfer "14";

2° wordt het punt aan het einde van 2. vervangen door ",";

3° wordt een punt 3. ingevoegd, dat als volgt luidt: "3. niet van zijn ambt ontheven zijn bij toepassing van artikel 76 of artikel 95;

**Art. 42.** In artikel 88, § 2, van hetzelfde decreet

1° lid 1,

- wordt in de Franse tekst na "3°" een komma toegevoegd;

- wordt in punt 1. het cijfer "19" vervangen door het cijfer "14";

2° wordt in lid 2 het woord "kwalificatieproef" vervangen door de woorden "proef die toegang geeft tot de benoeming";

3° lid 3,

- wordt "16, § 4" vervangen door "18, lid 4";
- worden de woorden " , 2e en 3e lid" geschrapt.

**Art. 43.** In artikel 89, lid 3 van hetzelfde decreet worden de woorden "zonedirecteur" vervangen door de woorden "afgevaardigde met doelstellingenovereenkomst".

**Art. 44.** In artikel 90, § 2 van hetzelfde decreet worden de woorden "drie maanden" vervangen door de woorden "zes weken".

**Art. 45.** In artikel 92 van hetzelfde decreet,

- 1° wordt het cijfer "66" vervangen door het cijfer "65";
- 2° wordt het cijfer "69" vervangen door het cijfer "68".

**Art. 46.** In artikel 95, lid 2, worden de woorden "een maand" vervangen door de woorden "twee maanden".

**Art. 47.** In artikel 96 worden aan het einde van de zin de woorden "na het verstrijken van een termijn van zes weken" ingevoegd.

**Art. 48.** In artikel 97 van hetzelfde decreet,

1° worden in paragraaf 1, 2. de woorden "initiële opleiding bedoeld in artikel 10 en de opleiding voor arbeidsintegratie bedoeld in artikelen 67 en 82" vervangen door de woorden "beroepsopleiding, in voorkomend geval gevolgd door het benoemd personeel in 2021 of 2022";

2° paragraaf 2,

- lid 2,

\* worden de woorden "in de eerste plaats" geschrapt;

\* worden tussen de woorden "beroepsopleiding" en "of het Algemeen Bestuur" de woorden ", de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra" ingevoegd;

\* worden de woorden "die door het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan wordt erkend of aanvaard" geschrapt;

3° wordt een nieuw lid ingevoegd na lid 2, dat als volgt luidt: "De Regering neemt de nodige maatregelen om een vergoeding toe te kennen aan opleiders die niet vallen onder het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2017 tot vaststelling van de nadere regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleiders bij de "Ecole d'administration publique" en de vormingsdiensten".

**Art. 49.** In artikel 98 van hetzelfde decreet,

1° wordt in paragraaf 1 lid 2 vervangen door een lid dat als volgt luidt: "De opleiding tijdens de loopbaan wordt gevolgd door de benoemde personeelsleden en de voorlopig aangestelde personeelsleden.";

2° worden in de Franse tekst in paragraaf 2, lid 6 de woorden "l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue et le service de pilotage" vervangen door de woorden "celui-ci et le Service général de Pilotage des écoles";

3° paragraaf 3,

- lid 2,

\* worden de woorden "Sturingsdienst van de Scholen" vervangen door de woorden "Algemene sturingsdienst voor de scholen";

\* wordt in de Franse tekst het woord "pilotage" vervangen door het woord "Pilotage";

- lid 3,

\* wordt het woord "sturingsdienst" vervangen door de woorden "Algemene sturingsdienst";

\* wordt in de Franse tekst het woord "pilotage" vervangen door het woord "Pilotage";

4° worden in paragraaf 4 de woorden "Het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan verstrekt" vervangen door de woorden "In overleg met de coördinerende afgevaardigde, verstrekt het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding".

**Art. 50.** In artikel 141, lid 1 wordt punt 2. als volgt vervangen: "2. als het personeelslid niet meer voldoet aan de voorwaarde van artikel 142, 2., b) of artikel 142, 5. wordt toegepast";.

**Art. 51.** In artikel 142, § 1, 2., wordt letter a) als volgt vervangen: "a) Belg zijn of staatsburger van een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland of in het bezit zijn van een geldige verblijfs- en werkvergunning";.

**Art. 52.** Artikel 143 van hetzelfde decreet wordt ingetrokken.

**Art. 53.** Artikel 144 van hetzelfde decreet wordt ingetrokken.

#### HOOFDSTUK 2 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst*

**Art. 54.** In de titel van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst worden de woorden "algemene inspectiedienst" vervangen door de woorden "Algemene inspectiedienst".

**Art. 55.** In artikel 1, § 2, van hetzelfde decreet,

1° wordt tussen de punten 2° en 3° een punt 2°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt: "2°/1 'Wetboek': het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

2° wordt in punt 3° de definitie als volgt vervangen: "kleuteronderwijs, lager onderwijs en lager secundair onderwijs, georganiseerd in een gemeenschappelijke kern zoals bedoeld in artikel 1.2.1-5 van het Wetboek";

3° wordt in punt 5° de definitie als volgt vervangen: "het hoger secundair onderwijs georganiseerd in een kwalificatie- en overgangsafdeling zoals bedoeld in artikel 1.2.1-6 van het Wetboek";

4° punt 7°,

- wordt in de Franse tekst het woord "CPMS" vervangen door de woorden "Centre PMS";

- wordt de definitie als volgt vervangen: "het psycho-medisch-sociaal centrum bedoeld in de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra";

5° punt 8°,

- wordt het woord "lid" vervangen door het woord "personeelslid";

- worden de volgende woorden geschrapt: "die, voor een bepaalde zone, met name bevoegd is voor de contractualiseringsprocedure van de sturingsplannen, voor de follow-up van de uitvoeringsgraad ervan en voor de evaluatie van de doelstellingenovereenkomsten bedoeld in artikel 67 van het takendecreet, voor de aanname en follow-up van de aanpassingshulpmiddelen bedoeld in artikel 68 van datzelfde decreet alsook voor de coördinatie van afgevaardigden van de doelstellingenovereenkomst";

6° punt 9°,

- wordt het woord "lid" vervangen door het woord "personeelslid";

- worden de volgende woorden geschrapt: "die, onder de bevoegdheid van de zonedirecteur, met name bevoegd is voor de contractualiseringsprocedure van de sturingsplannen, voor de follow-up van de uitvoeringsgraad ervan en voor de evaluatie van de doelstellingenovereenkomsten, alsook voor de contractualiseringsprocedure van de aanpassingshulpmiddelen, voor de follow-up en de evaluatie van de uitvoeringsgraad ervan en voor de evaluatie van de implementatie van de samenwerkingsprotocollen";

7° wordt in punt 10° de definitie als volgt vervangen: "10° 'cel voor coördinatiebemiddeling': de cel voor coördinatiebemiddeling bedoeld in artikel 1.6.1-2 van het Wetboek";

8° worden in punt 11° de woorden "67, § 6, van het takendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-2 van het Wetboek";

9° worden in punt 12° de woorden "67, § 2 het takendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-1 van het Wetboek";

10° worden in punt 13° de woorden "68, § 4, van het takendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-16 van het Wetboek";

11° worden in punt 14° de woorden "68, § 7, van het takendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-17 van het Wetboek";

12° wordt in punt 15° het eindpunt vervangen door een puntkomma;

13° wordt een punt 16° ingevoegd, dat als volgt luidt: "'opvoedend team': het opvoedend team bedoeld in artikel 1.3.1-1, 32° van het Wetboek";

14° wordt een punt 17° ingevoegd, dat als volgt luidt: "'Multidisciplinair team van het PMS-centrum': het multidisciplinair team bedoeld in artikel 1.3.1-1, 33°/1 van het Wetboek";

15° wordt een punt 18° ingevoegd, dat als volgt luidt: "'Multidisciplinair team van de territoriale pool': het multidisciplinaire team bedoeld in artikel 1.3.1-1, 33°/2 van het Wetboek";

16° wordt een punt 19° ingevoegd, dat als volgt luidt: "'Casestudy': een diepgaande studie van een feit, een onderwerp, een fenomeen, een instelling of een groep mensen die oordeelkundig zijn gekozen op basis van de doelstellingen van de evaluatie. Het doel van de casestudy is het verstrekken van kwalitatieve en analytische informatie om te antwoorden op het hoe en waarom, door middel van een specifieke studie van een bepaalde casus.".

**Art. 56.** In artikel 3 van hetzelfde decreet,

1° lid 3,

- wordt in de Franse tekst in de punten 3°, 4° en 5° het woord "inspection" vervangen door het woord "Inspection";

- wordt in de Franse tekst in punt 4° het woord "artistique" vervangen door het woord "Artistique";

2° lid 4,

- worden de woorden "Algemene Dienst Sturing" vervangen door de woorden "Algemene Directie Sturing";

- wordt in de Franse tekst het woord "Educatif" vervangen door het woord "éducatif".

**Art. 57.** In artikel 4 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 1, lid 1,

- worden in punt 1° de woorden "67, § 9, van het takendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-9 van het Wetboek";

- worden in punt 2° de woorden "68, § 1, van het takendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-13 van het Wetboek";

2° paragraaf 3,

- worden in lid 1 de woorden "of artikel 7/1" ingevoegd tussen de woorden "lid 1 of 2" en de woorden "bedoelde taak";

- lid 2,

\* worden in punt 1° de termen "6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 en 78" vervangen door de termen "1.4.1-1, 1.4.1-2, 1.4.1-4, 1.4.2-1, 1.4.2-2, 1.4.2-4, 1.4.3-2, 1.5.1-8 en 2.3.1-1 van het Wetboek en 24 en 34";

\* worden in punt 3° de woorden "de artikels 17, 27, 36 en 50 van het takendecreet" vervangen door de woorden "het artikel 1.5.1-4 van het Wetboek";

- lid 3,

\* worden de woorden "artikel 1.7.3-1, § 2 van het Wetboek en" ingevoegd tussen de woorden "bepaald in" en de woorden "artikel 24";

\* worden de woorden "§ 2, lid 2, 2°," geschrapt;

3° paragraaf 4,

- wordt in lid 1 het woord “/of” toegevoegd tussen de woorden “maatstaven en” en “de programma’s”;

- worden in hetzelfde lid aan het einde van de zin de woorden “en de betrokken ambtsprofielen en opdrachtoomschrijvingen, indien van toepassing” toegevoegd;

- lid 6,

\* worden de woorden “of zijn afgevaardigde” ingevoegd tussen de woorden “bedoeld in lid 5” en “, binnen de maand”;

\* worden de woorden “, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem” geschrapt;

4° paragraaf 5,

- worden in punt 3° de woorden “19, 29, 38 en 52 van het takendecreet.” vervangen door de woorden “1.4.4-5 en 1.4.4-5 van het Wetboek”;

- wordt een nieuw punt 4° ingevoegd, dat als volgt luidt: “4° het opvatten van het onderwijsmateriaal bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitaal bestuur van het schoolsysteem en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs.”;

5° worden in paragraaf 6, punt 1° de woorden “de artikels 17, 27, 36 en 50 van het takendecreet” vervangen door de woorden “het artikel 1.5.1-4 van het Wetboek”;

6° paragraaf 7,

- worden in lid 1 de woorden “onderzoekstaak, een” ingevoegd tussen de woorden “tegelijkertijd met een” en het woord “evaluatietaak”;

- worden in lid 3 de woorden “van het ondervragen van de leerlingen over de verwachtingen van de maatstaven en programma’s” ingevoegd na de woorden “activiteiten,” en de woorden “van het onderzoek”.

**Art. 58.** In artikel 5 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 1,

- wordt in lid 3 een nieuwe zin ingevoegd, die als volgt luidt: “In het kader van artikel 3, 3° van hetzelfde decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, kan de cel voor coördinatiebemiddeling het auditverslag toezenden aan de uitvoerende cel van het Agentschap in overeenstemming met de vertrouwelijkheid van de audits in het kader van een samenwerkingsprotocol tussen de Algemene inspectiedienst en het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs.”;

- wordt een lid 5 ingevoegd, dat als volgt luidt: “De Regering bepaalt de modaliteiten voor de follow-up van de audit.”;

2° paragraaf 2,

- wordt lid 2 geschrapt;

- wordt een laatste lid ingevoegd, dat als volgt luidt: “In het kader van artikel 3, 3°, van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, kan de Regering op voorstel van de cel voor coördinatiebemiddeling het evaluatieverslag toezenden aan de uitvoerende cel van het Agentschap, dat verplicht is de vertrouwelijkheid ervan te respecteren.”;

3° paragraaf 3,

- lid 5,

\* wordt het cijfer “15” vervangen door het cijfer “30”;

\* worden de woorden “de Regering via” ingevoegd tussen de woorden “bedoeld voor” en “de cel voor coördinatiebemiddeling”;

4° paragraaf 4,

- worden in lid 1, 2° de woorden “of artikel 7/1,” ingevoegd tussen de woorden “lid 1 of 2” en de woorden “of gemeld”;

- worden in lid 3 de woorden “24, § 2, lid 2, 2°, en § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving” vervangen door de woorden “1.7.3-1, § 2 van het Wetboek en in artikel 24, § 2bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving”;

- lid 8,

\* worden de woorden “of zijn afgevaardigde” ingevoegd tussen de woorden “in lid 8” en “, binnen de maand”;

\* worden de woorden “, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem” geschrapt;

\* wordt het cijfer “8” vervangen door het cijfer “7”;

5° Paragraaf 5, lid 1,

- worden in punt 1° de woorden “20, 31” vervangen door de woorden “1.4.2-4 en 1.4.3-3 van het Wetboek”;

- worden in punt 2° de woorden “of artikel 7/1” ingevoegd tussen de woorden “lid 3” en de woorden “of op verzoek”.

6° paragraaf 6,

- worden in lid 1 de woorden “of van het ambtsprofiel indien van toepassing” ingevoegd aan het einde van de zin;

- lid 6,

\* worden de woorden “of zijn afgevaardigde” ingevoegd na de woorden “lid 5”;

\* worden de woorden “, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem” geschrapt;

7° paragraaf 7,

- worden in lid 1 de woorden "of van het ambtsprofiel indien van toepassing" ingevoegd aan het einde van de zin;

- lid 7,

\* worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd na de woorden "lid 5";

\* worden de woorden ", via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem" geschrapt;

8° paragraaf 8, 2°,

- wordt het woord "e-learning" vervangen door de woorden "hybride onderwijs";

- wordt in de Franse tekst de letter T van het woord "Technologies" gewijzigd in een kleine letter.

9° paragraaf 10,

- worden in lid 2 de woorden "onderzoekstaak, een" ingevoegd tussen de woorden "met een" en het woord "evaluatietaak";

- lid 4,

\* worden de woorden "en 8" vervangen door de woorden ", 8 en artikel 7/1";

\* worden de woorden ", bij het ondervragen van de leerlingen" ingevoegd tussen de woorden "bij de evaluaties" en "en door het analyseren".

**Art. 59.** In artikel 6 van hetzelfde decreet,

1° worden in paragraaf 1, lid 6 de woorden "de Regering via" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld voor" en "de cel voor coördinatiebemiddeling";

2° paragraaf 2,

- worden in lid 1, 2° van hetzelfde decreet de woorden "of artikel 7/1" ingevoegd tussen de woorden "lid 1" en de woorden "of op verzoek";

- lid 2,

\* punt 1°,

\* worden de woorden "6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 en 78" vervangen door de woorden "4.1-1, 1.4.1-2, 1.4.1-4, 1.4.2-1, 1.4.2-2, 1.4.2-4, 1.4.3-2, 1.5.1-8 en 2.3.1-1 van het Wetboek, artikels 24 en 34";

\* worden de woorden "3 en 4" vervangen door de woorden "3, 4, 8 tot 15, 20, 21 en 22";

\* worden in punt 2° de woorden "de artikels 27, 68 en 70 van het takendecreet" vervangen door de woorden "de artikels 1.5.1-4 en 1.5.1-5 tot 1.5.1-7 van het Wetboek" en de woorden "de artikels 4, 20, 21 en 22" door de woorden "artikel 4";

- lid 3,

\* wordt in de Franse tekst het woord "aux" tussen de woorden "visée" en "à" geschrapt;

\* worden de woorden "zoals bepaald in artikel 24, § 2, lid 2, 2°, en § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving" vervangen door de woorden "zoals bepaald in artikel 1.7.3-1, § 2 van het Wetboek en artikel 24, § 2bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving";

- wordt een lid 8 ingevoegd, dat als volgt luidt: "De inrichtende macht die niet voornemens is actie te ondernemen naar aanleiding van een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de Algemene inspectiedienst is opgesteld ter uitvoering van een in lid 1 bedoelde taak, motiveert dit besluit bij de in lid 7 bedoelde ambtenaar-generaal of diens afgevaardigde, binnen een maand na de datum van ontvangst van het betreffende verslag.";

3° paragraaf 3,

- worden in lid 1 de woorden "van de pedagogische vaardigheden van een lesgever" vervangen door de woorden "van de pedagogische en professionele vaardigheden van een lid van het pedagogisch team, van de professionele vaardigheden van een lid van het onderwijzend hulp personeel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en van de pedagogische en professionele vaardigheden van een lid van het opvoedend team in het secundair kunstonderwijs met volledig leerplan";

- lid 6,

- worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "in lid 5" en ", binnen de maand";

- worden de woorden ", via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem" geschrapt;

4° worden in paragraaf 4, 1° de woorden "met beperkt leerplan" geschrapt;

5° wordt in paragraaf 5 punt 1° vervangen door de woorden "1° het analyseren van de programma's van de kunstopleidingen bedoeld in de artikels 1.5.1-4 en 1.5.1-5 tot 1.5.1-7 van het Wetboek en 4, § 1, lid 1 van het decreet van 2 juni 1998, alsook het opstellen van de bij de Regering in te dienen conformiteitsadviezen";

6° paragraaf 6, lid 3,

- worden de woorden "en artikel 7/1" ingevoegd tussen de woorden "1 en 2" en ", toegang";

- worden de woorden ", bij het ondervragen van de leerlingen" ingevoegd tussen de woorden "bekrachtigd" en "en door het analyseren".

**Art. 60.** In artikel 7 van hetzelfde decreet,

1° worden in paragraaf 2, lid 5, eerste zin de woorden "de Regering via" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld voor" en "de cel voor coördinatiebemiddeling";

2° paragraaf 3,

- worden in lid 1 de woorden "of artikel 7/1" ingevoegd tussen de woorden "lid 1 of 2" en de woorden "bedoelde taak";

- lid 3,
  - \* worden de woorden "artikel 1.7.3-1, § 2 van het Wetboek" ingevoegd na de woorden "zoals bepaald in";
  - \* worden de woorden "§ 2, lid 2, 2°, en" geschrapt;
  - \* worden aan het einde van de zin de woorden "en in artikels 13, 21 tot 53 van het organiek koninklijk besluit betreffende de PMS-centra van 13 augustus 1962" ingevoegd;
- lid 8,
  - \* worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd na de woorden "lid 7";
  - \* worden de woorden ", via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem" geschrapt;
- 3° paragraaf 4,
  - worden in lid 1 de woorden "een technisch personeelslid" vervangen door de woorden "het multidisciplinair team van het PMS-centrum";
- lid 6,
  - \* worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd na de woorden "lid 5";
  - \* worden de woorden ", via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem" geschrapt;
- 4° paragraaf 7,
  - worden in lid 2 de woorden "onderzoekstaak, een" ingevoegd tussen de woorden "met een" en het woord "evaluatietaak";
- lid 3,
  - \* worden de woorden "en artikel 7/1" ingevoegd tussen de woorden "lid 1, 2, 3 en 4," en ", toegang";
  - \* worden de woorden ", door het ondervragen van het personeel van de PMS-centra" ingevoegd tussen de woorden "onderzoeken van dossiers" en de woorden "en door het analyseren van de hiervoor genoemde gegevens".

**Art. 61.** In artikel 9 van hetzelfde decreet,

1° lid 2,

- worden de woorden "inspecteurs" vervangen door de woorden "maximaal 201 inspecteurs";
- worden de woorden "waarvan het aantal door de Regering vastgesteld wordt" geschrapt;

2° wordt een derde lid ingevoegd, dat als volgt luidt: "De Regering evalueert de werking van de Dienst elke zes jaar. Na evaluatie kan zij het aantal inspecteurs aanpassen. Die aanpassing kan op zijn vroegst ingaan op 1 januari 2026."

**Art. 62.** In artikel 11 van hetzelfde decreet,

1° wordt in paragraaf 1, 1° het cijfer "7" vervangen door het cijfer "7/1";

2° paragraaf 2,

- worden in lid 1 de woorden "5 juli van elk jaar" vervangen door de woorden "het einde van elk schooljaar" en worden de woorden "en wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal" geschrapt;

- lid 2,

\* wordt het woord "september" vervangen door het woord "oktober";

\* worden de woorden "de audits, de evaluatietaken" vervangen door de woorden "de taken waarvoor zij verantwoordelijk zijn";

- lid 3,

\* wordt het woord "oktober" vervangen door het woord "december";

\* worden in 1° de woorden "samen met de balansen die krachtens lid 2 worden opgemaakt" geschrapt.

**Art. 63.** De titel van titel II van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd: "Toegang tot de ambten van inspecteur".

**Art. 64.** De titel van hoofdstuk 1 wordt als volgt gewijzigd: "Toegangsvoorwaarden".

**Art. 65.** In artikel 12,

1° worden in lid 1 de woorden "een initiële opleiding en voor het getuigschrift dat toegang geeft tot een of meer ambten van inspecteur" vervangen door de woorden "de stage die toegang geeft tot een ambt van inspecteur";

2° wordt een vierde lid ingevoegd, dat als volgt luidt: "Tijdens de zomervakantie mogen er geen oproepen voor kandidaten worden gelanceerd en mogen er geen kandidaturen worden ingediend."

**Art. 66.** In artikel 13 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 1,

- lid 1,

\* worden de woorden "voor de initiële opleiding" vervangen door de woorden "tot de stage";

\* wordt 1° als volgt vervangen: "1° Belg zijn of staatsburger van een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland of in het bezit zijn van een geldige verblijfs- en werkvergunning";

\* wordt 6° als volgt vervangen: "6° een functie bekleden in het onderwijs dat wordt gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap";

\* wordt 7° als volgt vervangen: "7° houder zijn van de titels vereist voor een van de ambten vermeld in de tabel in bijlage I bij dit decreet met betrekking tot de toe te kennen inspectieambt";



\* wordt in 8° het woord "tien" vervangen door het woord "zeven" en worden de woorden "en een ambtsanciënniteit van ten minste zes jaar tellen" vervangen door de woorden "tellen en gedurende zes jaar ten minste één van de in de tabel in bijlage I bij dit decreet vermelde ambten hebben uitgeoefend met betrekking tot de toe te kennen inspectieambt";

\* worden in 11°, tweede streepje de woorden "of enige andere opleiding over neutraliteit georganiseerd door universiteiten of hogescholen die worden gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap" ingevoegd na het woord "promotie";

- worden in lid 3 de woorden "na de initiële opleiding georganiseerd" vervangen door de woorden "bij aanvang van de stage".

2° worden paragrafen 2, 3 en 4 geschrapt;

3° wordt paragraaf 5 paragraaf 2 en worden de woorden "voor de initiële opleiding" vervangen door de woorden "tot de stage";

4° wordt een nieuwe paragraaf 3 ingevoegd, die als volgt luidt: "Wie niet meer aan alle voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 voldoet, mag niet verder deelnemen aan de proeven of de stage."

**Art. 67.** In de titel van hoofdstuk II worden de woorden "voor de initiële opleiding" vervangen door de woorden "tot de stage".

**Art. 68.** In artikel 17 van hetzelfde decreet,

1° lid 1,

- eerste zin,

\* worden de woorden "De Regering organiseert de" vervangen door het artikel "De";

\* a

- worden in de tweede zin de woorden "Deze proef" vervangen door het woord "Deze";

2° worden in lid 3 de woorden "voor aanvang van de initiële opleiding en het getuigschrift dat toegang geeft tot de stage" vervangen door de woorden "bij aanvang van de stage";

3° lid 4,

- worden de woorden "het competentieprofiel" vervangen door de woorden "de competenties";

- wordt in de Franse tekst het woord "visé" vervangen door het woord "visées";

4° worden in lid 5 de woorden "en situationele beoordelingsvragen" geschrapt;

5° wordt lid 6 als volgt vervangen: "Dit deel van de proef betreft de specifieke kennis en competenties bedoeld in lid 3";

6° wordt lid 7 geschrapt;

7° wordt lid 9 als volgt vervangen: "Dit gedeelte van de proef betreft het vermogen om situationele beoordelingsvragen te beantwoorden, die betrekking hebben op de technische competenties op het vlak van mondelinge communicatie alsook de generieke en gedragscompetenties bedoeld in lid 3."

**Art. 69.** Artikel 18 wordt vervangen door de volgende paragrafen en leden:

"§ 1. Aan het einde van het schriftelijke deel van de proef stelt (stellen) de in artikel 19 bedoelde examencommissie(s) een rangschikking op van de kandidaten op basis van de verkregen resultaten, per ambt bedoeld in artikel 12, lid 1.

De per ambt best gerangschikte kandidaten worden toegelaten tot het mondelinge gedeelte van de proef voor de examencommissie tot een aantal dat overeenkomt met het aantal in te vullen vacatures vermenigvuldigd met drie.

§ 2. Na het mondelinge gedeelte van de proef worden de kandidaten per ambt gerangschikt op basis van de totale verkregen resultaten.

Het schriftelijke gedeelte van de proef wordt beoordeeld op 50 punten, net als het mondelinge gedeelte.

Om in aanmerking te komen voor een rangschikking per ambt, moet een kandidaat minstens 60 punten op het totaal van 100 punten van de proef halen.

De aldus vastgestelde rangschikking per ambt komt overeen met een reserve per ambt met een geldigheidsduur van vijf jaar vanaf de datum waarop de rangschikking voor het betrokken ambt werd opgesteld."

**Art. 70.** In artikel 19 van hetzelfde decreet,

1° lid 1,

- worden de woorden "voor de initiële opleiding" vervangen door de woorden "tot de stage";

- worden in punt 1° de woorden ", de coördinerende inspecteur-generaal of de inspecteurs-generaal" toegevoegd na de woorden "rang 15";

- worden in punt 2° de woorden "drie leden" vervangen door de woorden "één lid" en worden de woorden ", waarvan minstens één als vertegenwoordiger van de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem" geschrapt;

- punt 3°,

\* worden de woorden "drie leden" vervangen door de woorden "één lid";

\* worden de woorden "of een mandaat uitoefenen binnen" geschrapt;

- worden in punt 4° de woorden "drie externe deskundigen" vervangen door de woorden "ten minste één en ten hoogste twee externe deskundigen" en worden de woorden "de verschillende luiken van de initiële opleiding" vervangen door de woorden "een van de voornaamste taken van het ambt waarop de aanwerving betrekking heeft".

2° wordt een laatste lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Wanneer er meerdere examencommissies zijn samengesteld, komen de voorzitters van elke examencommissie als college samen om te overleggen en de coördinatie van de examencommissies te organiseren, teneinde een beoordeling op gemeenschappelijke basis te garanderen."

**Art. 71.** Hoofdstuk III wordt ingetrokken, met uitzondering van artikel 21, dat wordt verplaatst naar het einde van hoofdstuk II en waarin de volgende wijzigingen worden aangebracht:

1° in lid 1,

- worden de woorden "voor de initiële opleiding" vervangen door de woorden "tot de stage";
- wordt het woord "kwalificatieproef" vervangen door "proef";
- worden de woorden "tot de stage" vervangen door de woorden "tot de benoeming";
- wordt in de Franse tekst het woord "visé" vervangen door het woord "visée";
- wordt het cijfer "49" vervangen door "54, § 4";

2° er wordt een lid 2 ingevoegd, dat als volgt luidt: "De Regering laat de best gerangschikte kandidaten toe tot de stage."

**Art. 72.** In artikel 35, lid 1, eerste zin van hetzelfde decreet worden aan het einde van de zin de woorden "alsook die van de PMS-centra" ingevoegd.

**Art. 73.** In artikel 45 worden de woorden "of PMS-centra" ingevoegd tussen de woorden "onderwijsinrichtingen" en "zich bevinden".

**Art. 74.** Tussen de artikelen 46 en 47 wordt een artikel 46/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*"Art. 46/1. Op advies van de coördinerende inspecteur-generaal geeft de Regering, de bevoegde minister of de ambtenaar-generaal aan wie zij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, toestemming voor de aangevraagde cumulatie van beroepsactiviteiten volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten onder de volgende voorwaarden:*

- 1° de cumulatie heeft geen betrekking op een activiteit die onverenigbaar is met de hoedanigheid van inspecteur;
- 2° de cumulatie heeft geen betrekking op perioden van aanvullende activiteiten die het voor de ambtenaar onmogelijk maken om zijn taken normaal uit te voeren;
- 3° de cumulatie veroorzaakt bij het publiek geen verwarring tussen de betreffende beroepswerkzaamheden van de ambtenaar.

*De Regering of de minister aan wie zij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, beslist over de weigering van de cumulatie van activiteiten op grond van een andere onverenigbaarheid of omstandigheid dan die bedoeld in punten 2° en 3° van het voorgaande lid, op advies van de coördinerende inspecteur-generaal.*

*Om de vijf jaar of in geval van wijziging van de uitoefeningsvoorwaarden of de aard van de cumulatie, dient de ambtenaar een nieuw verzoek tot cumulatie in te dienen."*

**Art. 75.** Tussen afdeling I en artikel 49 wordt de volgende ondertitel ingevoegd: "Onderafdeling 1. Aanvang van de stage".

**Art. 76.** In artikel 49, 3° van hetzelfde decreet,

- 1° wordt het woord "kwalificatieproef" vervangen door de woorden "toelatingsproef tot de stage";
- 2° wordt het cijfer "27" vervangen door het cijfer "17".

**Art. 77.** In artikel 50 van hetzelfde decreet,

- 1° lid 1,
  - worden de woorden "of haar afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "Regering" en "de rangschikking";
  - wordt het cijfer "27" vervangen door "18, § 2, lid 4";
- 2° lid 2,
  - eerste zin,
    - \* wordt het woord "Ze" vervangen door de woorden "De bevoegde minister";
    - \* wordt het woord "tien" vervangen door "acht";
  - worden in beide zinnen de woorden "het best geplaatste personeelslid", "het personeelslid" en "het volgende personeelslid" respectievelijk vervangen door "de best geplaatste kandidaat", "de kandidaat" en "de volgende kandidaat";
- 3° lid 3,
  - worden in de eerste zin de woorden "een eerste keer" toegevoegd tussen het woord "vangen" en het woord "afwijst";
  - worden in beide zinnen de woorden "Het personeelslid" vervangen door de woorden "De kandidaat".

**Art. 78.** Tussen artikel 51 en artikel 52 wordt de volgende ondertitel ingevoegd: "Onderafdeling 2. Duur van de stage".

**Art. 79.** In artikel 52 van hetzelfde decreet,

- 1° paragraaf 2,
  - lid 1,
    - \* worden de woorden ", indien van toepassing," ingevoegd tussen het woord "personeelslid" en het woord "titularis";
    - \* worden de woorden ", in voorkomend geval bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht" geschrapt;
  - worden in lid 3 punten 3° en 4° punten 2° en 3°;
- 2° paragraaf 3, lid 2,
  - worden de woorden "bedoeld in artikels 98 en 98/1" ingevoegd tussen de woorden "jaarlijkse verloven" en ", de verloven";
  - worden de woorden "voor opvang" ingevoegd tussen de woorden "verlof" en "met het oog op";
  - wordt de komma tussen het woord "pleegvoogdij" en het woord "plaatsing" vervangen door het woord "en" voorafgegaan door een spatie.

**Art. 80.** Tussen artikel 52 en artikel 53 wordt de volgende ondertitel ingevoegd: "Onderafdeling 3. Evaluatie".

**Art. 81.** In artikel 53 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 1,

- lid 1,

\* worden de woorden "aan het einde van het eerste stagejaar" vervangen door de woorden "in de achtste stagemaand";

\* worden de woorden "de inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde" ingevoegd na de woorden "in elk geval, ";

\* worden aan het einde van de zin de woorden "volgens de door de Regering vastgelegde modaliteiten" ingevoegd;

- lid 2,

\* worden de woorden "de bepalingen van onderhavig decreet" vervangen door de woorden "de uitvoering van de aan elke stagedoend inspecteur opgedragen taken";

\* worden de woorden "de kennis," geschrapt;

\* worden de woorden "opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door "beroepsopleiding";

- wordt in lid 4 het woord "ongunstig" vervangen door het woord "met voorbehoud";

- worden lid 5 en 6 ingetrokken.

2° worden in paragraaf 2 de leden 2, 3 en 4 ingevoegd, die als volgt luiden:

*"Bij een vermelding "met voorbehoud" voor de eerste evaluatie bedoeld in paragraaf 1 is deze tweede evaluatie verplicht. Deze vindt dan plaats tussen de 12e en 14e stagemaand en resulteert in de toekenning van de vermelding "gunstig", "met voorbehoud" of "ongunstig". Een derde evaluatie aan het einde van de stage kan enkel resulteren in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "ongunstig".*

*In alle gevallen wordt de stage van het personeelslid dat aan het einde van de tweede of derde evaluatie de vermelding "ongunstig" krijgt, van rechtswege beëindigd. In dat geval eindigt de stage na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing neemt het personeelslid zijn ambt en aanstelling weer op, waarin hij vastbenoemd of aangeworven is. Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken.*

*De door de stagiair verkregen vermelding wordt hem ter kennis gebracht hetzij per aangetekend schrijven, hetzij door overhandiging van een brief, hetzij per e-mail naar het opgegeven adres, in alle gevallen met ontvangstbewijs.;*

3° worden in paragraaf 3, lid 2, eerste zin de woorden "één maand" vervangen door de woorden "twee maanden";

4° wordt een paragraaf 4 ingevoegd, die als volgt luidt: "§ 4. Wanneer de regering de vermelding "ongunstig" toekent na het beroep van de stagiair, wordt de stage van het personeelslid van rechtswege beëindigd onder dezelfde voorwaarden als bedoeld in de tweede en derde zin van paragraaf 2, lid 3."

**Art. 82.** Tussen artikel 53 en artikel 54 wordt de volgende ondertitel ingevoegd: "Onderafdeling 4. De beroepsopleiding en de proef die toegang geeft tot de benoeming".

**Art. 83.** In artikel 54 van hetzelfde decreet,

1° wordt paragraaf 1 vervangen door de volgende paragraaf:

*"§ 1. Tijdens de duur van de stage krijgt het stagedoend personeelslid een beroepsopleiding van minstens 222 uur.*

*De opleiding is gemeenschappelijk voor alle inspecteurs, ongeacht hun ambt.*

*De beroepsopleiding bestaat uit vier luiken.*

1° Het eerste luik betreffende de professionele en reflexieve ontwikkeling, dat minimaal 48 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

a) zaken in vraag stellen, afstand nemen en nadenkend analyseren in verband met onderwijsvraagstukken;

b) zich aanpassen aan de diversiteit en de specifieke kenmerken van institutionele en omgevingsgebonden contexten;

c) zijn eigen functioneren beoordelen, zijn sterke en zwakke punten analyseren en zijn opleidingsbehoeften identificeren;

d) een portfolio opstellen dat getuigt van de ontwikkeling van vaardigheden die specifiek zijn voor de uitoefening van zijn toekomstige ambt en taken.

2° Het tweede luik betreffende de sturing van het onderwijssysteem, dat minimaal 33 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

a) de evolutie van het onderwijssysteem mobiliseren om de huidige organisatie van het onderwijs in de Franse Gemeenschap te begrijpen;

b) verschillende modellen voor de sturing van een onderwijssysteem en het bestuur van scholen en onderwijsinstellingen begrijpen en de kansen en effecten van elk van hen identificeren;

c) de waarden, de uitdagingen, de systemische benadering van de sturing van het onderwijssysteem en het bestuursmodel identificeren van de onderwijsinstellingen die met name worden bevorderd door het Pacte pour un Enseignement d'Excellence;

d) de plaats, de rol en de complementariteit van de verschillende diensten van het Algemeen Bestuur van Onderwijs identificeren.

3° Het derde luik betreffende de processen en methodes met betrekking tot de uitvoering van inspectietaken, waarvan de duur ten minste 93 uur bedraagt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

a) taken voorbereiden;

b) gegevens verzamelen in het veld;

c) verslagen en adviezen opstellen;

d) de binnen de Dienst gedefinieerde procedures uitvoeren;

e) de deontologie die specifiek is voor het ambt toepassen, inclusief de houdingen die specifiek zijn voor elke taak en de vertrouwelijkheid;

f) in teamverband werken.

4° Het vierde administratieve luik, dat minimaal 12 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

- a) met open boek de wetgevings- en verordeningsmateries verbonden aan het ambt van inspecteur beheersen;
- b) administratieve aktes opstellen.

5° Het vijfde pedagogische luik, dat minimaal 36 uur duurt, is bedoeld om bij de stagiairs de volgende vermogens te ontwikkelen:

a) de maatstaven en de pedagogische programma's of dossiers beheersen die in de Franse Gemeenschap worden gebruikt en specifiek zijn voor de verschillende ambten;

b) de door de PMS-centra gebruikte hulpmiddelen beheersen.”;

2° paragraaf 2,

- lid 1,

\* worden de woorden “de coördinerende inspecteur-generaal, in overleg met” ingevoegd tussen de woorden “voorstel van” en “het Netoverschrijdend”;

\* worden de woorden “opleidingsplan voor arbeidsintegratie” vervangen door “beroepsopleidingsplan”;

\* worden de woorden “de inhoud en” ingevoegd tussen “1°” en de woorden “de methodes”;

\* worden de woorden “van de opleiding zoals gedefinieerd in paragraaf 1” ingevoegd tussen het woord “methodes” en de woorden “, met een voorkeur”;

\* wordt in de Franse tekst het woord “Intervision” vervangen door het woord “intervision”;

- worden lid 2 en 3 geschrapt;

- lid 5,

\* worden de woorden “zou hebben” vervangen door het woord “heeft”;

\* worden de woorden “gelijkwaardige opleiding” vervangen door de woorden “opleiding waarvan de inhoud gelijk is aan die bedoeld in paragraaf 1”;

3° paragraaf 3,

- worden in lid 1 de woorden “opleiding voor arbeidsintegratie” vervangen door “beroepsopleiding”;

- lid 2,

\* worden de woorden “opleiding voor arbeidsintegratie” vervangen door “beroepsopleiding”;

\* worden de woorden “het algemeen bestuur onderwijs” vervangen door de woorden “de Regeringsdiensten, de Algemene inspectiedienst en de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra”;

- wordt een derde lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

“De Regering neemt de nodige maatregelen om een vergoeding toe te kennen aan opleiders die niet vallen onder het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2017 tot vaststelling van de nadere regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleiders bij de “Ecole d’administration publique” en de vormingsdiensten.”;

4° paragraaf 4,

- wordt lid 1 vervangen door het volgende lid:

“Aan het einde van de opleiding presenteert en verdedigt de stagiair zijn portfolio voor de examencommissie(s).”;

- wordt na lid 1 een nieuw lid 2 ingevoegd dat als volgt luidt:

“Het portfolio bestaat uit een persoonlijk dossier waarin hij aantoont hoe de tijdens de opleiding en de stage opgedane kennis en ervaring hem in staat stelt te voldoen aan de eisen van het ambtsprofiel bedoeld in artikel 33, lid 1, door middel van het nadenkend analyseren van twee casestudy’s die verband houden met de taken van de nagestreefde inspecteursambt.”;

- Wordt tussen lid 2 en lid 3, dat lid 4 wordt, een nieuw lid 3 ingevoegd dat als volgt luidt:

“Deze examencommissie(s) bestaat (bestaan) uit:

1° een voorzitter aangesteld door de Regering uit de ambtenaren-generaal van ten minste rang 15, de coördinerende inspecteur-generaal of de inspecteurs-generaal;

2° een lid aangesteld door de Regering uit het personeel van de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem van het algemeen bestuur onderwijs;

3° een lid aangesteld door de Regering uit het vastbenoemd personeel van de Algemene inspectiedienst;

4° ten minste één en ten hoogste twee door de Regering aangestelde externe deskundigen met een specifieke competentie met betrekking tot de taken van de Algemene inspectiedienst.”;

- lid 6, dat lid 8 wordt,

\* wordt het woord “kwalificatieproef” vervangen door de woorden “proef die toegang geeft tot de benoeming”;

\* punt 1°,

- worden de woorden “elk luik” vervangen door de woorden “ten minste twee luiken”;

- wordt het woord “initiële opleiding” vervangen door het woord “beroepsopleiding bedoeld in paragraaf 1”;

- lid 7, dat lid 9 wordt,

\* worden de woorden “de weging tussen de evaluatiecriteria vast zonder dat ook maar één ervan de 40 % overschrijdt, alsook de nadere regels voor de organisatie en evaluatie van de proef” vervangen door de woorden “de nadere regels vast voor de organisatie en evaluatie van de proef”;

\* worden aan het einde van de zin de woorden “en op voorstel van de coördinerende inspecteur-generaal de door de examencommissie(s) te evalueren luiken” ingevoegd;

- wordt lid 8, dat lid 10 wordt, vervangen door het volgende lid:

*"Op basis van zijn prestaties en rekening houdend met de stage-evaluaties wordt de stagiair geschikt of ongeschikt verklaard voor de functie. Hij kan met name ongeschikt worden verklaard indien zijn prestaties een belangrijk element aan het licht brengen dat onverenigbaar is met de uitoefening van de functie. Wordt beschouwd als een belangrijk element dat onverenigbaar is met de uitoefening van de functie de houding van een stagiair die alleen een controlerende taak uitvoert, de pedagogische vrijheid van de scholen schendt of in de praktijk posities inneemt die niet in overeenstemming zijn met de door de wetgever vastgestelde doelstellingen van verbetering van het onderwijsstelsel of de prioritaire taken zoals gedefinieerd in de artikelen 1.4.1-1 en 1.4.1-2 van het Wetboek";*

5° paragraaf 5,

- lid 1,

\* worden de woorden "opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door "beroepsopleiding";

\* worden de woorden "eindigt de stage na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing" ingevoegd tussen de woorden "In dat geval" en "neemt het personeelslid";

\* worden de woorden "waarin hij is vastbenoemd of aangeworven is. Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken" ingevoegd aan het einde van de zin;

- lid 2,

\* worden de woorden "Om de stabiliteit van de pedagogische teams niet te verstoren, kan de Regering" vervangen door de woorden "De regering kan";

\* worden de woorden ", om de continuïteit van het beoogde inspectie-ambt te garanderen en de stabiliteit van de pedagogische teams niet te verstoren," ingevoegd tussen het woord "kan" en de woorden "de wederopneming";

\* wordt in de Franse tekst het woord "maximum" ingevoegd tussen het woord "de" en de woorden "six mois";

\* worden de woorden "opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door de woorden "beroepsopleiding";

- lid 4,

\* worden in eerste zin de woorden "één maand" vervangen door de woorden "twee maanden";

\* worden in de tweede zin de woorden "en kent de evaluatievermelding toe aan het stagedoend personeelslid" geschrapt;

\* wordt een derde zin ingevoegd, die als volgt luidt: "De stage wordt beëindigd wanneer de Regering het niet-slagen bevestigt."

**Art. 84.** In artikel 55 van hetzelfde decreet,

1° worden in lid 1, eerste zin de woorden "drie maanden" vervangen door de woorden "zes weken";

2° worden in lid 3 de woorden "of na te hebben geantwoord op een nieuwe oproep tot kandidaten" ingevoegd aan het einde van de tweede zin na de woorden "tot de stage".

**Art. 85.** In artikel 56 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 1,

- worden in lid 1 de woorden "opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door "beroepsopleiding";

- worden in lid 2 drie zinnen ingevoegd, die als volgt luiden:

"Dit beroep is opschortend. De stage wordt beëindigd wanneer de Regering het niet-slagen bevestigt. De stage eindigt na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en aanstelling weer op, waarin hij vastbenoemd of aangeworven is. Anders wordt deze termijn verlengd tot zes weken."

2° paragraaf 2,

- worden in lid 1 de woorden "waarvan het model door de Regering wordt vastgelegd" geschrapt;

- wordt lid 2 vervangen door het volgende lid:

"Dit voorstel wordt hem ter kennis gebracht door de coördinerende inspecteur-generaal, hetzij per aangetekend schrijven, hetzij per e-mail naar het opgegeven adres, hetzij door overhandiging van een brief, in alle drie de gevallen met een ontvangstbewijs met uitwerking drie werkdagen na de datum op dat ontvangstbewijs."

- lid 3,

\* wordt in de eerste zin het woord "tien" vervangen door het woord "acht";

\* wordt een tweede zin ingevoegd, die als volgt luidt: "Als het personeelslid niet binnen acht dagen antwoordt, behoudens overmacht, wordt verondersteld dat het weigert en eindigt de stage van rechtswege";

- lid 4,

\* wordt het woord "tien" vervangen door het woord "acht";

\* worden de woorden "vastbenoemde of aangeworven" ingevoegd tussen de woorden "het" en "personeelslid".

**Art. 86.** In artikel 58, lid 2 van hetzelfde decreet wordt het cijfer "49" vervangen door het cijfer "52".

**Art. 87.** In artikel 59 van hetzelfde decreet,

1° worden de woorden "of haar afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "Regering" en "nodigt";

2° wordt het cijfer "27" vervangen door het cijfer "18".

**Art. 88.** In artikel 61, lid 1, van hetzelfde decreet,

1° worden in de eerste zin de woorden "drie maanden" vervangen door de woorden "zes weken";

2° worden in de tweede zin de woorden ", indien van toepassing," ingevoegd tussen de woorden "personeelslid" en de woorden "zijn oorspronkelijke".



**Art. 89.** In artikel 63 van hetzelfde decreet,

1° worden in paragraaf 1, lid 1 de woorden "op voordracht van de rangschikking van de examencommissie bedoeld in paragraaf 4" vervangen door de woorden "na afronding van een stage van een jaar";

2° paragraaf 2,

- wordt punt 3° vervangen door een punt dat als volgt luidt: "3° de vermelding "gunstig" hebben verkregen bij zijn laatste evaluatie als inspecteur en een gunstige evaluatie aan het einde van de stage hebben gekregen. Bij gebreke van een evaluatieverslag wordt de inspecteur geacht de vermelding "gunstig" te hebben verkregen";

- worden in punt 5° de woorden "een opleiding van 30 uur hebben gevolgd" vervangen door de woorden "in het bezit zijn van een bewijs van aanwezigheid waaruit blijkt dat hij daadwerkelijk ten minste 75% van een opleiding van 30 uur heeft gevolgd";

- wordt in punt 6° het woord "kwalificatieproef" vervangen door de woorden "toelatingsproef tot de stage";

3° paragraaf 3,

- lid 1,

\* wordt een komma ingevoegd tussen het woord "Regering" en de woorden "op voorstel";

\* worden de woorden "gebaseerd op de noodwendigheden van de dienst" vervangen door de woorden "om de vacatures te vervullen";

\* lid 2,

\* worden in de eerste zin de woorden "geheel of gedeeltelijk" ingevoegd tussen de woorden "eventueel" en de woorden "worden georganiseerd";

\* worden in de tweede zin de woorden "het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding" vervangen door de woorden "de coördinerende inspecteur-generaal" en worden de woorden "met de coördinerende inspecteur-generaal" vervangen door de woorden "met het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding";

\* lid 4,

\* worden de woorden ", de Algemene inspectiedienst" ingevoegd tussen de woorden "overheidsbestuur" en "of het";

4° paragraaf 4,

- lid 1,

\* wordt het woord "kwalificatieproef" vervangen door de woorden "toelatingsproef tot de stage";

\* worden de woorden "na het beëindigen van de opleiding bedoeld in paragraaf 3" vervangen door de woorden "na de oproep voor kandidaten";

- lid 2,

\* worden in punt 1° de woorden "een analyse van een casestudy die betrekking heeft op een van de onderwerpen die werden behandeld tijdens de opleiding bedoeld in paragraaf 2, 5°" vervangen door de woorden "een persoonlijke casestudy die betrekking heeft op de algemene en gedragsvaardigheden van het ambtsprofiel";

\* worden in punt 2° de woorden "en in verband gebracht met de kennis en vaardigheden die aan bod komen in het kader van de opleiding bedoeld in paragraaf 2, 5°" geschrapt;

- lid 3,

\* wordt het woord "kwalificatieproef" vervangen door de woorden "toelatingsproef tot de stage";

\* worden in punt 1° de woorden "de weerspiegeling van deze competenties in de door de kandidaat verdedigde casestudy" vervangen door de woorden "het ambtsprofiel";

\* wordt punt 2° vervangen door hetgeen volgt: "2° de samenhang tussen de casestudy en het ambtsprofiel";

\* wordt punt 3° vervangen door hetgeen volgt: "3° de geschiktheid van de voorgestelde acties ten opzichte van de voorgelegde casus";

\* worden punten 4° en 5° achtereenvolgens gewijzigd in "5°" en "6°";

\* wordt een punt 4° ingevoegd, dat als volgt luidt: "4° de kwaliteit van de in de casestudy voorgestelde nadenkende analyse";

- wordt in lid 5 het woord "professioneel" vervangen door het woord "schriftelijke".

5° wordt in paragraaf 5, lid 2 het woord "kwalificatieproef" vervangen door de woorden "toelatingsproef tot de stage";

6° wordt paragraaf 6 paragraaf 11 waarin:

- in lid 1 de woorden "door de inspecteur-generaal bevoegd voor de inspecteurs bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, en door de coördinerende inspecteur-generaal voor de inspecteurs bedoeld in paragraaf 1, 3° tot 5°" worden vervangen door de woorden "door de inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteur-generaal";

- in lid 2 de woorden "betrokken inspectiedienst" worden vervangen door de woorden "Algemene inspectiedienst";

7° worden tussen paragraaf 5 en 6 vijf paragrafen ingevoegd, die als volgt luiden:

"§ 6. De Regering of de door haar gedelegeerde minister laat de kandidaat-coördinerende inspecteurs toe tot een stage van één jaar, op voordracht van de rangschikking van de examencommissie bedoeld in paragraaf 4.

§ 7. Elke stagedoende coördinerende inspecteur kan de vroegtijdige beëindiging van zijn stage aanvragen met een opzegtermijn van maximaal zes weken. Die opzegtermijn kan echter met wederzijdse instemming worden ingekort.

Indien de Regering niet binnen een maand reageert op het verzoek van de stagedoende inspecteur, wordt het verzoek geacht te zijn aanvaard.

In dat geval neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt in vast verband weer op. Hij verliest het voordeel van de stage die hij voortijdig heeft beëindigd.



Om de continuïteit van de betreffende inspectiedienst of de Algemene inspectiedienst te garanderen, kan de Regering de wederopneming van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt uitstellen met maximaal zes maanden na de datum van het verzoek van het personeelslid.

§ 8. Uiterlijk zes maanden na zijn indiensttreding wordt de stagedoende coördinerende inspecteur geëvalueerd door de coördinerende inspecteur-generaal en een inspecteur-generaal, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

De evaluatie resulteert in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "met voorbehoud".

Een tweede evaluatie, aan het einde van de stage, kan alleen resulteren in de toekenning van de vermelding "gunstig" of "ongunstig".

§ 9. De stagiair die een vermelding "ongunstig" krijgt, kan binnen de tien dagen na de kennisgeving via hiërarchische weg per aangetekend schrijven een schriftelijke klacht indienen tegen deze vermelding bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 116. Dit beroep is opschortend.

De Raad van beroep brengt de Regering zijn advies uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De Regering neemt haar beslissing en kent de evaluatievermelding van het stagedoend personeelslid toe binnen een termijn van een maand vanaf de datum van ontvangst van het advies.

De stage wordt beëindigd wanneer de Regering de vermelding "ongunstig" bevestigt. De stage eindigt na het verstrijken van een termijn van 15 dagen en indien van toepassing neemt het personeelslid het ambt van inspecteur weer op, waarin hij benoemd is.

§ 10. Het personeelslid dat aan het einde van de stage een gunstige evaluatie heeft gekregen, krijgt een voorstel tot vaste benoeming in het ambt van coördinerend inspecteur.

Dit voorstel wordt hem door de coördinerende inspecteur-generaal ter kennis gebracht per aangetekend schrijven en e-mail met ontvangstbewijs, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs met uitwerking drie werkdagen na verzending ofwel bij overhandiging van een brief met ontvangstbewijs met uitwerking op de datum vermeld op dat ontvangstbewijs.

Het personeelslid heeft een termijn van tien dagen om schriftelijk aan te geven of hij een vaste benoeming in het ambt van coördinerend inspecteur aanvaardt of weigert. Als hij niet binnen de tien dagen reageert, behoudens overmacht, wordt het personeelslid geacht af te zien van het voorstel tot benoeming en eindigt de stage van rechtswege.

Als hij binnen de termijn van tien dagen een vaste benoeming weigert, neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en aanstelling weer op.

De benoeming in het ambt van coördinerend inspecteur door de Regering heeft voor de betrokkene uitwerking op de dag van toelating tot de stage.

Het benoemingsbesluit wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad."

**Art. 90.** Een artikel 66/1 wordt ingevoegd aan het einde van hoofdstuk IV van titel II, dat als volgt luidt:

"In het geval dat een coördinerende inspecteur afwezig is, kan de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal in overleg met de inspecteurs-generaal, een inspecteur vast belasten met de taken van coördinerend inspecteur.

De coördinerende inspecteur wordt voor de duur van de afwezigheid ad interim aangewezen.

In dat geval wordt het ad interim aangewezen personeelslid gelijkgesteld met een personeelslid dat vastbenoemd of aangeworven is in het ambt van coördinerend inspecteur."

**Art. 91.** In artikel 70, lid 1, 2° van hetzelfde decreet,

1° worden de woorden "in een bevorderingsambt van inspecteur om te worden gemandateerd in het ambt van inspecteur-generaal" ingevoegd na de woorden "ten minste zes maanden";

2° worden de letters a en b geschrapt.

**Art. 92.** In artikel 72, § 2 worden de woorden "adviezen bedoeld" vervangen door de woorden "voordrachten bedoeld".

**Art. 93.** In artikel 83 van hetzelfde decreet,

1° wordt lid 1 vervangen door het volgende lid:

"In het geval dat een inspecteur-generaal afwezig is, kan de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, een coördinerende inspecteur belasten met de taken van inspecteur-generaal. De inspecteur-generaal wordt voor de duur van de afwezigheid ad interim aangewezen uit de coördinerende inspecteurs."

2° wordt lid 2 geschrapt;

3° lid 3,

- worden de woorden "een ambtenaar-generaal" vervangen door de woorden ", op voordracht van de directeur-generaal Sturing van het onderwijssysteem, een inspecteur-generaal";

- wordt een tweede zin ingevoegd, die als volgt luidt:

"De coördinerende inspecteur-generaal wordt voor de duur van de afwezigheid ad interim aangewezen uit de inspecteurs-generaal."

**Art. 94.** In artikel 89, § 2 van hetzelfde decreet worden in de eerste zin de woorden ", met inbegrip van de inspecteur die op de dag na de inwerkingtreding van dit decreet voorlopig aangesteld is als inspecteur," ingevoegd tussen de woorden "artikel 57" en "wordt minstens".

**Art. 95.** In artikel 94 van hetzelfde decreet,

1° paragraaf 1,

- worden in punt 2° de woorden "initiële opleiding bedoeld in artikel 22 en de opleiding voor arbeidsintegratie" vervangen door het woord "beroepsopleiding";

- worden in punt 5° de woorden ", en het schrijven van een professionele portfolio" geschrapt;

2° paragraaf 2,

- worden in lid 1, eerste zin de woorden "algemene inspectiedienst" vervangen door de woorden "coördinerende inspecteur-generaal" en worden de dubbele punt op het einde van de tweede zin en punten 1° en 2° vervangen door de woorden "dat de in paragraaf 1 gedefinieerde inhoud, de methodes en de organisatie van de opleiding bepaalt.";

- lid 2,

\* worden de woorden "in de eerste plaats" geschrapt;

\* wordt het woord "andere" ingevoegd tussen de woorden "elke" en "opleidingsoperator";

\* worden de woorden ", de Algemene inspectiedienst" ingevoegd tussen de woorden "beroepsopleiding" en "of het";

\* worden de woorden "die door het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding wordt erkend of aanvaard" geschrapt;

- wordt een lid 3 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"De Regering neemt de nodige maatregelen om een vergoeding toe te kennen aan opleiders die niet vallen onder het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2017 tot vaststelling van de nadere regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleiders bij de "Ecole d'administration publique" en de vormingsdiensten.";

3° paragraaf 3,

- wordt lid 2 vervangen door het volgende lid:

"De opleiding tijdens de loopbaan wordt gevolgd door de benoemde personeelsleden en de voorlopig aangestelde personeelsleden.";

4° paragraaf 4,

- lid 1,

\* worden in het eerste en tweede streepje de nummers 4 en 8 vervangen door de nummers 6 en 10;

\* tweede streepje,

\* worden de woorden "en de nadere regels worden vastgelegd" vervangen door de woorden "wordt vastgesteld";

\* worden de woorden "tijdens het tweejaarlijkse evaluatiegesprek in een persoonlijk opleidingsproject" vervangen door de woorden "op basis van een opleidingsproject dat wordt opgesteld tijdens het evaluatiegesprek dat minstens om de twee jaar plaatsvindt";

\* worden in de Franse tekst de woorden "au moins" ingevoegd tussen de woorden "lieu" en de woorden "tous les deux ans";

\* wordt de puntkomma vervangen door een punt;

\* wordt het derde streepje geschrapt.

- wordt in lid 2 en 3 het woord "drie" vervangen door het woord "twee".

5° paragraaf 7,

- worden aan het begin van de zin de volgende woorden ingevoegd: "In overleg met de coördinerende inspecteur-generaal,";

- worden de woorden "Het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding verstrekt" vervangen door de woorden "verstrekt het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding".

**Art. 96.** In artikel 137, § 1, 2° van hetzelfde decreet wordt letter *a*) als volgt vervangen:

"a) Belg zijn of staatsburger van een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland of in het bezit zijn van een geldige verblijfs- en werkvergunning;"

**Art. 97.** Artikel 140 wordt ingetrokken.

**Art. 98.** Artikel 144, § 2 wordt ingetrokken.

**Art. 99.** Bijlage 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een nieuwe bijlage 1 die bij dit decreet is gevoegd.

#### HOOFDSTUK 3 — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

**Art. 100.** In artikel 1.5.2-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"De sturingsplannen worden tussen 1 januari en 30 april van het jaar volgend op het jaar van oprichting van de school voor het eerst doorgegeven aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.";

2° artikel 1.5.2-1 wordt aangevuld met een derde lid dat als volgt luidt:

"Scholen die al een doelstellingenovereenkomst hebben gesloten, leggen hun sturingsplan voor aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, 65 tot 110 schoolwerkdagen na ontvangst van het eindevaluatieverslag over de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.".

**Art. 101.** In artikel 1.5.2-5 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1 worden de woorden "Binnen 60 kalenderdagen na de indiening van het sturingsplan" vervangen door de woorden "Binnen 50 kalenderdagen gevolgd door 10 schoolwerkdagen na de indiening van het sturingsplan";

2° in paragraaf 3, lid 5 worden de woorden "21 kalenderdagen" vervangen door de woorden "11 kalenderdagen gevolgd door 10 schoolwerkdagen".

**Art. 102.** In artikel 1.5.2-6, lid 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "vanaf eerste dag van het schooljaar volgend op de ondertekening ervan uitgevoerd. Als de doelstellingenovereenkomst echter niet voor eerste dag van het schooljaar is afgesloten, wordt ze uiterlijk vanaf 1 januari volgend op de ondertekening van de doelstellingenovereenkomst uitgevoerd." vervangen door de woorden "binnen 120 kalenderdagen volgend op de ondertekening ervan uitgevoerd. Met inachtneming van deze termijn valt de eerste dag van de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst samen met de eerste schoolwerkdag volgend op een van de vakantieperiodes bedoeld in artikel 1.9.1-1, § 2."

**Art. 103.** In artikel 1.5.2-9, § 2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 wordt in de Franse tekst het woord "offrent" vervangen door het woord "offre";

2° in lid 3 worden de woorden "Binnen 30 kalenderdagen" vervangen door de woorden "Binnen 20 kalenderdagen gevolgd door 10 schoolwerkdagen";

3° in lid 7 worden de woorden "21 kalenderdagen" vervangen door de woorden "11 kalenderdagen gevolgd door 10 schoolwerkdagen".

**Art. 104.** In artikel 1.5.2-10, eerste lid van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of indien de school haar doelstellingenovereenkomst niet wil of kan wijzigen" ingevoegd tussen het woord "te bereiken" en het woord "stelt".

**Art. 105.** In artikel 1.5.2-16, § 1 van hetzelfde Wetboek wordt lid 2 aangevuld met de volgende zin: "Wanneer de inrichtende macht, de directeur en/of de steun- en begeleidingscel dit nodig achten, kunnen een of meer overlegvergaderingen worden georganiseerd tussen de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst en de verschillende partijen tijdens de ontwikkelingsfase van het voorstel van "aanpassingsstelsel".

**Art. 106.** In artikel 1.5.2-17 van hetzelfde Wetboek wordt § 1 aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

"Voor de in artikel 1.5.2-20 bedoelde scholen worden de middelen onttrokken aan de budgettaire enveloppe voor het jaar waarin de samenwerkingsprotocollen zijn ondertekend."

**Art. 107.** Artikel 1.5.2-22 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt vervangen:

*"Artikel 1.5.2-22. Het samenwerkingsprotocol wordt gesloten voor een periode van maximaal drie jaar. Het vervangt de eerder door de school gesloten doelstellingenovereenkomst.*

*Aan het einde van de evaluatie die de implementatie van het samenwerkingsprotocol afsluit, moet de school een nieuw sturingsplan opstellen in overeenstemming met de bepalingen van afdeling 1. De school legt haar sturingsplan voor aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, 65 tot 110 schoolwerkdagen na ontvangst van het verslag met betrekking tot voormelde evaluatie."*

**Art. 108.** In artikel 1.5.2-23 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "schooljaar 2022-2023" vervangen door de woorden "schooljaar 2024-2025".

**Art. 109.** In artikel 1.6.1-2, § 2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 6° worden de termen "1°, 2° en 3°" ingevoegd tussen de termen "5," en "5";

2° Een punt 8° wordt ingevoegd, dat als volgt luidt: "wanneer de cel voor coördinatiebemiddeling een taak uitvoert die verband houdt met artikel 4, § 5, 4° van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene inspectiedienst, nodigt zij de ambtenaar-generaal belast met de Algemene dienst voor educatieve digitalisering of zijn afgevaardigde uit, die als waarnemer zetelt."

**Art. 110.** In artikel 1.6.5-6 van hetzelfde Wetboek wordt lid 2 aangevuld met een punt 22° en een punt 23° die als volgt luiden:

22° De sturing van de scholen;

23° De algemene oriëntaties, de taken, de sturing en de organisatie van de territoriale polen."

#### HOOFDSTUK 4 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

**Art. 111.** In artikel 23 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 2:

a) In lid 1 worden de woorden "stelt het hoofd van de eredienst" vervangen door de woorden "stellen de diensten van de administratie";

b) In lid 3 worden de termen "de bevoegde inspectiedienst" vervangen door de termen "de diensten van de administratie".

2° In paragraaf 7, lid 1 worden de woorden "de bevoegde inspectiedienst" vervangen door de woorden "de bevoegde diensten van de administratie".

#### HOOFDSTUK 5 — *Slotbepalingen en vaststelling van de inwerkingtreding*

**Art. 112.** Alle stagedoende inspecteurs die zijn toegelaten tot de stage krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 januari 2023 betreffende de toelating tot de stage van de 68 kandidaten die zijn toegelaten tot de bevorderingsambten van inspecteur aan het einde van de kwalificatieproef, blijven onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst dat van kracht was op het ogenblik van aanvang van hun stage tot aan hun benoeming, de ambtshalve of voortijdige beëindiging van de stage of de weigering van een vaste benoeming.

**Art. 113.** Dit decreet treedt in werking op de dag dat het wordt goedgekeurd.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 18 april 2024.

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen,  
Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op Wallonië-Brussel Onderwijs,  
F. DAERDEN

De Vicepresident en minister van Kind,  
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 693-1 – Amendement(en) in de commissie, nr. 693-2 –  
Verslag van de commissie, nr. 693-3 - Tekst aangenomen binnen de commissie, nr. 693-4 - Tekst aangenomen in plenaire  
vergadering, nr. 693-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming - Zitting van 17 april 2024.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/006838]

### 16 MAI 2024. — Décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement et à la lutte contre la pénurie d'enseignants

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE I — DISPOSITIONS RELATIVES À L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 97, § 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes « durée de deux ans » sont remplacés par les termes « durée de quatre ans ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

**Art. 2.** A l'article 26, § 3, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les termes « en cas de diminution de celui-ci » sont ajoutés après les termes « complément de direction ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

**Art. 3.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 21° est remplacé par ce qui suit :

« 21° cours philosophiques : enseignement d'une des religions reconnues, de la morale non confessionnelle et de la philosophie et citoyenneté. » ;

2° le point 22° est remplacé par ce qui suit :

« 22° conseil de participation : conseil créé par l'article 1.5.3-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. » ;

3° Un point 32° est ajouté et rédigé comme suit :

« 32° pôle territorial : le pôle territorial chargé de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale visé à l'article 6.2.2-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

**Art. 4.** A l'article 15<sup>ter</sup> du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le terme « uniquement » est remplacé par le terme « notamment » ;

2° à l'alinéa 2, les termes « l'école spécialisée » sont remplacés par les termes « l'école d'enseignement spécialisé ».

**Art. 5.** A l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, 1°, du même décret, les termes « visé à l'article 69 du décret missions » sont remplacés par les termes « visé l'article 1.5.3-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

**Art. 6.** Dans le même décret, au chapitre VI, il est créé, après l'article 108<sup>bis</sup>, une section 3, intitulée :  
« Section 3. - De l'utilisation du capital-périodes paramédical, social et psychologique ».